

**Chambre des représentants  
de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1998-1999 (\*)

25 FÉVRIER 1999

**PROJET DE LOI**

**relatif au contentieux en matière  
fiscale**

**PROJET DE LOI**

**relatif à l'organisation judiciaire  
en matière fiscale**

**PROJETS  
AMENDÉS PAR LE SÉNAT**

**PROPOSITION DE LOI**

**complétant, en ce qui concerne la lutte  
contre la fraude fiscale, l'arrêté royal n° 185  
du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et  
le régime des émissions de titres et valeurs et  
la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des  
entreprises d'assurance**

**PROPOSITION DE LOI**

**modifiant l'article 375, alinéa 3,  
du Code des impôts sur  
les revenus 1992**

**RAPPORT**

**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES  
FINANCES ET DU BUDGET (1)**

**PAR MM. Lucien SUYKENS ET  
Robert MEUREAU**

(1) Composition de la commission : voir p. 2.

*Voir :*

- 1341 - 97 / 98 :  
— N° 1 : Projet amendé par le Sénat.
- 1342 - 97 / 98 :  
— N° 1 : Projet amendé par le Sénat.
- 1263 - 97 / 98 :  
— N° 1 : Proposition de loi de MM. Schoeters et Suykens.
- 1367 - 97 / 98 :  
— N° 1 : Proposition de loi de M. Daems.

(\*) Cinquième session de la 49<sup>e</sup> législature.

**Belgische Kamer  
van volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1998-1999 (\*)

25 FEBRUARI 1999

**WETSONTWERP**

**betreffende de beslechting van fiscale  
geschillen**

**WETSONTWERP**

**betreffende de rechterlijke inrichting  
in fiscale zaken**

**ONTWERPEN  
GEAMENDEERD DOOR DE SENAAT**

**WETSVOORSTEL**

**tot aanvulling, wat de bestrijding van de  
fiscale fraude betreft, van het koninklijk  
besluit n° 185 van 9 juli 1935 op de  
bankcontrole en het uitgifteregime voor  
titels en effecten en van de wet van 9 juli 1975  
betreffende de controle der  
verzekeringsondernemingen**

**WETSVOORSTEL**

**tot wijziging van artikel 375, derde lid,  
van het Wetboek van de  
inkomstenbelastingen 1992**

**VERSLAG**

**NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE  
FINANCIËN EN DE BEGROTING (1)**

**UITGEBRACHT DOOR DE HEREN  
Lucien SUYKENS EN Robert MEUREAU**

(1) Samenstelling van de commissie : zie blz. 2.

*Zie :*

- 1341 - 97 / 98 :  
— N° 1 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat.
- 1342 - 97 / 98 :  
— N° 1 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat.
- 1263 - 97 / 98 :  
— N° 1 : Wetsvoorstel van de heren Schoeters en Suykens.
- 1367 - 97 / 98 :  
— N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Daems.

(\*) Vijfde zitting van de 49<sup>e</sup> zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ces projets de loi amendés par le Sénat et les propositions de loi jointes au cours de ses réunions des 9 et 10 février 1999.

### I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DES FINANCES

*Le ministre* précise qu'à la demande du gouvernement, le Sénat a profondément modifié ces deux projets de loi. Les amendements présentés par le gouvernement visent principalement à tirer les conséquences de l'arrêt n° 67/98 du 10 juin 1998 de la Cour d'arbitrage (l'arrêt « Walgraffe »), dont il découle que la décision que prend l'administration fiscale (c'est-à-dire le directeur régional) suite à l'introduction d'une réclamation, constitue une décision de contentieux administratif et non une décision juridictionnelle. Selon la Cour d'arbitrage, le directeur régional n'est en effet pas suffisamment indépendant de l'administration fiscale. Précédemment, la Cour de cassation avait soutenu la thèse inverse.

S'agissant désormais d'un recours administratif, celui-ci doit répondre à une série de conditions qui procèdent du principe de la bonne administration. C'est ainsi, par exemple, que la décision doit intervenir dans un délai raisonnable.

L'évolution de la jurisprudence a donc contraint le gouvernement à revoir la manière de régler le contentieux en matière fiscale.

La nouvelle procédure proposée ouvre désormais un recours judiciaire devant des juges indépendants en première instance avec possibilité d'appel et de pourvoi en cassation. D'autre part, la procédure de réclamation administrative se caractérise par le fait que ce sera désormais la même administration qui sera chargée de la gestion du dossier fiscal, des opérations de taxation et du traitement du recours admi-

(1) Composition de la commission :

Président : M. Didden.

A. — Membres titulaires :	B. — Membres suppléants :
C.V.P. MM. Didden, Leterme, Pieters (D.), Mme Van Haesendonck.	M. Ansoms, Mme D'Hondt (G.), MM. Eyskens, De Crem, Vanpoucke.
P.S. MM. Demotte, Dufour, Moriau.	MM. Canon, Delizée, Henry, Meureau.
V.L.D. MM. Daems, De Grauwe, Desimpel.	MM. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.
S.P. MM. Schoeters, Suykens.	MM. Mahassine, Schellens, Van Gheluwe.
P.R.L.- Mme Cornet, M. Reynders.	MM. de Donnée, Maingain, Michel.
F.D.F.	
P.S.C. M. Arens.	MM. Fournaux, Gehlen.
VI. M. Huysentruyt.	Mme Colen, M. Van den Eynde.
Blok	
Agalew/M. Tavernier.	MM. Detienne, Viseur (J.-P.).
Ecolo	
C. — Membre sans voix délibérative :	
V.U. M. Olaerts.	

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft deze door de Senaat geamendeerde wetsontwerpen en toegevoegde wetsvoorstellen besproken tijdens haar vergaderingen van 9 en 10 februari 1999.

### I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

*De minister* geeft aan dat deze twee wetsontwerpen, op vraag van de regering door de Senaat ingrijpend werden gewijzigd. De door de regering ingediende amendementen strekken er vooral toe gevolg te geven aan arrest n° 67/98 van 10 juni 1998 van het Arbitragehof (het zogenaamde arrest « Walgraffe »), waaruit volgt dat de beslissing die de belastingadministratie (dit wil zeggen de gewestelijke directeur) neemt nadat een bezwaarschrift werd ingediend, een beslissing in een bestuursgeschil is, niet een gerechtelijke beslissing. De gewestelijke directeur is volgens het Arbitragehof immers niet in voldoende mate onafhankelijk tegenover de belastingadministratie. Het Hof van Cassatie heeft in het verleden de tegenovergestelde stelling verdedigd.

Aangezien het terzake voortaan om een administratief beroep gaat, moet het voldoen aan een reeks voorwaarden die te maken hebben met de principes van behoorlijk bestuur. Zo dient er binnen een redelijke termijn een beslissing te vallen.

De regering was ingevolge de ontwikkelingen van de jurisprudentie dan ook verplicht de manier waarop fiscale geschillen worden beslecht te regelen.

De nieuwe voorgestelde procedure maakt een gerechtelijke bezwaarprocedure voor onafhankelijke rechters in eerste aanleg mogelijk; bovendien kan ook hoger beroep worden ingesteld en zijn voorzieningen in Cassatie mogelijk. Anderzijds heeft de administratieve bezwaarprocedure als kenmerk dat dezelfde administratie voortaan wordt belast met het beheer van het fiscaal dossier, de taxatiewerkzaam-

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Didden.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Didden, Leterme, Pieters (D.), Mevr. Van Haesendonck.	H. Ansoms, Mevr. D'Hondt (G.), HH. Eyskens, De Crem, Vanpoucke.
P.S. HH. Demotte, Dufour, Moriau.	HH. Canon, Delizée, Henry, Meureau.
V.L.D. HH. Daems, De Grauwe, Desimpel.	HH. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.
S.P. HH. Schoeters, Suykens.	HH. Mahassine, Schellens, Van Gheluwe.
P.R.L.- Mevr. Cornet, H. Reynders.	HH. de Donnée, Maingain, Michel.
F.D.F.	
P.S.C. H. Arens.	HH. Fournaux, Gehlen.
VI. H. Huysentruyt.	Mevr. Colen, H. Van den Eynde.
Blok	
Agalew/H. Tavernier.	HH. Detienne, Viseur (J.-P.).
Ecolo	
C. — Niet-stemgerechtigd lid :	
V.U. H. Olaerts.	

nistratif et ce, dans le respect de la hiérarchie au sein de l'administration. Le ministre s'attend à ce que la procédure s'en trouve accélérée, ce qui est de l'intérêt de toutes les parties au litige.

Aux Pays-Bas, en France et au Grand-Duché de Luxembourg (cf. Doc. Sénat n° 1-966/11, pp. 244-248), une mesure similaire a entraîné une accélération du traitement de la procédure de recours administratif et judiciaire ainsi que, après un certain temps, une diminution du nombre de réclamations.

La décision concernant la réclamation doit en outre être clairement motivée. L'administration fiscale doit appliquer les règles de droit existantes à la situation concrète.

Le ministre récapitule ensuite les délais qui devront désormais être respectés :

1) Le contribuable dispose d'un délai de trois mois (à compter de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle par pli ordinaire à la poste) pour introduire sa réclamation.

Comparée à des délais analogues (en ce qui concerne les décisions prises par un organisme social, le délai d'appel auprès du tribunal du travail est par exemple d'un mois; pour l'introduction d'un recours au Conseil d'État, le délai est de soixante jours ...), cette proposition semble raisonnable, étant donné que le contribuable dispose d'abord d'un premier délai de deux mois pour payer soit le montant total de l'impôt, soit la partie de ce montant qu'il ne conteste pas (l'impôt dû selon l'avertissement-extrait de rôle doit en effet être payé dans les deux mois). Il peut donc encore introduire sa réclamation dans le mois qui suit la date limite de paiement.

2) Le directeur régional n'est tenu par aucun délai légal pour prendre sa décision. Normalement, celle-ci doit toutefois intervenir dans les six mois. Le ministre n'est pas partisan d'un système dans lequel on considère qu'en cas d'absence de décision dans ce délai, il est fait droit à la réclamation. Il craint en effet que, dans ce système, des pressions soient exercées sur les fonctionnaires pour faire traîner certains dossiers.

Le ministre n'est pas non plus favorable au système néerlandais, dans lequel l'absence de décision équivaut automatiquement à un rejet de la réclamation. Un tel système empêche en effet tout compromis entre l'administration et le contribuable après l'expiration du délai de six mois.

La solution retenue par le gouvernement consiste dès lors à permettre au contribuable, s'il le juge souhaitable, de saisir le tribunal de première instance après l'expiration du délai de six mois. De plus, les intérêts de retard sont suspendus à partir de ce moment. Le ministre souligne que cette mesure s'ins-

heden en de behandeling van het administratief bezwaar en dit met naleving van de regels van de interne bestuurlijke hiërarchie. De minister verwacht dat de procedure daardoor sneller zal verlopen, wat overigens in het belang is van alle bij het geschil betrokken partijen.

Ook in Nederland, in Frankrijk en in het Groot-Hertogdom Luxemburg (cf. Stuk Senaat n° 1-966/11, blz. 244-248) heeft dergelijke maatregel tot een versnelde afhandeling van de administratieve en de gerechtelijke bezwaarprocedure geleid, en na verloop van tijd ook tot een vermindering van het aantal bezwaarschriften.

De beslissing over het bezwaar moet daarenboven duidelijk worden gemotiveerd. De belastingadministratie moet de bestaande rechtsregels op een feitelijke situatie toepassen.

De minister geeft vervolgens een overzicht van de voortaan in acht te nemen termijnen :

1) De belastingplichtige beschikt over een termijn van drie maanden (vanaf de datum van verzending van het aanslagbiljet per gewone brief bij de post) om zijn bezwaarschrift in te dienen.

In vergelijking met gelijkaardige termijnen (inzake de door een sociaal organisme genomen beslissingen bedraagt de termijn om beroep aan te tekenen bij de arbeidsrechtbank bijvoorbeeld één maand, voor de indiening van een bezwaar bij de Raad van State bedraagt hij zestig dagen ...) lijkt dit een redelijk voorstel, aangezien de belastingplichtige eerst beschikt over een termijn van twee maanden om hetzij het volledige bedrag van de belasting, hetzij het gedeelte ervan dat hij niet betwist, te betalen (de luidens het aanslagbiljet verschuldigde belasting moet immers binnen de twee maanden worden betaald). Een en ander brengt mee dat hij tijdens de maand die volgt op de uiterste datum van betaling zijn bezwaarschrift nog mag indienen.

2) De gewestelijke directeur is niet door enige wettelijke termijn gebonden om zijn beslissing te nemen. Die beslissing moet normaliter toch binnen zes maanden vallen. De minister is geen voorstander van een systeem waarbij het feit dat er binnen deze termijn geen beslissing is, zou gelijkstaan met een inwilliging van het bezwaarschrift. Hij vreest immers dat als dan druk zou worden uitgeoefend op de ambtenaren om bepaalde dossiers zo traag mogelijk te behandelen.

De minister is evemin gewonnen voor het Nederlandse stelsel, waarbij een niet-beslissing automatisch neerkomt op een afwijzing van het bezwaarschrift. Dergelijk systeem maakt immers een compromis tussen administratie en belastingplichtige na het verstrijken van de termijn van zes maanden onmogelijk.

De door de regering gekozen oplossing bestaat er derhalve in dat na het verstrijken van de termijn van zes maanden de belastingplichtige het recht verkrijgt om, wanneer hij dit wenselijk acht, de zaak bij de rechtbank van eerste aanleg aanhangig te maken. Daarenboven worden vanaf dat ogenblik de

crit dans le cadre de la responsabilisation des fonctionnaires du fisc, responsabilisation à laquelle doit aboutir la restructuration de l'administration. La perte subie par le Trésor par suite de cette suspension des intérêts de retard incite en effet à améliorer l'organisation des travaux et éventuellement à prendre des mesures disciplinaires.

3) L'article 354, alinéa 4, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 1992) dispose désormais qu'en cas de réclamation, le délai d'imposition pourra être prolongé de six mois au maximum (cf. article 19 du projet de loi n° 1341/21), au lieu de douze précédemment.

La restriction quant à la possibilité de soulever de nouveaux griefs devant le tribunal de première instance, vivement critiquée par le Conseil d'État, a, elle aussi, été supprimée. À la lumière de l'arrêt précité de la Cour d'arbitrage (l'arrêt « Walgraffe »), il convient en effet que tous les griefs puissent désormais être soulevés dans le cadre de la procédure judiciaire.

Enfin, le ministre fait observer que le juge pourra désormais entendre l'expert-comptable, le comptable professionnel ou le réviseur d'entreprises du contribuable à la demande de celui-ci (cf. article 8 du projet de loi n° 1342/21). Cette possibilité (le juge n'est pas tenu d'accéder à la demande) sera particulièrement utile pour les contribuables aux revenus modestes, qui ne souhaitent pas recourir aux services d'un avocat.

## II. — DISCUSSION GÉNÉRALE

*M. Leterme* déplore qu'à la demande expresse du ministre des Finances de l'époque, la commission de la Chambre ait examiné ces deux projets de loi, pressée par le temps, dans le courant des premiers mois de 1998 (les nouvelles dispositions devaient en effet entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1998). Le gouvernement avait alors demandé instamment de ne pas rompre l'équilibre délicat de la réforme et s'était montré pour le moins peu enclin à accepter les propositions de modification (par exemple, au sujet des délais, du problème de la plénitude de juridiction, etc.). L'intervenant se réjouit que cette pression ait disparu au cours de l'examen des projets au Sénat (du 29 avril 1998 au 21 janvier 1999), ce qui a indubitablement profité à la qualité du travail législatif.

Les deux projets de loi à l'examen présentent toutefois encore quelques imperfections que le membre souhaiterait, si possible, corriger.

Il se demande si les délais de réclamation en matière de précompte immobilier tiennent suffisamment compte des délais qui sont proposés à présent en matière de contentieux fiscal.

Lorsqu'une même imposition fait l'objet à la fois d'une procédure administrative et d'une procédure

nalatigheidsintresten geschorst. Deze maatregel past volgens de minister in de, met de herstructurering van de administratie beoogde responsabilisering van de belastingambtenaren. Het daaruit voortvloeiend verlies voor de Schatkist zal immers ongetwijfeld aanleiding geven tot een betere organisatie van de werkzaamheden en eventueel tot discipline maatregelen.

3) Artikel 354, vierde lid van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 1992) bepaalt voortaan dat in geval van bezwaar de aanslagtermijn met maximum zes maanden zal mogen worden verlengd (cf. artikel 19 van wetsontwerp n° 1341/21). Vroeger was dat twaalf maanden.

Ook de beperking inzake het opwerpen van nieuwe grieven voor de rechtbank van eerste aanleg, die door de Raad van State fel was bekritiseerd, wordt geschrapt. Gelet op het bovengenoemde arrest van het Arbitragehof (het arrest « Walgraffe ») is het immers aangewezen dat in het raam van de gerechtelijke procedure alle grieven moeten kunnen worden opgeworpen.

Ten slotte stipt de minister nog aan dat de rechter in eerste aanleg voortaan de accountant, beroepsboekhouder of bedrijfsrevisor van de belastingplichtige op diens verzoek zal kunnen horen (cf. artikel 8 van wetsontwerp n° 1342/21). Deze mogelijkheid (de rechter is niet verplicht op het verzoek in te gaan) zal vooral nuttig zijn voor de belastingplichtigen met een bescheiden inkomen, die geen beroep wensen te doen op een advocaat.

## II. — ALGEMENE BESPREKING

*De heer Leterme* betreurt dat de kamercommissie tijdens de eerste maanden van 1998 op uitdrukkelijke vraag van de toenmalige minister van Financiën (de nieuwe bepalingen moesten immers per 1 juli 1998 in werking treden) deze beide wetsontwerpen onder tijdsdruk heeft besproken. De regering drong er toentertijd ook op aan om het delicate evenwicht binnen de hervorming niet te verstoren en bleek allerminst geneigd in te gaan op wijzigingsvoorstellen (bijvoorbeeld met betrekking tot de termijnen, de problematiek van de volle rechtsmacht enz.). De spreker verheugt er zich over dat deze druk tijdens de behandeling in de Senaat (van 29 april 1998 tot 21 januari 1999) is weggevallen, wat de kwaliteit van het wetgevend werk ongetwijfeld ten goede is gekomen.

Toch vertonen de voorliggende wetsontwerpen nog enkele onvolkomenheden die het lid zo mogelijk wil verhelpen.

Hij vraagt zich af of de termijnen voor de bezwaren betreffende de onroerende voorheffing wel in voldoende mate zijn afgesteld op die welke thans voor de behandeling van fiscale geschillen worden voorgesteld.

Wanneer tegen een zelfde aanslag terzelfder tijd een administratieve en een gerechtelijke bezwaar-

judiciaire, le contribuable peut-il introduire un deuxième recours contre la décision du directeur régional auprès du tribunal de première instance ?

Les projets amendés par le Sénat privilégient nettement la voie judiciaire. Or, le gouvernement avait fait valoir, à l'époque, que les nouvelles chambres fiscales des tribunaux de première instance n'étaient pas suffisamment outillées pour que l'on puisse privilégier cette option. Comment a-t-on pu contourner cet obstacle ?

Renvoyant à l'amendement n° 1 de MM. Landuyt et Goutry (Doc. Chambre n° 1342/2-97/98), que la commission avait rejeté à l'époque à la suite des objections formulées par le ministre de la Justice (Doc. n° 1341/17, pp. 116-117), M. Leterme demande ce que le gouvernement pense aujourd'hui d'une déconcentration plus poussée des chambres fiscales des tribunaux de première instance. Ne conviendrait-il pas d'insérer dans la loi une disposition habilitant le Roi à permettre cette déconcentration (la création de sections) ?

Enfin, l'intervenant s'intéresse à la problématique de la plénitude de juridiction. La commission de la Chambre avait décidé, à l'époque, de rétablir la plénitude de juridiction, mais *in limine litis* (voir Doc. n° 1341/17, p. 52). La plénitude de juridiction est à présent rétablie dans son intégralité. Ne rompt-on pas ainsi l'équilibre entre les parties litigantes ?

Mme Creyf commente un peu plus longuement les dispositions de la section 9 (les articles 91 à 94) qui ont trait aux taxes provinciales et communales.

Dans la Région de Bruxelles-Capitale, la compétence de la députation permanente en ce qui concerne l'examen des réclamations portant sur des taxes communales est actuellement exercée — à la grande satisfaction des contribuables — par un collège juridictionnel créé spécialement à cet effet. L'article 91 supprime tacitement ce collège. L'intervenante déplore que le collège des bourgmestre et échevins soit désormais juge et partie dans de telles matières. En effet, à l'avenir, la commune édictera les règlements de taxation, procédera à leur approbation, veillera à l'enrôlement de la taxe, et statuera en plus sur la recevabilité et le caractère fondé des réclamations ! Mme Creyf estime qu'un tel système aura pour seul effet d'augmenter le nombre de recours devant le tribunal de première instance (cf. article 92) et, dès lors, d'accroître l'arriéré judiciaire du tribunal de première instance de Bruxelles (qui serait de sept ans).

Elle craint par ailleurs que ce soit surtout les contribuables ne bénéficiant que d'un revenu modeste qui se montrent réticents à s'adresser au tribunal de première instance.

La situation spécifique dans la Région de Bruxelles-Capitale, où sept des dix-neuf communes ne comptent même pas d'échevin néerlandophone, permet de douter fortement de la capacité du collège des

procedure lopen, kan de belastingplichtige dan bij een uitspraak van de gewestelijke directeur hiertegen een tweede keer bij de rechtbank van eerste aanleg beroep instellen ?

De door de Senaat geamendeerde ontwerpen leggen een veel zwaardere last op de gerechtelijke geschillenbehandeling. De regering had destijds aangevoerd dat de nieuwe fiscale kamers bij de rechtbanken van eerste aanleg daar niet voldoende voor uitgerust waren. Hoe wordt dit bezwaar thans opgevangen ?

Onder verwijzing naar het amendement n° 1 van de heren Landuyt en Goutry (Stuk Kamer n° 1342/2-97/98) dat destijds door de commissie, gelet op de bezwaren van de minister van Justitie werd verworpen (Stuk n° 1341/17, blz. 116-117) vraagt de heer Leterme wat thans de houding is van de regering tegenover een verder doorgedreven deconcentratie van de fiscale kamers bij de rechtbanken van eerste aanleg. Lijkt het niet aangewezen om een bepaling op te nemen in de wet, waarbij aan de Koning de bevoegdheid wordt verleend om dergelijke deconcentratie (de oprichting van afdelingen) mogelijk te maken ?

Ten slotte gaat de spreker nader in op de problematiek van de volle rechtsmacht. In de kamercommissie was destijds beslist de volle rechtsmacht in ere te herstellen maar wel *in limine litis* (cf. Stuk n° 1341/17, blz. 52). Nu wordt de volle rechtsmacht volledig hersteld. Zal dit het evenwicht tussen de gedingvoerende partijen niet verstoren ?

Mevrouw Creyf gaat nader in op de bepalingen van afdeling 9 (de artikelen 91 tot 94) die betrekking hebben op de provincie- en gemeentebelastingen.

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt de bevoegdheid van de bestendige deputatie inzake de behandeling van bezwaarschriften tegen gemeentebelastingen thans — tot grote voldoening van de belastingplichtigen — door een speciaal hiertoe ingesteld rechtcollege uitgeoefend. In artikel 91 wordt dit college stilzwijgend afgeschaft. De spreekster betreurt dat het college van burgemeester en schepenen voortaan rechter en partij zal zijn in dergelijke aangelegenheden. De gemeente zal immers in de toekomst naast het uitschrijven van de belastingreglementen, de goedkeuring ervan en de inkohiering van de belasting ook nog oordelen over de ontvankeelijkheid en de gegrondheid van de bezwaren ! Volgens mevrouw Creyf zal dit het aantal beroepen bij de rechtbank van eerste aanleg (cf. artikel 92) enkel doen toenemen. Dit zal de achterstand bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel (die naar verluidt zeven jaar bedraagt) enkel doen aangroeien.

Zij vreest anderzijds dat vooral mensen met een bescheiden inkomen niet geneigd zullen zijn naar de rechtbank van eerste aanleg te stappen.

De specifieke toestand in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waar in 7 van de 19 gemeenten zelfs geen enkele nederlandstalige schepen is, maakt een correcte behandeling van de door Vlaamse inwoners

bourgmestre et échevins à traiter correctement les réclamations introduites par des habitants flamands.

Les dispositions de la section 9 ne contiennent en outre pas de disposition transitoire. On ignore dès lors jusqu'à quelle date les réclamations peuvent être introduites auprès du collège juridictionnel et à partir de quelle date celles-ci devront l'être auprès du collège des bourgmestre et échevins.

Mme Creyf attire enfin l'attention sur le fait que le collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale fait du bon travail. Seulement 5,5 % des décisions prises par le collège juridictionnel font l'objet d'un recours.

Le collège est indépendant et composé de juges des deux rôles linguistiques. La procédure est contradictoire et une traduction simultanée est prévue lors des audiences publiques.

M. Schoeters déplore, à son tour, que, sous la pression du gouvernement, la Chambre ait dû examiner ces projets de loi très rapidement. Le fait que le Sénat les ait examinés longuement a pour conséquence que, vu l'approche des élections législatives, la Chambre n'a de nouveau que peu de temps pour les examiner en détail, voire y apporter des modifications fondamentales.

Il constate également avec étonnement qu'une modification importante apportée par la commission de la Chambre au texte du projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale (Doc. n° 1341/1) a été partiellement supprimée par le Sénat. Les modifications de l'article 327 du Code des impôts sur les revenus 1992, prévues par l'article 9 du projet de loi transmis au Sénat (Doc. n° 1341/20) prévoyaient en effet, entre autres, que la Commission bancaire et financière est tenue d'informer immédiatement le ministre des Finances lorsqu'elle constate qu'un organisme dont elle assure le contrôle a mis en place un mécanisme particulier qui a pour but ou pour effet d'encourager la fraude fiscale dans le chef de tiers.

En commission du Sénat, ce texte a été supprimé par suite de l'adoption d'un amendement de M. Delcroix et consorts (cf. Doc. Sénat n°s 1-966/8 et 1-966/11, pp. 143-147). M. Schoeters déplore que le gouvernement ait marqué son accord sur cette suppression.

Avec M. Suykens, l'intervenant demande que la proposition de loi n° 1263/1 (qui concerne la même problématique) soit jointe à l'ordre du jour de la commission. Le ministre a en effet estimé qu'il n'était plus utile de poursuivre l'examen de cette proposition de loi en raison de l'adoption du texte précité par la Chambre.

M. Olaerts se rallie aux observations formulées par les intervenants précédents en ce qui concerne la manière dont ces projets de loi ont été examinés par le parlement.

Dans la première partie de son intervention, il examine plus en profondeur l'article 95 du premier

ingediende bezwaren door het college van burgemeester en schepenen hoogst twijfelachtig.

De bepalingen van afdeling 9 omvatten daarenboven geen overgangsbepaling. Het is bijgevolg niet duidelijk tot wanneer nog bezwaren kunnen worden ingediend bij het rechtscollège en vanaf wanneer dit bij het college van burgemeester en schepenen zal moeten gebeuren.

Mevrouw Creyf wijst er ten slotte op dat het rechtscollège in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed werk verricht. Slechts 5,5 % van de indieners van een administratief bezwaar gaan tegen de beslissing van het rechtscollège in beroep.

Het college is onafhankelijk en bestaat uit rechters van elke taalrol. De procedure is tegensprekelijk en op de publieke zittingen is voorzien in simultaanvertaling.

De heer Schoeters betreurt op zijn beurt dat de Kamer deze wetsontwerpen onder druk van de regering zeer snel heeft moeten behandelen. De langdurige bespreking ervan in de Senaat heeft daarenboven voor gevolg dat de Kamer, gelet op de nakende parlementsverkiezingen andermaal weinig tijd heeft om ze grondig te bespreken, laat staan ingrijpend te wijzigen.

Hij stelt ook met verbazing vast dat een belangrijke door de Kamercommissie aangebrachte wijziging in de tekst van het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/1) door de Senaat gedeeltelijk ongedaan werd gemaakt. De in artikel 9 van het aan de Senaat overgezonden wetsontwerp (Stuk n° 1341/20) bepaalde wijzigingen van artikel 327 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 voorzagen immers onder meer in de verplichting voor de Commissie voor het Bank- en Financiewezen om de minister van Financiën onmiddellijk te informeren wanneer zij vaststelt dat een instelling waarover zij controle uitoefent een bijzonder mechanisme heeft opgezet dat tot doel of tot gevolg heeft belastingontduiking door derden aan te moedigen.

In de Senaatscommissie werd deze tekst ingevolge de aanneming van een amendement van de heer Delcroix c.s. geschrapt (cf. Stukken Senaat n°s 1-966/8 en 1-966/11, blz. 143-147). De heer Schoeters betreurt dat de regering hiermee heeft ingestemd.

Samen met de heer Suykens vraagt de spreker dan ook de toevoeging van het wetsvoorstel n° 1263/1 (dat betrekking heeft op dezelfde problematiek) aan de dagorde van de commissie. De verdere bespreking van dit wetsvoorstel was immers volgens de minister niet meer nodig gelet op de goedkeuring door de Kamer van de bovenvermelde tekst.

De heer Olaerts sluit zich aan bij de door de vorige sprekers gemaakte bedenkingen bij de manier waarop de parlementaire behandeling van deze ontwerpen tot nu toe is verlopen.

In een eerste onderdeel van zijn betoog gaat hij nader in op artikel 95 van het eerste wetsontwerp,

projet de loi, qui définit les pouvoirs des fonctionnaires de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts et de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus.

L'intervention conjointe, au sein de cette dernière administration, de fonctionnaires des contributions directes et de la TVA peut causer des problèmes s'ils effectuent, à tort et à travers, des opérations pour lesquelles ils n'ont pas été formés.

En ce qui concerne le règlement des litiges, l'intervenant fait observer que la comparaison faite par le ministre avec d'autres pays européens sur la base des tableaux figurant dans le rapport du Sénat (Doc. n° 1-966/11, pp. 244 à 248) est bien trop sommaire. Il est exact qu'aux Pays-Bas, une réclamation qui ne fait pas l'objet d'une décision dans les délais est considérée comme rejetée. Le régime fiscal néerlandais accorde toutefois au contribuable une protection nettement supérieure à celle que lui accorde le nôtre.

Comment l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus jouera-t-elle son rôle de « filtre » des éventuelles réclamations avant que l'imposition ne soit établie ? Quelles compétences seront accordées aux centres de contrôle dans ce contexte ? Comment ce « filtre » fonctionnera-t-il pour les simples contribuables et pour les travailleurs indépendants non assujettis à la TVA (les professions libérales), dont les dossiers sont contrôlés non par un centre de contrôle, mais par un centre de gestion ?

Le membre demande également à quels moments de la procédure de traitement des contentieux en matière fiscale le fisc peut aller en appel d'une décision.

Le projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale amendé (Doc. n° 1341/21) prévoit-il aussi un élargissement des pouvoirs d'investigation du fisc ? Si oui, lequel ?

M. Olaerts déplore que le directeur régional ne doive toujours pas prendre de décision dans un délai donné. Le délai de dix-huit mois plus six proposé initialement est supprimé, étant donné que la décision doit être prise dans un délai raisonnable, conformément aux règles de bonne administration. Qu'entend-on précisément par là ?

Il semblerait que des directives administratives seraient édictées en vue de fixer un délai qui soit fonction de la nature et de l'importance du litige. Le ministre peut-il confirmer qu'il en ira ainsi ?

La possibilité d'une retaxation après l'annulation de l'imposition est abandonnée et le fisc soumettra tout supplément d'imposition à l'appréciation de la juridiction saisie. Une telle cotisation ne serait recouvrable ou remboursable qu'en exécution d'une décision judiciaire.

Dans le cadre de la nouvelle procédure, telle qu'elle a été amendée par le Sénat, une action pourra être intentée devant le tribunal de première instance au plus tôt six mois après la date de réception de la réclamation administrative si cette réclamation n'a pas fait l'objet d'une décision dans ce délai. Dans le

waarin de bevoegdheden van de ambtenaren van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie en van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit worden bepaald.

Het samen optreden binnen deze laatste administratie van ambtenaren van de directe belastingen en van de BTW kan tot problemen leiden wanneer zij te pas en te onpas verrichtingen doen waarvoor zij niet zijn opgeleid.

Met betrekking tot de geschillenregeling merkt de spreker op dat de door de minister aan de hand van de in het Senaatsverslag opgenomen tabellen (Stuk n° 1-966/11, blz. 244-248) gemaakte vergelijking met andere Europese landen al te summier is. Het is juist dat in Nederland een bezwaarschrift waarover niet binnen de termijn wordt beslist als verworpen wordt beschouwd. De belastingplichtige is in het Nederlandse belastingstelsel echter veel beter beschermd dan in het onze.

Hoe zal de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit haar rol als « filter » van mogelijke bezwaren vooraleer de belastingaanslag wordt gevestigd, spelen ? Welke bevoegdheden zullen met het oog hierop aan de controlecentra worden verleend ? Hoe zal deze « filter » werken voor gewone belastingplichtigen en voor de niet-BTW-plichtige zelfstandigen (de vrije beroepen) van wie de dossiers niet door een controlecentrum maar door een beheerscentrum worden gecontroleerd ?

Het lid wenst ook te weten in welke fasen van de geschillenprocedure de fiscus zelf hoger beroep kan aantekenen.

Houdt het geamendeerde wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/21) ook een verruiming van de onderzoeksbevoegdheden van de fiscus in en, zo ja, welke ?

De heer Olaerts betreurt dat er nog steeds geen vaste beslissingstermijn is voor de gewestelijke directeur. De oorspronkelijk voorgestelde termijn van achttien maanden plus zes maanden wordt geschrapt omdat de beslissing moet worden getroffen binnen een redelijke termijn, conform de regels van het behoorlijk bestuur. Wat wordt precies bedoeld met de regels van het behoorlijk bestuur ?

Naar verluidt zouden administratieve richtlijnen worden uitgevaardigd waarbij een termijn wordt bepaald die afhankelijk is van de aard en de belangrijkheid van het geschil. Kan de minister dit bevestigen ?

De bestaande mogelijkheid tot hertaxatie na een vernietigde aanslag wordt verlaten en de fiscus zal een supplement aan het oordeel van de gerechtelijke instantie onderwerpen. Dergelijke aanslag zou slechts invorderbaar of terugbetaalbaar zijn ter uitvoering van een gerechtelijke beslissing.

In de nieuwe procedure, zoals geamendeerd door de Senaat, kan een vordering voor de rechtbank van eerste aanleg ten vroegste zes maanden na de datum van ontvangst van het administratief bezwaar worden ingesteld wanneer binnen die termijn geen uitspraak is gedaan over het bezwaar. Is er wel een

cas contraire, l'action devra être intentée devant le tribunal au plus tard dans les trois mois de la notification de cette décision. Le délai de six mois est prolongé de trois mois en cas d'imposition d'office.

Les projets de loi à l'examen ne limitent plus, contrairement aux textes transmis au Sénat, la possibilité de formuler de nouveaux griefs au cours de la procédure de réclamation administrative et devant le tribunal de première instance. Comment cela s'explique-t-il ?

En ce qui concerne la procédure devant la cour d'appel, la limitation (de nouveaux griefs ne peuvent être formulés que pour autant qu'ils concernent une infraction à la loi ou une violation, à peine de nullité, des formes de procédure prescrites) est par contre maintenue.

Le membre ne croit pas que la suspension des intérêts de retard (lorsque la décision du directeur n'est pas notifiée dans les six mois de la réception de la réclamation) suffira en soi à inciter l'administration fiscale à faire preuve de plus de diligence, sauf si le ministre assortit cette mesure de sanctions disciplinaires. Le ministre se propose-t-il de publier une circulaire administrative à ce sujet ?

L'intervenant constate également que, désormais, la juridiction répressive sera appelée à trancher des discussions techniques en matière de fiscalité sans devoir attendre le résultat de la procédure de réclamation administrative portant sur la même question.

Tel qu'il a été amendé, le projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale (Doc. n° 1341/21) restitue au ministre des Finances la faculté de réduire les amendes. Pourquoi ?

L'État alloue désormais également des intérêts moratoires en cas de remboursement d'une amende ou d'un accroissement d'impôt, sauf si le remboursement résulte de la remise ou de la modération d'une amende ou d'un accroissement accordée à titre de grâce. Le membre demande des précisions à ce sujet.

En ce qui concerne la représentation de l'État en justice, l'intervenant constate que le gouvernement considère à présent que la disposition en question du projet de loi initial (Doc. n° 1342/1, article 7) est superflue.

Le délai pour appeler d'un jugement rendu en première instance est ramené à un mois (à dater de la signification). Le délai de cassation reste fixé à trois mois. En cas de pourvoi en cassation, il ne doit plus être fait appel à un avocat près la Cour de cassation.

M. Olaerts demande si ces mesures doivent être considérées comme un premier pas vers la suppression définitive du monopole de plaidoirie dont les avocats jouissent devant les tribunaux. Quelle est la position du gouvernement à ce sujet ?

En ce qui concerne l'entrée en vigueur, le projet de loi dispose que la faculté de saisir le tribunal six mois

uitspraak dan moet de vordering voor de rechtbank uiterlijk binnen drie maanden vanaf de betekening van die beslissing worden ingesteld. Ingeval van ambtshalve aanslag wordt de termijn van zes maanden met drie maanden verlengd.

De ter bespreking voorliggende wetsontwerpen bouwen, in tegenstelling met de aan de Senaat overgezonden teksten niet langer beperkingen in inzake de mogelijkheid tot het indienen van nieuwe grieven tijdens de administratieve bezwaarprocedure en voor de rechtbank van eerste aanleg wordt thans opgegeven. Wat is hiervoor de reden ?

Voor wat de procedure voor het hof van beroep betreft blijft de beperking (nieuwe grieven kunnen slechts worden ontwikkeld voorzover ze een overtreding van de wet of een schending van op straffe van nietigheid voorgeschreven procedurevormen aanvoeren) daarentegen wel behouden.

Het lid gelooft niet dat het feit dat de nalatigheidsintresten worden geschorst (wanneer de beslissing van de directeur niet wordt aangezegd binnen de zes maanden na de ontvangst van het bezwaar) op zich zal volstaan om de belastingadministratie tot meer spoed aan te zetten, tenzij de minister hieraan ook disciplinaire sancties zou verbinden. Zal de minister hierover een administratieve omzendbrief uitvaardigen ?

De spreker stelt ook vast dat de strafrechter voortaan ook uitspraak zal moeten doen over fiscaal-technische discussies zonder eerst te moeten wachten op de uitkomst van een administratieve bezwaarprocedure over dezelfde aangelegenheid.

Het geamendeerde wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/21) herstelt de mogelijkheid voor de minister van Financiën om de boetes te verminderen. Wat is hiervoor de reden ?

De Staat kent voortaan ook moratoriuminteressen toe bij de terugbetaling van een boete of belastingverhoging, tenzij de terugbetaling voortvloeit uit een kwijtschelding of vermindering van een boete of belastingverhoging die toegekend is als genademaatregel. Graag kreeg het lid hierbij enige toelichting.

Met betrekking tot de vertegenwoordiging van de Staat voor de rechtbank stelt de spreker vast dat de regering thans van oordeel is dat de desbetreffende bepaling in het oorspronkelijke wetsontwerp (Stuk n° 1342/1, artikel 7) overbodig is.

De beroepstermijn na het vonnis in eerste aanleg wordt herleid tot één maand (vanaf de betekening). De cassatietermijn blijft drie maanden. Voor de voorziening in Cassatie is geen advocaat bij het Hof van Cassatie meer vereist.

De heer Olaerts vraagt of deze maatregelen als een eerste stap moeten worden beschouwd naar het definitief doorbreken van het pleitmonopolie van de advocaten voor de rechtbanken. Wat is terzake het standpunt van de regering ?

Met betrekking tot de inwerkingtreding wordt gesteld dat de mogelijkheid om na zes maanden reeds



déjà après l'introduction d'une réclamation (s'il n'a toujours pas été statué sur la réclamation administrative) n'est reconnue qu'à partir de l'exercice d'imposition 1999. Le délai de trois mois à compter de la décision directoriale ne serait applicable que pour autant que l'actuel délai de recours de 40 jours soit échu le 1<sup>er</sup> mars 1999. Les procédures judiciaires pendantes le 1<sup>er</sup> mars 1999 continueront de relever de l'ancien régime (Doc. n° 1342/21, article 11).

M. Olaerts demande s'il est bien exact que les causes encore pendantes le 31 mars 2000 seront jugées par le tribunal de première instance conformément à l'ancienne procédure.

M. Daems déplore que le contribuable soit tenu de respecter des délais, alors qu'il n'existe toujours aucune obligation analogue pour l'administration fiscale. Cette inégalité creusera encore, selon lui, le fossé entre l'administration et les citoyens. Une meilleure organisation de l'administration (sans augmenter le nombre global de fonctionnaires) doit permettre le traitement de toutes les réclamations dans les délais. Le membre estime que la création de cellules spéciales constituerait une solution à cet égard. Une réclamation qui n'aurait pas encore fait l'objet d'une décision après un an devrait être considérée comme admise. Tel est d'ailleurs l'objet de sa proposition de loi (Doc. n° 1367/1) qui a été jointe aux projets de loi à l'examen.

La solution retenue dans le projet de loi amendé (suspension des intérêts de retard) (Doc. n° 1341/21, article 42) témoigne, selon l'intervenant, de l'impuissance des pouvoirs publics à améliorer leur fonctionnement.

Il estime qu'il aurait été préférable de fixer un délai dans lequel l'administration devrait statuer (à défaut de décision, la réclamation est admise), au besoin en prévoyant une disposition transitoire (un délai plus long pour permettre de résorber l'arriéré existant).

Le membre estime par ailleurs que la modification apportée à l'article 372, CIR 1992 par l'article 29 du projet de loi n° 1341/21 porte atteinte au principe d'égalité, étant donné que le contribuable qui a introduit une réclamation peut désormais formuler des griefs nouveaux (qu'il n'a découverts qu'ultérieurement) sans limitation dans le temps, tandis que le contribuable qui n'a pas introduit de réclamation n'a pas cette possibilité.

M. Daems donne la préférence à un système où la procédure administrative serait facultative et où le contribuable aurait la possibilité de s'adresser directement au tribunal. Telle est la portée de son amendement visant à remplacer l'article 9 du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en matière fiscale (amendement n° 46, Doc. n° 1342/22).

Est-il exact que 170 000 dossiers (représentant un montant global de 100 milliards de francs) sont en cours d'instruction à l'administration et à quand remontent ces dossiers ?

een bezwaar in te dienen bij de rechtbank (wanneer er op dat ogenblik nog geen uitspraak is over het administratief bezwaar) pas geldt vanaf het aanslagjaar 1999. De termijn van drie maanden na de directoriale beslissing zou gelden voorzover de huidige beroepstermijn van 40 dagen verstreken is per 1 maart 1999. De hangende geschillen in de gerechtelijke procedure per 1 maart 1999 blijven ressorteren onder het oude regime (Stuk n° 1342/21, artikel 11).

De heer Olaerts vraagt of het inderdaad zo is dat de zaken die op 31 maart 2000 nog hangende zijn volgens de oude procedure door de rechtbank van eerste aanleg zullen worden beslecht.

De heer Daems betreurt dat de belastingplichtige wel door termijnen is gebonden terwijl dit voor de belastingadministratie nog steeds niet het geval is. Deze ongelijke behandeling zal volgens hem de afstand tussen bestuur en burgers nog doen toenemen. Een betere organisatie van de administratie (zonder verhoging van het totaal aantal ambtenaren) moet het mogelijk maken dat alle bezwaren tijdig kunnen worden behandeld. Het lid denkt in dit verband aan de oprichting van bijzondere cellen. Een bezwaar waarover na één jaar niet is beslist zou als aanvaard moeten worden beschouwd. Dit is trouwens de strekking van zijn wetsvoorstel (Stuk n° 1367/1) dat aan de bespreking van de voorliggende wetsontwerpen werd toegevoegd.

De in het geamendeerde wetsontwerp voorgestelde oplossing (schorsing van de verwijlinteressen) (Stuk n° 1341/21, artikel 42) komt volgens hem neer op een capitulatie voor de eigen onmacht van de overheid om beter te werken dan thans het geval is.

De invoering van een vaste termijn binnen welke de administratie uitspraak moet doen (zoniet is het bezwaar aangenomen), desnoods met een overgangsbepaling (een langere termijn om de bestaande achterstand weg te werken) lijkt hem een veel betere oplossing.

Het lid is verder van mening dat door de in artikel 29 van wetsontwerp n° 1341/21 voorgestelde wijziging van artikel 372, WIB 1992 het gelijkheidsbeginsel wordt geschonden aangezien een belastingplichtige die wel een bezwaar heeft ingediend voortaan zonder beperking in de tijd nieuwe grieven mag aanvoeren (die hij pas later heeft ontdekt), terwijl een andere belastingplichtige die geen bezwaar heeft ingediend die mogelijkheid niet heeft.

De heer Daems geeft de voorkeur aan een stelsel waarbij de administratieve bezwaarprocedure facultatief zou zijn en de belastingplichtige de mogelijkheid zou hebben om zich rechtstreeks tot de rechtbank te wenden. Dit is de strekking van zijn amendement tot vervanging van artikel 9 van het wetsontwerp betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken (Stuk n° 1342/22, amendement n° 46).

Klopt het dat nog 170 000 dossiers (voor een gezamenlijk bedrag van 100 miljard frank) bij de administratie hangende zijn en hoe oud zijn die dossiers ?

Y a-t-il effectivement 180 000 nouveaux dossiers par an, dont 2 000 doivent finalement être réglés par le biais d'une procédure judiciaire ?

Le membre craint que les projets de loi à l'examen ne fassent qu'accroître cet arriéré. Le contribuable a en effet tout intérêt à introduire une réclamation : c'est le seul moyen dont il dispose pour faire valoir des griefs nouveaux après expiration des délais !

M. Daems estime également que les frais de justice devraient toujours être mis à la charge de la partie succombante. Il arrive trop souvent aujourd'hui que ces frais dissuadent le contribuable de s'adresser au tribunal. Certains directeurs régionaux des contributions s'en servent du reste comme argument pour inciter le contribuable à payer quand même. Les citoyens n'ont en effet pas toujours les moyens de recourir aux services d'un avocat.

L'intervenant plaide également pour l'uniformisation de la procédure de réclamation (surtout en ce qui concerne la rectification de la déclaration) en matière de contributions directes et de TVA. Il renvoie à cet égard à son amendement n° 128 (Doc. n° 1341/22) au projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale.

Enfin, il estime qu'il convient de supprimer l'obligation de consigner les sommes réclamées en cas d'appel du jugement qui a rejeté l'action en justice introduite par le débiteur (projet de loi n° 1341/21, article 61). Telle est la portée de son amendement n° 127 (Doc. n° 1341/22).

M. Arens fait siennes les observations des intervenants précédents concernant la manière dont ces projets de loi ont été examinés à la Chambre et au Sénat. L'actuel ministre des Finances a le mérite d'avoir accepté que le Sénat apporte de profondes modifications à la procédure proposée, alors qu'à l'époque, cela ne s'était pas avéré possible à la Chambre.

La question est à présent de savoir si l'administration fiscale dispose du personnel suffisant pour exécuter correctement sa tâche dans le cadre de la procédure modifiée.

Les mêmes fonctionnaires, qui sont actuellement chargés du contrôle et de la taxation, seront-ils matériellement en mesure de traiter en outre les réclamations dans les nouveaux délais ?

Lors de leur audition, le 10 novembre 1998, de hauts fonctionnaires de l'Administration générale des impôts, ont en effet indiqué que le cadre du personnel n'était pas complet. Le ministre prendra-t-il des mesures afin de remédier à cette situation ?

Enfin, M. Arens se réjouit que l'on donne au juge la possibilité d'entendre l'expert-comptable, le comptable professionnel ou le réviseur d'entreprises choisi par le contribuable ainsi que de la suppression (demandée à l'époque par le groupe PSC) de l'obligation de faire appel à un avocat près la Cour de cassation.

Mme Van Haesendonck aborde la problématique des conjoints séparés de fait, dont chacun peut avoir

Zijn er inderdaad jaarlijks 180 000 nieuwe dossiers, waarvan 2 000 uiteindelijk via een gerechtelijke procedure moeten worden beslecht ?

Het lid vreest dat de voorliggende wetsontwerpen deze achterstand enkel zullen doen toenemen. De belastingplichtige heeft er immers alle belang bij bezwaar in te dienen : alleen op die manier kan hij naderhand bijkomende grieven aanvoeren !

De heer Daems is ook van oordeel dat de verliezende partij steeds de gerechtskosten zou moeten dragen. Thans komt het al te vaak voor dat de belastingplichtige zich omwille van deze kosten niet tot de rechtbank wendt. Sommige gewestelijke directeurs der belastingen gebruiken dit trouwens als argument om de belastingplichtige ertoe aan te zetten toch maar te betalen. Niet elke burger heeft overigens de financiële middelen om een advocaat in te schakelen.

De spreker pleit ook voor een uniformisering van de bezwaarprocedure (vooral wat de wijziging van de aangifte betreft) inzake directe belastingen en BTW. Hij verwijst in dit verband naar zijn amendement n° 128 (Stuk n° 1341/22) op het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen.

De verplichting om de gevorderde bedragen in consignatie te geven in geval van beroep tegen een vonnis dat de door de schuldenaar ingestelde eis heeft verworpen (wetsontwerp n° 1341/21, artikel 61) ten slotte moet volgens hem worden afgeschaft. Dit is de strekking van zijn amendement n° 127 (Stuk n° 1341/22).

De heer Arens sluit zich aan bij de bemerkingen die door de vorige sprekers werden gemaakt over de manier waarop deze wetsontwerpen in Kamer en Senaat werden besproken. Het is de verdienste van de huidige minister van Financiën dat hij in de Senaat wel ingrijpende wijzigingen aan de voorgestelde procedure heeft aanvaard, wat destijds in de Kamer niet mogelijk bleek.

De vraag is nu of de belastingadministratie over voldoende personeel beschikt om binnen de gewijzigde procedure behoorlijk te werken.

Zijn dezelfde ambtenaren, die thans voor de controle en de taxatie instaan, materieel in staat om in de toekomst daarenboven ook binnen de gewijzigde termijnen de bezwaarschriften te behandelen ?

Uit de hoorzitting van 10 november 1998 met topambtenaren van de Algemene Administratie van de belastingen bleek immers dat de personeelsformatie niet volledig was opgevuld. Zal de minister maatregelen treffen om dit te verhelpen ?

De heer Arens verheugt zich ten slotte over de invoering van de mogelijkheid voor de rechter om de door de belastingplichtige gekozen accountant, beroepsboekhouder of bedrijfsrevisor te horen en over de (destijds door de PSC-fractie gevraagde) afschaffing van verplichting om beroep te doen op een advocaat bij het Hof van Cassatie.

Mevrouw Van Haesendonck gaat nader in op de problematiek van de feitelijk gescheiden echtgenoten

à répondre des dettes fiscales de l'autre. Comment, dans un tel cas, un conjoint peut-il avoir connaissance de la situation fiscale de son ex-partenaire afin de pouvoir user de la faculté de consultation, d'explication ou de communication que lui accorde l'article 12 du projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale (Doc. n° 1341/21) ?

*Le ministre* indique que cet article précise expressément que le secret professionnel auquel sont tenus les fonctionnaires des Finances, ne fait pas obstacle à la consultation du dossier par le conjoint lorsqu'une imposition est mise en recouvrement sur ses biens.

*Mme Van Haesendonck* s'enquiert de l'état d'avancement de l'avant-projet de loi relatif au nouveau régime applicable aux conjoints séparés de fait. Sera-t-il encore déposé à la Chambre au cours de la présente législature ?

*Le ministre* précise que le Conseil des ministres a approuvé, la semaine dernière, un projet de loi-programme fiscale qui sera prochainement déposé au parlement. Pour des raisons pratiques, la disposition relative aux conjoints séparés de fait en a été retirée. Elle sera réexaminée au cours du prochain Conseil des ministres et, si elle est approuvée, elle sera déposée sous forme d'amendement. Le gouvernement a donc manifestement l'intention de régler encore ce problème au cours de la présente législature.

En réponse aux questions de Mme Creyf, *le représentant du vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur* se réfère à la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales (*Moniteur belge* du 31 décembre 1996). Celle-ci est issue d'une proposition de loi déposée par M. Paul Breyne qui, comme l'indiquent les développements, a été « rédigée au sein de l'Union des villes et communes belges (UVCB) » (Doc. n° 461/1-95/96, p. 2). L'objectif poursuivi était notamment de modifier la loi du 23 décembre 1986 relative au recouvrement et au contentieux en matière de taxes provinciales et locales, en vue d'uniformiser les règles de procédure en matière de contentieux fiscal applicables au niveau provincial et local avec les principes soutenus sur le plan fédéral, à savoir : réserver le contentieux fiscal à l'ordre judiciaire et prévoir un recours de type administratif.

L'article 9 de la proposition de loi, adoptée à l'unanimité le 9 octobre 1996 par la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique de la Chambre, dispose que « le redevable peut introduire une réclamation auprès de la députation permanente qui agit en tant qu'autorité administrative ».

En séance plénière, M. Moureaux et Mme Creyf ont déposé un amendement (n° 26, Doc. n° 461/6-95/96)

die voor elkaars belastingschulden kunnen worden aangesproken. Hoe kan een echtgenoot in dergelijk geval weet hebben van de fiscale toestand van zijn ex-partner zodat hij van de in artikel 12 (van het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen, Stuk n° 1341/21) bedoelde mogelijkheid tot raadpleging, uitleg of mededeling gebruik kan maken ?

*De minister* geeft aan dat dit artikel uitdrukkelijk bepaalt dat het beroepsgeheim waartoe de belastingambtenaren zijn gehouden, geen beletsel vormt voor de raadpleging van het dossier door de echtgenoot wanneer op diens goederen een aanslag wordt ingevorderd.

*Mevrouw Van Haesendonck* vraagt naar de stand van zaken in verband met het voorontwerp van wet betreffende de nieuwe regeling voor feitelijk gescheiden echtgenoten. Zal het nog tijdens de huidige legislatuur bij de Kamer van volksvertegenwoordigers worden ingediend ?

*De minister* geeft aan dat de Ministerraad vorige week een ontwerp van fiscale programmawet heeft goedgekeurd dat eerstdaags bij het parlement zal worden ingediend. De bepaling betreffende de problematiek van de feitelijk gescheiden echtgenoten werd om redenen van praktische aard uit het ontwerp gelicht. Zij zal tijdens de volgende Ministerraad opnieuw worden besproken en, indien ze wordt goedgekeurd, als amendement worden ingediend. Het ligt dus duidelijk wel in de bedoeling van de regering om dit probleem nog tijdens de huidige legislatuur op te lossen.

Als antwoord op de vragen van mevrouw Creyf verwijst *de vertegenwoordiger van de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken* naar de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996). Die wet was het resultaat van een door de heer Breyne ingediend wetsvoorstel, dat, zoals de toelichting ervan aangeeft, « opgesteld werd binnen de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten » (Stuk n° 461/1-95/96, blz. 2). Het doel bestond er met name in de wet van 23 december 1986 betreffende de invordering en de geschillen terzake van provinciale en plaatselijke heffingen te wijzigen, teneinde de op provinciaal en lokaal vlak toepasselijke regels inzake fiscale geschillen eenvormig te maken met de op federaal vlak gehanteerde principes, dat wil zeggen : de fiscale geschillen voorbehouden voor de rechterlijke orde en voorzien in een mogelijkheid tot administratief beroep.

Artikel 9 van het wetsvoorstel, dat op 9 oktober 1996 eenparig door de Kamercommissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt werd aangenomen, bepaalt dat « de belastingplichtige (...) bezwaar [kan] indienen bij de bestendige deputatie die handelt als administratieve overheid ».

In plenaire vergadering hebben de heer Moureaux en mevrouw Creyf amendement n° 26 (Stuk n° 461/6-

tendant à introduire une dérogation pour la Région de Bruxelles-Capitale, précisant que dans cette région, la réclamation est introduite auprès du collège juridictionnel visé à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises (telle que modifiée par la loi du 16 juillet 1993). Sans cet amendement, le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale aurait dû statuer sur les recours des contribuables (article 83quinquies, § 1<sup>er</sup>) (Annales de la Chambre des représentants du 7 novembre 1996, n° 108, p. 3893).

La question se pose évidemment de savoir s'il est possible d'instaurer une nouvelle procédure de recours administratif au niveau provincial et local sans modifier implicitement l'article 83quinquies de la loi du 12 janvier 1989 précitée, qui dispose en son paragraphe 2 que « les missions juridictionnelles qui sont exercées dans les provinces par la députation permanente sont exercées, en ce qui concerne le territoire visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, par un collège de 9 membres désignés par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, sur proposition de son gouvernement ». Ce collège juridictionnel instauré par une loi spéciale ne peut donc être abrogé par une disposition légale ordinaire. Toutefois, si une disposition législative prive la députation permanente d'une de ses compétences, il va de soi que le collège juridictionnel susvisé perd *de facto* cette même attribution, sans qu'il y ait pour autant une abrogation (implicite ou explicite) de l'article 83quinquies susvisé.

L'intervenant fait par ailleurs remarquer que la Cour d'arbitrage a rétabli un certain nombre de dispositions de la loi du 23 décembre 1986, abrogées par la loi du 24 décembre 1996, si bien qu'actuellement, il subsiste un vide juridique pour les dossiers en cours de traitement. L'orateur estime que cette question pourrait être réglée dans le cadre de la présente réforme.

Enfin, concernant le nombre peu élevé d'échevins appartenant au rôle linguistique néerlandophone dans la Région de Bruxelles-Capitale, l'orateur souligne qu'un certain nombre d'échevins flamands se présentent sur des listes électorales francophones. En outre, les collèges des bourgmestre et échevins se doivent en tout état de cause d'être bilingues. Le secrétaire communal, qui assiste aux délibérations du collège et est le garant de l'unité de jurisprudence, doit avoir un brevet de connaissance approfondie de la langue néerlandaise. Il est responsable de la préparation et du traitement des dossiers en néerlandais.

Mme Creyf souligne que sans l'amendement n° 26 à l'article 9 de la proposition de loi de M. Breyne, le collège juridictionnel en question aurait déjà perdu à l'époque les compétences qui lui sont maintenant retirées par l'article 91 du projet de loi relatif au

95/96) ingediend, dat ertoe strekte voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een afwijking in te stellen, door te preciseren dat in dat gewest het bezwaar wordt ingediend bij het rechtsprekend college bedoeld in artikel 83quinquies, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen (zoals gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993). Zonder dat amendement had de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitspraak moeten doen over de beroepen van de belastingplichtigen (artikel 83quinquies, § 1) (Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers van 7 november 1996, n° 108, blz. 3893).

De vraag rijst natuurlijk of het mogelijk is op provinciaal en lokaal vlak een nieuwe administratieve beroepsprocedure in te stellen zonder impliciet een wijziging aan te brengen aan artikel 83quinquies van de hierboven genoemde wet van 12 januari 1989, waarvan § 2 bepaalt dat « de rechtsprekende taken die in de provincies worden uitgeoefend door de bestendige deputatie, (...) voor het grondgebied bedoeld in artikel 2, § 1, [worden] uitgeoefend door een college van 9 leden die door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, op voordracht van zijn regering, worden aangesteld ». Dat bij een bijzondere wet ingevoerde rechtsprekend college kan dus niet door een gewone wettelijke bepaling worden opgeheven. Als een wettelijke bepaling evenwel aan de bestendige deputatie één van haar bevoegdheden ontnemt, is het evident dat het hierboven bedoelde rechtsprekend college *de facto* diezelfde toegewezen bevoegdheid verliest, zonder dat daarom sprake is van een (impliciete of expliciete) opheffing van het hierboven bedoelde artikel 83quinquies.

Bovendien merkt de spreker op dat het Arbitragehof een aantal bepalingen van de wet van 23 december 1986, die door de wet van 24 december 1996 waren opgeheven, heeft hersteld, met als gevolg dat er op dit ogenblik een juridisch vacuüm bestaat voor de dossiers waarvan de behandeling aan de gang is. De spreker is van mening dat dit knelpunt in het raam van deze hervorming zou kunnen worden opgelost.

Wat ten slotte het beperkte aantal schepenen van de Nederlandse taalrol in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, onderstreept de spreker dat een aantal Vlaamse schepenen zich op Franstalige verkiezingslijsten kandidaat stellen. Bovendien zijn de colleges van burgemeester en schepenen in elk geval verplicht tweetalig. De gemeentesecretaris, die bij de beraadslagingen van het college aanwezig is en die garant staat voor de eenheid van de rechtspraak, moet over een certificaat van grondige kennis van het Nederlands beschikken. Hij is verantwoordelijk voor de voorbereiding en de behandeling van de dossiers in het Nederlands.

Mevrouw Creyf onderstreept dat het betrokken rechtsprekend college zonder amendement n° 26 op artikel 9 van het wetsvoorstel van de heer Breyne toen al de bevoegdheden zou hebben verloren die het nu door artikel 91 van het ter bespreking voorliggen-

contentieux en matière fiscale (Doc. n° 1341/21) à l'examen.

Par ailleurs, l'intervenante rappelle que sept des dix-neuf communes bruxelloises ne compte aucun échevin néerlandophone. En outre, il n'est pas rare que les versions française et néerlandaise du règlement communal en matière fiscale diffèrent si bien qu'il devient très difficile d'assurer l'unité de jurisprudence invoquée par l'orateur précédent.

Mme Creyf insiste sur la qualité du travail accompli par le conseil juridictionnel, qui a permis de désengorger quelque peu les tribunaux à Bruxelles.

Pourquoi dès lors vouloir remplacer la procédure existante par une nouvelle organisation du contentieux dont l'efficacité reste à démontrer ? Ces nouvelles dispositions entraîneront inmanquablement une augmentation du nombre de recours. Par ailleurs, les contribuables bénéficiant de revenus modestes risquent de renoncer à leurs droits vu le coût de la procédure de recours devant les tribunaux (alors que la procédure devant le conseil juridictionnel est gratuite).

Enfin, Mme Creyf répète que les articles 91 à 94 du projet de loi n° 1341/21 ne prévoient aucune disposition transitoire si bien qu'il risque d'y avoir un vide juridique pour les procédures en cours.

*Le ministre des Finances* répond que les dossiers ouverts avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions resteront soumis à l'ancienne procédure, sauf en ce qui concerne les recours juridictionnels. Les recours qui ne sont pas pendants devant un niveau de juridiction au moment de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions seront introduits auprès du tribunal de première instance.

De manière générale, le ministre indique que les dispositions à l'examen ont pu être modifiées par le Sénat sur plusieurs points fondamentaux alors que des amendements de portée analogue avaient été dans un premier temps repoussés par le gouvernement, suite à un certain nombre d'éléments exogènes apparus entre-temps.

Lors de l'examen des deux projets de loi à la Chambre, le gouvernement a été particulièrement attentif à ne pas imposer à l'administration, alors en pleine restructuration, des procédures qui étaient, selon elle, impossibles à appliquer. Au départ, l'administration considérait en effet que les dispositions à l'examen portaient atteinte à ses prérogatives alors qu'elle exerçait, selon elle, sa mission juridictionnelle de manière correcte et dans l'intérêt tant du contribuable que de l'État. Toutefois, depuis la fin du mois d'août 1998, l'attitude de l'administration s'est profondément modifiée en la matière, et ce, pour diverses raisons.

de wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/21) worden ontnomen.

De spreekster brengt ook in herinnering dat zeven van de negentien Brusselse gemeenten geen enkele Nederlandstalige schepenen hebben. Bovendien zijn de Nederlandse en de Franse versie van het gemeentereglement inzake fiscaliteit meer dan eens verschillend, zodat het uiterst moeilijk wordt de door de vorige spreker opgeworpen eenheid van rechtspraak te handhaven.

Mevrouw Creyf benadrukt de kwaliteit van het door de rechtsprekende raad geleverde werk, waardoor de werkdruk van de Brusselse rechtbanken enigszins kon worden verlicht.

Waarom zou bijgevolg de bestaande procedure moeten worden vervangen door een nieuwe regeling inzake geschillenbehandeling, waarvan de doeltreffendheid allesbehalve vaststaat ? Die nieuwe bepalingen zullen onvermijdelijk een stijging van het aantal beroepen meebrengen. Bovendien bestaat het gevaar dat de belastingplichtigen met een bescheiden inkomen afzien van hun rechten, gelet op de kosten die een beroepsprocedure bij de rechtbanken meebrengt (terwijl de procedure bij de rechtsprekende raad gratis is).

Tot slot herhaalt mevrouw Creyf dat de artikelen 91 tot 94 van het wetsontwerp n° 1341/21 in geen enkele overgangsbepaling voorzien, met als gevolg dat er gevaar bestaat voor een juridisch vacuüm met betrekking tot de dossiers waarvan de behandeling aan de gang is.

*De minister van Financiën* antwoordt dat de dossiers waarvan de behandeling werd aangevat vóór de inwerkingtreding van deze bepalingen onder de oude procedure blijven vallen, behalve wat de beroepen bij een rechtcollege betreft. De beroepen die bij de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen niet bij een bepaalde rechtbank hangende zijn, zullen bij de rechtbank van eerste aanleg aanhangig worden gemaakt.

In het algemeen geeft de minister aan dat de ter bespreking voorliggende bepalingen door de Senaat op verscheidene fundamentele punten gewijzigd konden worden, terwijl amendementen met soortgelijke strekking in eerste instantie door de regering waren verworpen, als gevolg van een aantal externe elementen die intussen waren opgedoken.

Bij de bespreking van beide wetsontwerpen in de Kamer keek de regering er in het bijzonder voor uit om aan de administratie, die op dat ogenblik in volle herstructurering was, geen procedures op te dringen die volgens haar onmogelijk konden worden toegepast. Aanvankelijk was de administratie immers van mening dat de ter bespreking voorliggende bepalingen haar prerogatieven aantastten, ofschoon ze van mening was dat ze haar rechtsprekende taak correct uitoefende, zowel in het belang van de belastingplichtige als in dat van de Staat. Terzake is de houding van de administratie sinds eind augustus 1998 evenwel grondig gewijzigd en wel om verschillende redenen.

Ainsi, l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 10 juin 1998 (l'arrêt « R. Walgraffe »), qui stipule qu'une décision prise par l'administration dans le cadre d'un recours est une décision de contentieux administratif et non pas une décision à caractère juridictionnel, a provoqué un véritable choc au sein de l'administration, qui avait jusqu'alors défendu avec conviction la thèse selon laquelle la décision du directeur régional des contributions avait incontestablement un caractère juridictionnel.

Par ailleurs, la restructuration des administrations fiscales a conduit à davantage de responsabilisation des fonctionnaires des services extérieurs. Le ministre cite l'exemple des fonctionnaires de l'Inspection spéciale des impôts qui émettent depuis longtemps le souhait d'être impliqués dans la procédure de contentieux afin de pouvoir suivre les dossiers traités par leur administration. Ces fonctionnaires avaient jusqu'à présent l'impression que leur démarche de taxateur était souvent remise en cause dans le cadre du contentieux tant sur le plan administratif que juridictionnel.

L'intégration des services de taxation et de contentieux au sein d'une seule administration (l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus (AFER)) implique une démarche totalement renouvelée sur le plan de l'organisation et de la gestion, dans la mesure où l'ensemble des fonctionnaires de cette administration doivent disposer de la même formation, appliquent une même démarche et ont accès à l'ensemble de l'information. Ils peuvent également assurer le suivi de leurs dossiers au niveau judiciaire.

Dans ce contexte, il est apparu très rapidement qu'en matière de contentieux, l'AFER devait être parfaitement en mesure de relever de nouveaux défis et donc de notifier sa décision au contribuable dans un délai raisonnable.

Tant sur le plan de la gestion des ressources humaines que sur celui de la gestion des dossiers, l'organisation de l'administration reposait jusqu'ici sur un système de type « militaire » dans lequel le supérieur hiérarchique impose toujours ses propres décisions, privant ainsi ses subordonnés de toute forme de responsabilité (« politique du parapluie »). Dans un tel système, tout manquement est forcément considéré comme un manquement disciplinaire.

Le ministre estime qu'il est nettement plus productif d'organiser ses services en centralisant un certain nombre de fonctions tout en déconcentrant simultanément les responsabilités. Ainsi, l'administration centrale doit jouer son rôle d'« audit » au plein sens du terme, à savoir : porter assistance aux services extérieurs, tout en effectuant les contrôles nécessaires.

Sur la base de ces principes, le ministre considère que l'indemnité pour frais de séjour et de tournée octroyée aux agents mis à la disposition des centres de contrôle polyvalents de l'AFER (arrêté royal du 22 octobre 1998) doit profiter à l'ensemble des servi-

Vo heeft het arrest van het Arbitragehof van 10 juni 1998 (het arrest « R. Walgraffe »), dat bepaalt dat een beslissing die door de administratie in het raam van een beroep wordt genomen een beslissing inzake een administratief geschil is en geen beslissing van rechtsprekende aard, een regelrechte schok veroorzaakt in de administratie, die tot dan met overtuiging de stelling had verdedigd dat de beslissing van de gewestelijke directeur van de belastingen ontegensprekelijk rechtsprekend van aard was.

Bovendien heeft de herstructurering van de belastingdiensten geleid tot een grotere responsabilisering voor de ambtenaren van de buitendiensten. De minister haalt het voorbeeld aan van de ambtenaren van de Bijzondere Belastinginspectie, die sinds lang de wens koesteren bij de geschillenprocedure te worden betrokken, teneinde de dossiers die door hun diensten worden behandeld te kunnen volgen. Die ambtenaren hadden tot dusver de indruk dat hun optreden als taxateur van de belasting in het raam van de geschillenbehandeling, zowel op administratief als op rechtsprekend vlak, vaak op de helling werd gezet.

De samenvoeging van de taxatie- en geschillen-diensten in één enkele dienst (Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit — AOIF) houdt in dat op het vlak van organisatie en beheer een volledig vernieuwde werkwijze wordt gevolgd, in de zin dat alle ambtenaren van die dienst dezelfde opleiding moeten hebben genoten, een zelfde werkwijze volgen en toegang hebben tot alle informatie. Ze kunnen tevens zorgen voor de voortgang van hun dossiers op gerechtelijk vlak.

In die context is zeer snel gebleken dat de AOIF inzake geschillen perfect in staat moest zijn nieuwe uitdagingen aan te nemen en bijgevolg binnen een redelijke termijn kennis te geven van zijn beslissing aan de belastingplichtige.

Zowel op het vlak van personeelsbeheer als op dat van het beheer van de dossiers was de dienst tot nu toe « militair » georganiseerd, waarbij de hiërarchische chef altijd zijn eigen beslissingen oplegt en op die manier zijn ondergeschikten elke verantwoordelijkheid ontnemt (« paraplu-systeem »). In een dergelijke organisatie wordt elke tekortkoming noodzakelijkerwijze beschouwd als een tekortkoming op het vlak van tucht.

De minister is van mening dat het veel productiever is zijn diensten te organiseren op basis van de centralisatie van een aantal functies en tegelijkertijd de verantwoordelijkheden te deconcentreren. Zo moet de centrale administratie haar « audit »-rol (in de juiste zin van het woord) spelen, dat wil zeggen : ze moet bijstand verlenen aan de buitendiensten en tegelijk toch de nodige controle uitoefenen.

Op basis van die principes is de minister van mening dat de vergoeding voor verblijfs- en omreis-kosten die wordt toegekend aan de ambtenaren die ter beschikking zijn gesteld van de polyvalente controlecentra van de AOIF (ministerieel besluit van

ces déconcentrés à condition qu'ils atteignent un certain niveau de rendement, ce qui permet de solidariser les fonctionnaires.

Par ailleurs, la suspension du paiement des intérêts de retard par le contribuable si la décision du directeur n'est pas notifiée dans les six mois de la réception de la réclamation (article 414, CIR 1992, tel que modifié par l'article 42 du projet de loi n° 1341/21), devrait permettre de comparer les résultats des divers services extérieurs de manière à en analyser le fonctionnement et à déterminer les causes d'une bonne ou moins bonne performance.

C'est dans ce contexte et suite à ces diverses évolutions que le gouvernement a décidé de déposer un certain nombre d'amendements lors de l'examen des deux projets de loi au Sénat.

Concernant le principe d'égalité reconnu à tous les citoyens belges par l'article 10 de la Constitution, le ministre fait observer qu'en matière fiscale, deux intérêts s'opposent : l'État défend l'intérêt général face aux intérêts particuliers de chacun des contribuables. Autant il est impératif que chaque contribuable, aussi démuné soit-il, puisse trouver le moyen de se défendre et de ne pas être discriminé par rapport à d'autres contribuables, autant la primauté de l'intérêt général défendu par l'État doit être assurée.

En réponse à la question de savoir si le caractère obligatoire du recours administratif ne porte pas atteinte aux droits des citoyens, le ministre insiste sur l'utilité du filtre administratif et fait remarquer qu'une procédure analogue existe dans tous nos pays voisins.

Sur l'important volume de réclamations que l'administration est amenée à traiter chaque année, seuls quelque 2 000 dossiers donnent lieu à un recours devant les tribunaux. Un certain nombre de dossiers font par contre l'objet d'un dégrèvement d'office en cas de simples erreurs matérielles ou de doubles emplois. Le ministre cite aussi l'exemple de contribuables qui oublient d'indiquer, dans leur déclaration fiscale, le nombre d'enfants à leur charge ou encore le montant déductible des primes de leur assurance vie.

Un tel préalable administratif permet de désengorger les tribunaux et présente l'avantage d'être gratuit pour le contribuable.

Le ministre estime par ailleurs que la pratique actuelle de « précontentieux » est une bonne formule dont l'efficacité peut simplement encore être quelque peu améliorée. Ce système devrait être étendu à l'ensemble des administrations.

Pour ce qui est du délai dans lequel l'administration est censée se prononcer et l'absence de sanction

(22 oktober 1998) ten goede moet komen aan alle gedeconcentreerde diensten, op voorwaarde dat ze een bepaald rendement halen, hetgeen het mogelijk maakt de solidariteit onder de ambtenaren te bevorderen.

Bovendien zou de opschorting van de betaling van de nalatigheidsinteressen door de belastingplichtige, zo de kennisgeving van de beslissing van de directeur niet geschiedt binnen zes maanden na de ontvangst van het bezwaarschrift (artikel 414 van het WIB 1992, zoals gewijzigd bij artikel 42 van wetsontwerp n° 1341/21) het mogelijk moeten maken de resultaten van de verschillende buitendiensten met elkaar te vergelijken, zodat de werking van die diensten kan worden geanalyseerd en de oorzaken van goede of minder goede prestaties kunnen worden blootgelegd.

In die context en als gevolg van die verschillende ontwikkelingen heeft de regering beslist een aantal amendementen in te dienen bij de bespreking van beide wetsontwerpen in de Senaat.

Inzake het beginsel van de door artikel 10 van de Grondwet aan alle burgers erkende gelijkheid, merkt de minister op dat in fiscale aangelegenheden twee tegengestelde belangen bestaan : de Staat verdedigt het algemeen belang tegenover de privé-belangen van elke belastingplichtige. Net zoals het een dwingende regel is dat elke belastingplichtige, al heeft hij nog zo weinig middelen, de mogelijkheid moet krijgen zich te verdedigen en niet gediscrimineerd mag worden tegenover andere belastingplichtigen, evenzo moet erover worden gewaakt dat het door de Staat verdedigde algemeen belang voorrang krijgt.

In antwoord op de vraag of het verplichte administratief beroep de rechten van de burgers niet aantast, benadrukt de minister het nut van de administratieve filter; hij merkt ook op dat een analoge procedure in al onze buurlanden bestaat.

Van het groot aantal bezwaarschriften die de administratie jaarlijks te behandelen krijgt, geven niet meer dan zo'n 2 000 dossiers aanleiding tot een beroep bij de rechtbanken. In een aantal dossiers echter wordt ontheffing van ambtswege verleend als gevolg van louter materiële vergissingen of dubbele belasting. De minister haalt ook het voorbeeld aan van belastingplichtigen die in hun belastingaangifte het aantal kinderen te hunnen laste, of nog het aftrekbare bedrag van de premies voor hun levensverzekering vergeten aan te geven.

Een dergelijke voorafgaande administratieve behandeling biedt de mogelijkheid de rechtbanken te ontlasten en heeft het voordeel dat ze kosteloos is voor de belastingplichtige.

De minister is voorts van mening dat de huidige regeling van de behandeling voorafgaand aan de geschillen een goede oplossing is waarvan de doeltreffendheid nog enigszins kan worden verbeterd. Die werkwijze zou moeten worden uitgebreid tot alle administraties.

Op het stuk van de termijn waarbinnen de administratie geacht wordt een beslissing te nemen, alsme-

en cas de non-décision, il est vrai que la procédure administrative aurait pu présenter de graves inconvénients tant pour la sécurité juridique du contribuable que pour le développement économique de nos entreprises si la loi ne prévoyait aucun mécanisme de protection du contribuable. C'est pourquoi il a été décidé que le délai de six mois prévu à l'article 1385*undecies*, alinéa 2, tel qu'inséré dans le Code judiciaire par l'article 9 du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en matière fiscale (Doc. n° 1342/21), doit être considéré comme le délai raisonnable dans lequel l'administration doit être à même de trancher.

Si la décision de l'administration n'est cependant pas notifiée dans ce délai, le contribuable est en droit de porter le litige devant le tribunal de première instance (permis de citer). En outre, les intérêts de retard ne sont pas dus par le contribuable pendant la période commençant au premier mois qui suit l'expiration dudit délai et allant jusqu'à la fin du mois de l'introduction de l'action devant le tribunal de première instance ou, en l'absence d'action, jusqu'à la fin du mois au cours duquel la décision a été notifiée (article 414, CIR 1992, en projet (Doc. n° 1341/21)). Le ministre souligne la réaction positive du monde des entreprises à cette disposition.

Fallait-il aller plus loin et considérer que le recours est accueilli lorsque l'administration n'a pas tranché dans le délai de six mois ? Le ministre estime que non. La complexité de certains dossiers suppose un délai d'examen plus long si l'on veut éviter la prise d'une décision purement formelle. Dans ce cas, il est laissé au contribuable la possibilité d'octroyer un délai supplémentaire à l'administration.

Par ailleurs, le ministre confirme que les restrictions imposées (dans les textes adoptés par la Chambre) quant à la possibilité de soulever des griefs nouveaux, tant lors de la procédure administrative (article 372, CIR 1992) qu'en cas de recours devant le tribunal de première instance (article 1385*undecies* (*nouveau*) du Code judiciaire) ont été supprimées. Il rappelle les remarques formulées par le Conseil d'État sur les droits fondamentaux du citoyen en la matière (Doc. n° 1341/1-1342/1, pp. 64 et suivantes).

Le projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale, tel qu'adopté par le Sénat, prévoit qu'aussi longtemps qu'une décision n'est pas intervenue, le redevable ou son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, peut compléter sa réclamation initiale par des griefs nouveaux, libellés par écrit, même présentés hors du délai de réclamation (article 29 du projet n° 1341/21). En outre, l'arti-

de het feit dat er geen sanctie komt ingeval ze geen beslissing neemt, klopt het dat de administratieve procedure ernstige nadelen zou kunnen hebben gehad voor zowel de rechtszekerheid van de belastingplichtige als de economische ontwikkeling van onze ondernemingen zo de wet niet zou hebben voorzien in een mechanisme ter bescherming van de belasting-schuldige. Daarom werd beslist dat de termijn van zes maanden die is bepaald in artikel 1385*undecies*, tweede lid, zoals het in het Gerechtelijk Wetboek wordt ingevoegd bij artikel 9 van het wetsontwerp betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken (Stuk n° 1342/21), moet worden beschouwd als de redelijke termijn waarbinnen de administratie een beslissing moet kunnen nemen.

Indien de beslissing van de administratie echter niet binnen die termijn ter kennis wordt gebracht, mag de belastingplichtige het geschil aanhangig maken bij de rechtbank van eerste aanleg (recht om te dagvaarden). Bovendien hoeft de belastingplichtige geen nalatigheidsinteressen te betalen tijdens de periode die ingaat de eerste van de maand die volgt op die waarin die voormelde termijn verstrijkt en afloopt op het einde van de maand waarin een vordering wordt ingesteld bij de rechtbank van eerste aanleg of, indien geen vordering werd ingesteld, op het einde van de maand waarin de voormelde beslissing ter kennis is gebracht (ontworpen artikel 414, WIB 1992 (Stuk n° 1341/21)). De minister wijst erop dat de bedrijfswereld gunstig heeft gereageerd op die bepaling.

Moest men verder gaan en ervan uitgaan dat het beroep ontvankelijk is indien de administratie binnen de termijn van zes maanden geen beslissing heeft genomen ? De minister is van oordeel dat een dergelijke aanpak niet goed zou zijn geweest. De ingewikkeldheid van sommige dossiers vereist een langere onderzoekstermijn als men wil voorkomen dat een louter formele beslissing wordt genomen. In dat geval heeft de belastingplichtige de mogelijkheid om aan de administratie een bijkomende termijn toe te kennen.

Voorts bevestigt de minister de afschaffing van de (in de door de Kamer aangenomen teksten) opgelegde beperkingen in verband met de mogelijkheid om nieuwe bezwaarschriften in te dienen, zowel bij de administratieve procedure (artikel 372, WIB 1992) als bij het instellen van een rechtsvordering bij de rechtbank van eerste aanleg (artikel 1385*undecies* (*nieuw*), van het Gerechtelijk Wetboek). Hij herinnert aan de opmerkingen van de Raad van State over de fundamentele rechten van de burger terzake (Stuk n° 1341/1-1342/1, blz. 64 en volgende).

Het door de Senaat aangenomen wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen bepaalt dat « Zolang geen beslissing is gevallen, (...) de belastingschuldige of zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, zijn oorspronkelijk bezwaarschrift [mag] aanvullen met nieuwe, schriftelijk geformuleerde bezwaren, zelfs als deze buiten de (...) [bezwaartermijn] worden ingediend »



cle 9 du projet relatif à l'organisation judiciaire en matière fiscale (Doc. n° 1342/21) ne prévoit plus aucune limitation devant le tribunal de première instance. C'est le droit commun qui est applicable, et notamment l'article 807 du Code judiciaire qui dispose que « la demande dont le juge est saisi peut être étendue ou modifiée, si les conclusions nouvelles, contradictoirement prises, sont fondées sur un fait ou un acte invoqué dans la citation, même si leur qualification est différente ».

L'ancienne limitation prévue par l'article 377 du CIR 92, n'est donc maintenue que pour les dossiers pendants devant une cour d'appel, et ce afin de ne pas contrecarrer les efforts visant à résorber l'arriéré judiciaire.

À la question de savoir si l'administration doit être autorisée à imposer une cotisation subsidiaire à charge d'un redevable lorsque la juridiction saisie prononce la nullité totale ou partielle de l'imposition pour une cause autre que la prescription (par exemple, pour violation de procédure ou violation du respect des droits du redevable) (article 356, CIR 1992, en projet) (Doc. n° 1341/21), le ministre répond par l'affirmative. En effet, conformément au principe constitutionnel d'égalité des citoyens devant les charges publiques, il n'est pas souhaitable qu'un contribuable puisse échapper à tout impôt au seul motif qu'une erreur de procédure aurait été commise.

Dans le but d'accélérer les règles de procédure, le délai d'introduction de la réclamation par le redevable a été réduit à trois mois. L'article 371, CIR 1992, en projet (Doc. n° 1341/21), dispose en effet que « les réclamations doivent être motivées et introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle (...) ». Ce délai ne devrait pas poser de réel problème pour le contribuable, qui a tout intérêt à réagir le plus rapidement possible en cas de contestation. Le ministre rappelle que le délai de recours devant les tribunaux du travail en ce qui concerne la décision d'un organisme social est d'un mois. Le délai de recours devant le Conseil d'État est de deux mois.

Une situation particulière peut toutefois se présenter en matière de précompte immobilier lorsque le délai de réclamation expire avant que ne survienne une improductivité permettant d'obtenir (à des conditions d'ailleurs variables selon la région compétente en la matière) une réduction de ce précompte.

Pour ce type d'impôt, la période imposable correspond à l'exercice d'imposition. On procédera donc, en principe, à l'enrôlement du précompte immobilier dû pour l'exercice d'imposition 1999 dans le courant de

(artikel 29 van het ontwerp n° 1341/21). Bovendien voorziet artikel 9 van het ontwerp betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken (Stuk n° 1342/21) niet langer in beperkingen wat de rechtbank van eerste aanleg betreft. Het gemeen recht is van toepassing en meer bepaald artikel 807 van het Gerechtelijk Wetboek, dat luidt als volgt : « Een vordering die voor de rechter aanhangig is, kan uitgebreid of gewijzigd worden, indien de nieuwe, op tegenspraak genomen conclusies, berusten op een feit of akte in de dagvaarding aangevoerd, zelfs indien hun juridische omschrijving verschillend is. ».

Teneinde de inspanningen om de gerechtelijke achterstand weg te werken niet teniet te doen, wordt de vroegere beperking die was vastgesteld door artikel 377 van het WIB 92 dus alleen gehandhaafd voor de dossiers die bij een hof van beroep hangende zijn.

De minister antwoordt bevestigend op de vraag of aan de administratie toestemming moet worden verleend om een subsidiaire aanslag vast te stellen op naam van de belastingschuldige wanneer de rechtbank die met de zaak werd belast, de aanslag geheel of ten dele nietig verklaart om een andere reden dan de verjaring (bijvoorbeeld wegens schending van de procedure of van de rechten van de belastingschuldige) (ontworpen artikel 356, WIB 1992) (Stuk n° 1341/21). Overeenkomstig het grondwettelijk beginsel dat alle burgers gelijk zijn inzake belastingen, is het inderdaad niet wenselijk dat een belastingplichtige aan elke belasting zou kunnen ontkomen alleen maar omdat een procedurefout zou zijn gemaakt.

Teneinde de procedureregels te versnellen, werd de termijn voor de indiening van het bezwaarschrift door de belastingschuldige beperkt tot drie maanden. Het ontworpen artikel 371, WIB 1992 (Stuk n° 1341/21) bepaalt immers : « De bezwaarschriften moeten worden gemotiveerd en op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum van verzending van het aanslagbiljet (...) ». Die termijn zou geen echt probleem mogen opleveren voor de belastingplichtige, die er alle belang bij heeft om in geval van betwisting zo spoedig mogelijk te reageren. De minister herinnert eraan dat de termijn om bij de arbeidsrechtbank op te treden tegen een beslissing van een sociale instelling één maand bedraagt. Om bij de Raad van State beroep in te stellen geldt een termijn van twee maanden.

Er kan zich echter een bijzondere situatie voordoen inzake onroerende voorheffing wanneer de bezwaartermijn verstrijkt vóór een onroerend goed ophoudt inkomsten te genereren; die improductiviteit maakt het immers mogelijk een vermindering van die voorheffing te verkrijgen (tegen voorwaarden die trouwens verschillend zijn naar gelang van het terzake bevoegde gewest).

Voor dergelijke belastingen stemt de aanslagperiode overeen met het aanslagjaar, wat dus betekent dat er tijdens het kalenderjaar 1999 inkohiering komt van de voor het aanslagjaar 1999 verschuldigde

l'année civile 1999. Il se peut dès lors que cet enrôlement survienne à un moment de l'année où ne s'est pas encore produite l'improductivité de l'immeuble qui pourrait donner droit à une réduction si bien que le délai de réclamation pourrait déjà être expiré avant que ne se produise cette improductivité. Cette situation ne devrait toutefois pas poser problème dans la mesure où subsiste la faculté pour le contribuable de recourir à la procédure de dégrèvement d'office lui permettant de demander une réduction de son impôt lorsque survient un fait nouveau.

Concernant les dispositions relatives à la compétence des fonctionnaires et agents de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus visées à l'article 95 du projet de loi n° 1341/21, qui produit ses effets le 2 juillet 1997, le ministre indique que le gouvernement a voulu assurer la sécurité juridique des actes posés par les fonctionnaires dans le cadre de l'AFER. La présente mesure vise en effet à éviter que la compétence et les pouvoirs des fonctionnaires de l'AFER ne puissent être contestés lorsque, par exemple, un de ces fonctionnaires, originaire de l'Administration des contributions directes, pose un acte en rapport avec un élément relevant de la TVA. Le but de l'AFER est de regrouper les deux grandes administrations (contributions directes et TVA) et d'assurer un traitement polyvalent des dossiers en disposant de l'ensemble des informations en matière de contributions directes et de TVA.

En ce qui concerne le droit du ministre des Finances de statuer sur les demandes de remise ou de modération d'amendes et d'accroissements d'impôts, le ministre indique que contrairement à ce qui avait été envisagé dans un premier temps (Doc. n° 1341/1, p. 10), il n'entre plus dans les intentions du gouvernement d'abroger partiellement le texte de l'article 9 de l'arrêté du régent du 18 mars 1831 et de confier les compétences susvisées aux juridictions compétentes en matière fiscale (Doc. Sénat n° 1-966/11, p. 174). L'intervention du pouvoir judiciaire sur ce plan a été jugée trop lourde. En outre, le ministre fait remarquer qu'il n'appartient pas au pouvoir judiciaire de déroger à la loi de quelque manière que ce soit. Seul le pouvoir exécutif est, selon lui, en droit d'assumer la responsabilité politique en ces matières.

Le ministre indique, par ailleurs, qu'un rapprochement plus prononcé des procédures appliquées en matière d'impôts directs et indirects (mode et délais de perception, contentieux, etc.) ne peut s'envisager qu'à moyen terme. Une véritable harmonisation restera cependant toujours exclue en la matière vu la nature très différente de ces deux types d'impôt.

Pour ce qui est du nombre de réclamations encore en suspens à l'administration, le ministre fournit les chiffres suivants :

onroerende voorheffing. Het is dus mogelijk dat die inkohiering plaatsvindt op een ogenblik van het jaar waarop de improductiviteit die recht zou kunnen geven op een vermindering nog niet is opgetreden, zodat de termijn om bezwaar in te dienen zou kunnen verstreken zijn vóór die improductiviteit optreedt. Die situatie zou echter geen probleem mogen doen rijzen omdat de belastingplichtige nog de mogelijkheid heeft gebruik te maken van de procedure van ontheffing van ambtswege, waardoor hij om een vermindering van zijn belasting kan verzoeken wanneer zich een nieuw feit voordoet.

In verband met de bepalingen die bedoeld zijn in artikel 95 van het wetsontwerp n° 1341/21, dat uitwerking heeft met ingang van 2 juli 1997, en die betrekking hebben op de bevoegdheid van de ambtenaren en de personeelsleden van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit, stipt de minister aan dat de regering de rechtszekerheid heeft willen waarborgen van de handelingen die door de ambtenaren worden gesteld in het kader van de AOIF. Die maatregel strekt er immers toe te voorkomen dat de bevoegdheid en de macht van de ambtenaren van de AOIF zouden kunnen worden betwist wanneer bijvoorbeeld een van die ambtenaren die afkomstig is van de Administratie der directe belastingen een handeling stelt die verband houdt met een gegeven dat tot de BTW behoort. Het doel van de AOIF is de twee grote administraties (directe belastingen en BTW) samen te brengen en te zorgen voor een veelzijdige behandeling van de dossiers door te beschikken over alle inlichtingen inzake directe belastingen en BTW.

Inzake het recht van de minister van Financiën om een beslissing te nemen inzake de verzoeken om kwijtschelding of vermindering van de boeten en de belastingverhogingen, geeft de minister aan dat, in tegenstelling met wat in een eerste fase werd overwogen (zie Stuk n° 1341/1, blz. 10) het niet meer in de bedoeling van de regering ligt om de tekst van artikel 9 van het besluit van de regent van 18 maart 1831 gedeeltelijk op te heffen en de voormelde bevoegdheden op te dragen aan de inzake fiscaliteit bevoegde rechtsmachten (Stuk Senaat n° 1-966/11, blz. 174). Er is geoordeeld dat het optreden van de rechterlijke macht op dat vlak te log is. De minister wijst er bovendien op dat de rechterlijke macht niet mag afwijken van de wet, ongeacht op welke wijze. Volgens hem mag alleen de uitvoerende macht terzake de politieke verantwoordelijkheid nemen.

De minister wijst er voorts op dat een meer doorgedreven onderlinge aanpassing van de procedures inzake directe en indirecte belastingen (wijze en termijnen van inning, geschillen enz.) slechts op middellange termijn kan worden overwogen. Een echte overeenstemming zal echter altijd uitgesloten blijven; die twee soorten van belastingen zijn immers heel verschillend.

De minister deelt de volgende cijfers mede in verband met het aantal bezwaarschriften die nog bij de administratie hangende zijn :

Année	Précompte immobilier	Impôt des sociétés	Impôt des personnes physiques
1995 ....	40 625	16 703	85 802
1996 ....	41 096	17 829	87 413
1997 ....	43 620	17 585	91 807

Au total, il y avait 178 195 réclamations en cours en 1997 (par rapport à 168 770 en 1995).

Pour permettre la prise en charge du contentieux fiscal par les chambres fiscales des tribunaux de première instance ayant leur siège à la cour d'appel d'Anvers, de Bruxelles, de Mons, de Gand et de Liège, il est prévu d'étendre l'effectif de ces tribunaux en engageant pour ce faire 28 magistrats et 14 greffiers. Ce nombre a été établi sur la base de la prévision d'un doublement du nombre de recours actuellement formés auprès des cours d'appel respectives, soit une moyenne de 180 jugements par an, par magistrat.

Le ministre est favorable à la suggestion de M. Leterme (cf. l'amendement n° 47, Doc. n° 1342/22, de M. Leterme et consorts à l'article 7 du projet n° 1342/21) de faciliter l'accessibilité des nouvelles chambres fiscales instituées par le projet de loi en habilitant le Roi à organiser la décentralisation de ces juridictions.

Par ailleurs, le ministre rappelle que jusqu'à présent, l'administration se privait d'un degré de juridiction dans la mesure où elle ne pouvait aller en appel contre la décision du directeur régional des contributions, décision qui présentait un caractère juridictionnel.

Par contre, dans le cadre de la nouvelle procédure, l'administration pourra suivre le dossier en litige devant le tribunal de première instance et aller en appel une fois que la décision du tribunal est intervenue. L'administration conserve en outre le droit de porter le litige devant la Cour de cassation.

Le ministre confirme en outre que la disposition visée à l'article 7 du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en matière fiscale, tel qu'adopté par la Chambre (Doc. n°s 1342/17 et 20), selon laquelle « le ministre des Finances peut se faire représenter par un fonctionnaire qu'il désigne » devant le tribunal de première instance, a été supprimée. Il explique que cette disposition est en fait sans objet car, conformément aux règles de droit, confirmées par la doctrine et la Cour de cassation, tout fonctionnaire dûment habilité par l'autorité compétente à représenter l'État est en réalité organe de l'État. C'est l'État qui s'exprime par son intermédiaire.

Enfin, le ministre confirme que la procédure de pourvoi en cassation pourra dorénavant être initiée

Jaar	Onroerende voorheffing	Vennootschapsbelasting	Personenbelasting
1995 ....	40 625	16 703	85 802
1996 ....	41 096	17 829	87 413
1997 ....	43 620	17 585	91 807

Samen zijn er 178 195 hangende bezwaarschriften in 1997 (tegenover 168 770 in 1995).

Om de behandeling mogelijk te maken van de fiscale geschillen door de kamers in fiscale zaken van de rechtbanken van eerste aanleg die hun zetel hebben bij het hof van beroep van Antwerpen, Brussel, Bergen, Gent en Luik, is een uitbreiding van de personeelsformaties van die rechtbanken gepland en zullen daartoe 28 magistraten en 14 griffiers in dienst worden genomen. Dat aantal is vastgesteld op grond van de vooropstelling dat het aantal beroepen die thans bij de respectievelijke hoven van beroep worden ingesteld (dat wil zeggen een gemiddelde van 180 vonnissen per jaar en per magistraat) zal verdubbelen.

De minister is het eens met het voorstel van de heer Leterme om « de bereikbaarheid en toegang tot de door dit wetsontwerp in te stellen nieuwe fiscale kamers te optimaliseren » door de Koning ertoe te machtigen de decentralisatie van die jurisdicties te organiseren (zie amendement n° 47 (Stuk n° 1342/22) van de heer Leterme c.s. op artikel 7 van wetsontwerp n° 1342/21).

De minister wijst er ook op dat de administratie zich tot dusver een graad van aanleg heeft onzegd omdat ze niet in beroep kon gaan tegen de beslissing van de gewestelijke directeur der belastingen, welke beslissing van rechterlijke aard was.

In het kader van de nieuwe procedure zal de administratie daarentegen het omstreden dossier bij de rechtbank van eerste aanleg kunnen opvolgen en in beroep gaan eens de rechtbank een beslissing heeft genomen. Bovendien behoudt de administratie het recht om het geschil voor het Hof van Cassatie te brengen.

Voorts bevestigt de minister de weglating van de bepaling van artikel 7 van het wetsontwerp betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, zoals het door de Kamer werd aangenomen (Stukken n°s 1342/17 en 20), naar luid waarvan « de minister van Financiën zich (...) kan laten vertegenwoordigen door een door hem aangewezen ambtenaar » voor de rechtbank van eerste aanleg. Hij verklaart dat die bepaling in feite zinloos is omdat, overeenkomstig de door de rechtspraak en het Hof van Cassatie bevestigde rechtsregels, elke ambtenaar die er door de bevoegde overheid behoorlijk toe gemachtigd is de Staat te vertegenwoordigen in werkelijkheid een orgaan van de Staat is. Die ambtenaar spreekt namens de Staat.

Ten slotte bevestigt de minister dat voortaan voorziening in Cassatie kan worden ingesteld zonder dat

sans l'intervention d'un avocat à la Cour de cassation (cf. l'amendement n° 78 déposé au Sénat par le gouvernement — Doc. n° 1-966/7 et 11, p. 170). Il s'agit de faciliter l'accès des contribuables à tous les niveaux de juridiction. Le projet étend par ailleurs aux différents types d'impôt la possibilité qu'a aujourd'hui l'Administration des Contributions directes de se pourvoir en cassation sans faire appel à un avocat.

Pour ce qui est des autres questions, le ministre renvoie à la discussion des articles.

*M. Leterme* constate que le contribuable est autorisé à porter le litige devant le tribunal de première instance lorsque l'administration ne lui a pas notifié sa décision dans un délai de six mois. Le contribuable pourra-t-il introduire un second recours au niveau juridictionnel dans l'hypothèse où l'administration se prononce sur le dossier alors que le premier recours est toujours pendant devant la juridiction compétente ? Si oui, quel sera l'impact de ce second recours sur la procédure en cours ?

*Le ministre* fait observer que dès que le contribuable choisit d'introduire un recours devant le tribunal de première instance, il dessaisit automatiquement l'administration de son dossier. Il ne peut donc jamais y avoir de coïncidence des deux procédures (administrative et juridictionnelle).

*M. Olaerts* demande s'il ne serait pas préférable que le contribuable soit autorisé à retirer son recours (pendant devant le tribunal de première instance) lorsque la décision prise par l'administration (après l'introduction du recours devant le tribunal) rencontre son approbation.

*Le ministre* fait remarquer qu'une procédure similaire à celle proposée par le projet de loi n° 1342/21 est prévue, en matière de demande de permis de bâtir, par les articles 53 et suivants de la loi organique du 29 mars 1962 de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

En matière fiscale, deux situations pourraient éventuellement poser problème :

— si le recours est introduit au moment où la décision est déjà prise par l'administration mais n'a pas encore été notifiée au réclamant, la motivation du recours (à savoir l'absence de décision de la part de l'administration) devient sans objet et le contribuable dispose d'un nouveau délai de trois mois pour soumettre le litige au tribunal;

— si la date de la notification de la décision de l'administration est postérieure à la date de recours, la décision de l'administration n'aura aucune valeur juridique étant donné que celle-ci n'est plus compétente puisqu'elle a été dessaisie du dossier au moment de l'introduction du recours.

daarvoor een advocaat bij het Hof van Cassatie hoeft te worden ingeschakeld (zie het door de regering bij de Senaat ingediende amendement n° 78 — Stukken n° 1-966/7 en 11, blz. 170). Daarbij is het zaak de toegang van de belastingplichtigen tot alle niveaus van gerechtelijke aanleg te vergemakkelijken. Bovendien wordt de mogelijkheid voor de Administratie der directe belastingen om zonder een beroep te doen op een advocaat voorziening in Cassatie in te stellen door het ontwerp uitgebreid tot de verschillende soorten van belastingen.

Voor de andere aangelegenheden verwijst de minister naar de artikelsgewijze bespreking.

*De heer Leterme* constateert dat de belastingplichtige het geschil bij de rechtbank van eerste aanleg aanhangig mag maken wanneer de administratie hem haar beslissing niet binnen een termijn van zes maanden ter kennis heeft gebracht. Mag de belastingplichtige bij het bevoegde rechtscollege een tweede beroepsprocedure inleiden, gesteld dat de administratie uitspraak doet over het dossier terwijl het eerste bij de bevoegde rechtbank ingestelde beroep nog loopt ? Zo ja, welk effect zal dat tweede beroep dan op de lopende procedure hebben ?

*De minister* merkt op dat zodra de belastingplichtige de keuze maakt een beroepsprocedure bij de rechtbank van eerste aanleg in te leiden, hij het dossier automatisch aan de administratie onttrekt. Er kunnen dus nooit twee procedures tegelijkertijd lopen (een administratieve en een gerechtelijke).

*De heer Olaerts* vraagt of het niet de voorkeur zou verdienen de belastingplichtige toe te staan zijn (nog steeds bij de rechtbank van eerste aanleg hangende) beroep in te trekken als de beslissing die de administratie neemt (nadat hij zijn beroep bij de rechtbank heeft ingesteld) zijn goedkeuring wegdraagt.

*De minister* merkt op dat de artikelen 53 en volgende van de organieke wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw voor aanvragen om een bouwvergunning voorzien in een soortgelijke procedure als die welke door het wetsontwerp n° 1342/21 wordt voorgesteld.

In fiscale aangelegenheden kunnen de twee volgende situaties eventueel problemen doen rijzen :

— wordt het beroep ingesteld op het tijdstip waarop de beslissing reeds door de administratie is genomen, maar nog niet aan de reclamant ter kennis werd gebracht, dan vervalt de motivering van het beroep (het ontbreken van een door de administratie genomen beslissing) en beschikt de belastingplichtige over een nieuwe termijn van drie maanden om de rechtbank over het geschil aan te zoeken;

— wordt de beslissing van de administratie aan de belastingplichtige ter kennis gebracht op een latere datum dan die van het beroep, dan is de beslissing van de administratie niet rechtsgeldig aangezien zij niet langer bevoegd is : op het ogenblik waarop beroep werd ingesteld, werd het dossier immers aan de administratie onttrokken.

*M. Olaerts* se demande dès lors pourquoi le litige ne pourrait pas être immédiatement soumis au tribunal sans attendre l'expiration du délai de six mois après la date de réception de la réclamation par l'administration.

*Le ministre* répond que, comme il l'a déjà indiqué, le caractère obligatoire du recours administratif préalable présente de nombreux avantages tant pour l'État que pour le contribuable, dans la mesure où un nombre important de dossiers peut trouver une solution rapide sans devoir passer par le tribunal. En outre, le projet de loi à l'examen fixe un délai raisonnable de six mois endéans lequel l'administration est censée se prononcer. Si l'administration ne respecte pas ce délai, le redevable peut toujours décider d'introduire une action devant le tribunal de première instance sans attendre la décision de l'administration. La sécurité juridique du contribuable s'en trouve donc considérablement renforcée.

De plus, dans le cas particulier où le contribuable aurait introduit un recours devant le tribunal alors que la décision de l'administration, intervenue entre-temps, ne lui avait pas encore été notifiée, il est évident que les frais de la procédure doivent être mis à la charge de l'État.

Si l'on avait adopté la réglementation en vigueur aux Pays-Bas selon laquelle une non-décision dans le délai imparti équivaut à un rejet de la réclamation, le redevable aurait perdu toute faculté d'encore conclure un accord à l'amiable avec l'administration. Or, pour des dossiers complexes qui peuvent avoir de lourdes conséquences sur le plan fiscal, certains contribuables ont intérêt à poursuivre le dialogue avec l'administration après l'expiration du premier délai de six mois, d'autant plus qu'en cas de non-décision dans le délai imparti, l'article 414, CIR 1992, tel que modifié par l'article 42 du projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale (Doc. n°1341/21) suspend le paiement des intérêts de retard sur la partie de la cotisation qui excède le montant déterminé conformément à l'article 410, CIR 1992 (dette liquide et certaine), pendant la période commençant au premier du mois qui suit l'expiration dudit délai de six mois et allant jusqu'à la fin du mois de l'introduction de l'action devant le tribunal de première instance ou jusqu'à la fin du mois au cours duquel la décision de l'administration a été notifiée.

Par contre, dans d'autres dossiers (le ministre cite l'exemple du contentieux actuel entre l'administration et certaines compagnies d'assurances sur l'interprétation à donner aux réserves techniques, notamment en matière de catastrophes naturelles), tant le plaignant que le Trésor public peuvent avoir intérêt

*De heer Olaerts* vraagt zich af waarom het geschil dan niet meteen voor de rechtbank kan worden gebracht, zonder dat men hoeft te wachten totdat de termijn van zes maanden, te rekenen van de datum waarop de administratie het bezwaarschrift heeft ontvangen, verstreken is.

*De minister* antwoordt, zoals hij eerder al aangaf, dat het verplicht karakter van het voorafgaand administratief beroep zowel de Staat als de belastingplichtige tal van voordelen biedt: een aanzienlijk aantal dossiers kan immers snel worden opgelost, zonder dat de belastingplichtige daarvoor eerst de rechtbank hoeft in te schakelen. Voorts stelt het ter bespreking voorliggende wetsontwerp een redelijke termijn van zes maanden in waarbinnen de administratie wordt geacht uitspraak te doen. Eerbiedigt de administratie die termijn niet, dan kan de belastingplichtige nog altijd beslissen beroep bij de rechtbank van eerste aanleg in te stellen zonder de beslissing van de administratie af te wachten. Op die manier beschikt de belastingplichtige bijgevolg over een veel grotere rechtszekerheid.

Bovendien spreekt het voor zich dat in het bijzondere geval waarbij de belastingplichtige bij de rechtbank een beroepsprocedure heeft ingeleid terwijl de ondertussen door de administratie genomen beslissing hem nog niet ter kennis is gebracht, de gerechtskosten dan voor rekening van de Staat zijn.

Had men gekozen voor de in Nederland vigerende regeling op grond waarvan de ontstentenis van een uitspraak binnen de toegemeten termijn gelijkstaat met een verwerping van het bezwaar, dan had de belastingplichtige iedere mogelijkheid verkeken om met de administratie nog een minnelijke schikking te treffen. Voor complexe dossiers echter met mogelijk zware fiscale gevolgen, hebben sommige belastingplichtigen er belang bij na het verstrijken van de eerste termijn van zes maanden, de dialoog met de administratie voort te zetten. Dat geldt des te meer daar, zo binnen de toegemeten tijd geen beslissing is gevallen, het door artikel 42 van het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/21) gewijzigde artikel 414, WIB 1992, de betaling van nalatigheidsinteresten opheft voor het gedeelte van de aanslag dat hoger is dan het overeenkomstig artikel 410, WIB 1992, vastgestelde bedrag (zekere en vaststaande schuld) gedurende de termijn die ingaat op de eerste van de maand die volgt op die waarin voormelde termijn van zes maanden verstrijkt en afloopt op het einde van de maand waarin een vordering bij de rechtbank van eerste aanleg wordt ingesteld of op het einde van de maand waarin de beslissing van de administratie ter kennis is gebracht.

In andere dossiers daarentegen kunnen zowel de Schatkist als de verzoeker er belang bij hebben zo snel mogelijk een rechterlijke uitspraak te verkrijgen (in dat verband verwijst de minister naar het thans tussen de administratie en een aantal verzekeringsmaatschappijen lopende geschil over de inter-

à obtenir le plus rapidement possible une décision sur le plan judiciaire.

La procédure proposée par les deux projets de loi veut éviter que l'administration ne puisse bloquer d'initiative un dossier déterminé pendant un certain nombre d'années.

M. Olaerts revient sur les dispositions relatives à la compétence des fonctionnaires et agents de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus visées à l'article 95 du projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale (Doc. n° 1341/21). Sans être opposé au principe de la polyvalence des fonctionnaires appelés à travailler au sein de cette nouvelle administration, le membre met le ministre en garde contre le risque de voir certains fonctionnaires remplir des tâches pour lesquelles ils sont insuffisamment formés.

Concernant la procédure de recours administratif, M. Olaerts se demande si le système retenu par le gouvernement (contrairement à la procédure en vigueur aux Pays-Bas où la non-décision de l'administration dans le délai imparti équivaut à un rejet implicite de la réclamation) présente effectivement un avantage indéniable tant pour le contribuable que pour l'administration, comme l'affirme le ministre.

Il déplore en outre que la nouvelle procédure ne fixe aucun délai dans lequel l'administration doit notifier sa décision au contribuable, et ce, alors que le contribuable ne dispose plus que d'un délai de trois mois (au lieu de six) pour introduire une réclamation.

Le projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale, tel qu'amendé par le Sénat (Doc. n° 1341/21), élargit-il les compétences de l'administration fiscale en matière d'investigation ?

La nouvelle procédure de contentieux modifie-t-elle les règles relatives à la prise en charge des frais de procédure et des honoraires d'avocat ou bien les règles en matière de procédure civile restent-elles d'application ?

M. Olaerts souhaiterait également connaître les diverses dispositions légales qui règlent la prescription en matière de dettes fiscales.

Les deux projets de loi ne prévoient aucune mesure concernant le règlement et la médiation de dettes. Le ministre a-t-il l'intention d'imposer certaines règles en la matière par la voie d'une circulaire ? Est-il normal que l'administration utilise en priorité les sommes versées par le contribuable pour le remboursement des intérêts plutôt que pour celui de la dette en principal ?

Concernant les problèmes liés à la responsabilité solidaire des conjoints séparés de fait, M. Olaerts souhaiterait savoir quelles sont les modalités pratiques prévues par l'administration pour informer le

pretatie die met name inzake natuurrampen aan vormen van technisch voorbehoud moet worden gegeven).

De door deze twee wetsontwerpen voorgestelde procedure moet voorkomen dat de administratie op eigen initiatief een bepaald dossier een aantal jaren kan blokkeren.

De heer Olaerts komt terug op de in artikel 95 van het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/21) bedoelde bepalingen omtrent de bevoegdheid van de ambtenaren en personeelsleden van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit. Het lid heeft niets tegen het principe dat de ambtenaren die in die nieuwe dienst zullen gaan werken, polyvalent moeten zijn, maar hij waarschuwt de minister voor het mogelijke risico dat sommige ambtenaren zullen worden opgezadeld met taken waarvoor zij onvoldoende opgeleid zijn.

In verband met de procedure van het administratief beroep vraagt de heer Olaerts zich af of de door de regering in aanmerking genomen regeling (in tegenstelling tot de in Nederland geldende procedure waarbij, zo de administratie binnen de toegemeten termijn geen beslissing heeft genomen, het bezwaar impliciet is verworpen) inderdaad zowel voor de belastingplichtige als voor de administratie ontegenzeggelijk — zoals de minister bevestigt — een voordeel inhoudt.

Hij betreurt het bovendien dat de nieuwe procedure geen enkele termijn vaststelt waarbinnen de administratie de belastingplichtige kennis moet geven van haar beslissing, terwijl de belastingplichtige daarentegen nog maar over een termijn van drie (in plaats van zes) maanden beschikt om een bezwaarschrift in te dienen.

Breidt het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/21) de opsporingsbevoegdheden van de belastingdiensten uit ?

Wijzigt de nieuwe procedure inzake de beslechting van geschillen de geldende regels op het vlak van de tenlasteneming van de gerechtskosten en van de advocatenhonoraria, of blijven terzake de in burgerrechtelijke procedures vigerende regels van toepassing ?

De heer Olaerts zou ook graag de diverse wetsbepalingen kennen die de verjaring inzake belasting-schulden regelen.

De twee wetsontwerpen voorzien in geen enkele maatregel op het stuk van de schuldenregeling en -bemiddeling. Is de minister voornemens terzake via circulaire een aantal regels op te leggen ? Is het normaal dat de administratie de door de belastingplichtige gestorte bedragen prioritair aanwendt voor de terugbetaling van de interesten en niet voor de terugbetaling van de schuld in hoofdsom ?

Rond de problemen inzake de solidair door uit de echt gescheidenen op te nemen verantwoordelijkheid, vernam de heer Olaerts graag hoe de administratie voornemens is — inzonderheid bij « bericht

conjoint des dettes fiscales de son ancien partenaire, notamment en cas d'« avis rectificatif », de « taxation d'office », d'enrôlement, de contrôle, etc.

L'intervenant revient également sur les dispositions visant à régler l'entrée en vigueur des projets de loi à l'examen. Les procédures pendantes devant les cours, les tribunaux et les autres instances, y compris les voies de recours qui peuvent être introduites contre leurs décisions avant le 1<sup>er</sup> mars 1999, restent soumises à l'ancienne procédure. Est-il exact que pour les recours portant sur des litiges relatifs aux exercices d'imposition 1998 et antérieurs sur lesquels il n'aura pas été statué le 31 décembre 2000, le contribuable pourra soumettre l'affaire au tribunal de première instance ?

Par ailleurs, M. Olaerts demande si de nouvelles instructions seront données à l'administration par voie de circulaire concernant le mode de traitement des réclamations introduites par un redevable. En effet, il n'était pas rare que par le passé, un directeur régional des contributions prenne délibérément une décision contraire au droit ou à la jurisprudence, de sorte que le redevable soit obligé d'introduire un recours auprès de la cour d'appel pour obtenir raison.

Le « précontentieux » administratif se limiterait-il, comme aujourd'hui, à la seule correction d'erreurs matérielles ou d'une déclaration manifestement erronée ?

Enfin, étant donné le souhait du gouvernement d'organiser des contrôles communs (contributions directes et TVA) dans le cadre de l'AFER, l'intervenant déplore qu'il n'ait pas été tenté d'harmoniser les deux procédures, qui présentent actuellement d'importantes différences, notamment en matière de rectification des déclarations, de délais et de procédures.

*Le ministre* concède qu'il faudra évoluer vers une plus grande harmonisation des procédures de contentieux applicables en matière d'impôts directs et indirects étant donné que ces deux administrations sont amenées à travailler ensemble au sein de l'AFER. Vu la spécificité et la nature des impôts indirects, seuls les problèmes les plus urgents ont toutefois été réglés par les présentes dispositions.

Par ailleurs, le ministre fait remarquer que le dégrèvement d'office ne doit pas être considéré comme faisant partie du contentieux dans la mesure où il vise uniquement à accorder d'office le dégrèvement des surtaxes « *résultant d'erreurs matérielles, de doubles emplois, ainsi que de celles qui apparaîtraient à la lumière de documents ou de faits nouveaux probants, dont la production ou l'allégation tardive par le redevable est justifiée* » (article 376, CIR 1992).

Concernant la procédure de contentieux et les différents délais prévus en la matière, le ministre rap-

van wijziging », « aanslag van ambtswege », incohering, controle enz. — in de praktijk de echtgenoot in kennis te brengen van de belastingschulden van zijn gewezen partner.

De spreker komt ook terug op de bepalingen die ertoe strekken de inwerkingtreding van de ter bespreking voorliggende wetsontwerpen te regelen. De oude procedure blijft van toepassing op de momenteel bij de hoven, rechtbanken en andere instanties hangende zaken, met inbegrip van de beroepsprocedures die vóór 1 maart 1999 tegen de beslissingen van die instanties kunnen worden ingeleid. Klopt het dat de belastingplichtige, voor de beroepsprocedures in verband met geschillen die slaan op de aanslagjaren 1998 en vorige, en waaromtrent vóór 31 december 2000 geen uitspraak zal zijn gedaan, de zaak bij de rechtbank van eerste aanleg aanhangig zal kunnen maken ?

Voorts vraagt de heer Olaerts of de administratie via circulaire nieuwe richtlijnen zal ontvangen over de wijze waarop door belastingplichtigen ingediende bezwaarschriften moeten worden behandeld. In het verleden kwam het immers meer dan eens voor dat een gewestelijk directeur van de belastingen doelbewust een beslissing nam die tegen het recht of de rechtspraak indruiste, zodat de belastingsschuldigen, zo ze gelijk wilden krijgen, zich verplicht zagen daartegen beroep aan te tekenen bij het hof van beroep.

Zal de procedure voorafgaand aan het administratief beroep, zoals thans het geval is, uitsluitend beperkt blijven tot het verbeteren van materiële fouten of van kennelijk foutieve aangiftes ?

Ten slotte is er de wens van de regering om, in het raam van de AOIF gemeenschappelijk door de Directe Belastingen en de BTW-diensten uitgevoerde controles te organiseren; terzake betreurt de spreker het dat geen pogingen werden ondernomen om beide procedures die momenteel aanzienlijke verschillen vertonen (inzonderheid op het vlak van de rectificatie van aangiftes, termijnen, procedures) op elkaar af te stemmen.

*De minister* erkent dat de geschilprocedures inzake directe en indirecte belastingen beter op elkaar moeten worden afgestemd, aangezien beide diensten in het raam van de AOIF moeten samenwerken. Gelet op de eigenheid en op de aard van de indirecte belastingen werden evenwel alleen de meest spoedige problemen door deze bepalingen geregeld.

Voorts merkt de minister op dat de ontheffing van rechtswege niet mag worden beschouwd als een onderdeel van het geschil; het strekt er immers alleen toe de ontheffing van rechtswege toe te kennen voor overbelastingen « *die voortvloeien uit materiële vergissingen, uit dubbele belasting, alsmede van die welke zouden blijken uit afdoende bevonden nieuwe bescheiden of feiten waarvan het laattijdig overleggen of inroepen door de belastingschuldige wordt verantwoord* » (artikel 376, WIB 1992).

In verband met de geschilprocedure en met de diverse termijnen die terzake werden ingebouwd,

pelle qu'il a été opté pour un recours administratif préalable obligatoire. Les délais prévus permettent d'accélérer le traitement des contestations. Les réclamations doivent en effet être introduites, sous peine de forclusion, dans un délai de trois mois à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. L'administration dispose d'un délai considéré comme raisonnable de six mois pour se prononcer. En cas de non-décision à l'expiration du délai, le redevable peut immédiatement porter le litige devant le tribunal de première instance ou continuer à attendre la décision du directeur s'il juge cette solution préférable.

Par ailleurs, le ministre fait remarquer que la procédure de « précontentieux » c'est-à-dire le « filtre » avant enrôlement) n'est pas visée par les présentes dispositions et demeurera donc applicable.

Enfin, le ministre précise que la prescription des dettes fiscales est en matière d'impôts sur les revenus réglée par l'article 145 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992.

### III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

#### A. **Projet de loi n° 1341/21**

##### Article 1<sup>er</sup>

Cet article n'appelle aucun commentaire et est adopté à l'unanimité.

##### Art. 2 à 8

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés par 9 voix et une abstention.

##### Art. 9

En réponse aux questions de *M. Schoeters* concernant les modifications apportées par le Sénat aux articles 9 et 96 du projet de loi, *le ministre* rappelle préalablement les principales dispositions qui fondent aujourd'hui le contexte légal du rôle de la Commission bancaire et financière (CBF) en matière de lutte contre la fraude fiscale.

L'article 57, § 3, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et l'article 104, § 3, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placement, disposent que la CBF

wijst de minister erop dat voor een verplicht voorafgaand administratief beroep werd gekozen. De termijnen waarin werd voorzien, maken het mogelijk betwistingen sneller te behandelen. Op straffe van verval moeten de bezwaarschriften immers worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop het aanslagbiljet werd verstuurd. Om uitspraak te doen, beschikt de administratie over een redelijk geachte termijn van zes maanden. Blijft een beslissing uit, dan kan de belastingsschuldige het geschil meteen voor de rechtbank van eerste aanleg brengen of verder de beslissing van de directeur blijven afwachten, zo hij die oplossing verkiest.

De minister merkt overigens op dat de voorliggende bepalingen niet doelen op de « *precontentieux* »-procedure (rectificatie, door de inspecteur A, van de aangifte vóór aanslag) en dat die procedure conform de thans vigerende wetgeving onverkort van toepassing blijft.

Ter afronding verduidelijkt hij dat de verjaring van de belastingschulden wordt geregeld door het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

### III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

#### A. **Wetsontwerp n° 1341/21**

##### Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt en het wordt eenparig aangenomen.

##### Art. 2 tot 8

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt en zij worden aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

##### Art. 9

In antwoord op de vragen van *de heer Schoeters* met betrekking tot de wijzigingen die de Senaat in de artikelen 9 en 96 van het wetsontwerp heeft aangebracht, memoreert *de minister* voorafgaandelijk de belangrijkste bepalingen waarop de wettelijke context van de rol van de Commissie voor het bank- en financiewezen (CBF) inzake bestrijding van de belastingfraude momenteel gebaseerd is.

Artikel 57, § 3, van de wet van 22 maart 1993 betreffende het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen en artikel 104, § 3, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs,



peut prendre des mesures exceptionnelles lorsqu'elle a connaissance du fait qu'un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement opérant en Belgique a mis en place un mécanisme particulier ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale par des tiers.

Ces dispositions font partie du statut administratif des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Elles visent à empêcher que ces intermédiaires posent des actes favorisant la fraude fiscale par des clients. Ces actes peuvent porter atteinte à la situation financière et à la réputation de l'établissement concerné, de sorte que les dispositions se justifient sous l'angle prudentiel.

Par ailleurs, en vertu de l'article 327, § 5, CIR 1992, la CBF est tenue d'informer immédiatement le ministre des Finances lorsqu'elle constate qu'un organisme dont elle assure le contrôle a contribué à mettre en place un mécanisme ayant pour but ou pour effet d'organiser des infractions à la loi fiscale *et* qui implique une complicité de l'établissement et du client dans un but de fraude fiscale.

Certains des mécanismes particuliers dont question à l'article 57, § 3, susvisé peuvent évidemment également constituer des mécanismes au sens de l'article 327, § 5, CIR 1992.

Dans l'optique de concrétiser les principes contenus dans ces deux dispositions légales, la CBF a établi le 18 décembre 1997, par la voie d'une circulaire, une actualisation et une coordination des circulaires du 2 février 1976 et du 25 janvier 1977 relatives aux mécanismes particuliers (cf. Annexe I du présent rapport).

Ce document, établi conformément à l'avis d'un groupe de travail mixte institué par le ministre des Finances et composé de représentants des administrations fiscales concernées, de la Trésorerie et de la CBF, et ce, après consultation des associations professionnelles concernées (Association belge des banques, Institut des réviseurs agréés par la CBF, Association belge des membres de la bourse et Association belge des gestionnaires de fortune et des conseillers en placement), reprend la plupart des pratiques visées dans les textes précités, en y ajoutant plusieurs autres que l'expérience acquise depuis permet de qualifier comme telles. Le champ d'application du document couvre aussi bien les établissements de crédit que les entreprises d'investissement.

Cette circulaire a également été distribuée au sein des administrations fiscales dans l'optique de sensibiliser les fonctionnaires aux mécanismes décrits dans ce document et de leur permettre de faire plus facilement le lien entre ceux-ci et les constatations opérées sur le terrain.

Ainsi, dans l'éventualité où un « mécanisme particulier » découvert est considéré comme un mécanisme visé par la circulaire CBF, les renseignements

bepalen dat de CBF uitzonderlijke maatregelen kan treffen wanneer zij kennis heeft van het feit dat een in België opererende kredietinstelling of beleggingsonderneming een bijzonder mechanisme heeft opgezet dat de bevordering van de belastingontduiking door derden tot doel of tot gevolg heeft.

Die bepalingen maken deel uit van het administratief statuut van de kredietinstellingen en beleggingsondernemingen. Zij hebben tot doel te voorkomen dat die bemiddelaars daden stellen die belastingontduiking door hun cliënten bevorderen. Die daden kunnen de financiële toestand en de reputatie van de betrokken instelling aantasten en de bepalingen in kwestie zijn dan ook uit een prudentieel oogpunt gerechtvaardigd.

Overigens is de CBF krachtens artikel 327, § 5, WIB 1992, ertoe gehouden om de minister van Financiën onmiddellijk in te lichten « wanneer zij vaststelt dat een instelling waarover zij de controle uitoefent, heeft bijgedragen tot het opzetten van een mechanisme dat tot doel of tot gevolg heeft inbreuken te organiseren op de fiscale wetgeving *en* dat een medeplichtigheid insluit, tussen de instelling en de cliënt, met het oog op belastingontduiking ».

Sommige van de bijzondere mechanismen waarvan sprake in het bovenbedoelde artikel 57, § 3, kunnen uiteraard ook mechanismen zijn in de zin van artikel 327, § 5, WIB 1992.

Om de in die twee wetsbepalingen gehuldigde beginselen te concretiseren heeft de CBF op 18 december 1997 via een circulaire een bijwerking en een coördinatie voorgesteld van de circulaires van 2 februari 1976 en 25 januari 1977 betreffende de bijzondere mechanismen (cf. Bijlage I bij dit verslag).

Het bedoelde stuk dat, conform het advies van een gemengde werkgroep, die werd opgericht door de minister van Financiën en is samengesteld uit vertegenwoordigers van de betrokken belastingadministraties, van de Schatkist en van de CBF en dit na raadpleging van de betrokken beroepsverenigingen (Belgische vereniging van banken, Instituut van de door de CBF erkende revisoren, Belgische vereniging van de leden van de beurs en Belgische vereniging van de vermogensbeheerders en beleggingsadviseurs) werd opgemaakt, neemt het merendeel van de in de bovenvermelde teksten bedoelde praktijken over en voegt er verscheidene andere aan toe die men aan de hand van de sindsdien opgedane ervaring als dusdanig kan aanmerken. Het toepassingsgebied van de circulaire omvat zowel de kredietinstellingen als de beleggingsondernemingen.

Diezelfde circulaire werd ook bezorgd aan de belastingadministraties met de bedoeling de ambtenaren attent te maken op de erin toegelichte mechanismen en hen in staat te stellen gemakkelijker een verband te leggen tussen die mechanismen en de door hen in de praktijk gedane vaststellingen.

Ingeval een op het spoor gekomen « bijzonder mechanisme » beschouwd wordt als een van die waarop de CBF-circulaire doelt, worden de inlichtingen al-

sont transmis, par la voie hiérarchique, en deux exemplaires, l'un à l'Administration centrale compétente, qui porte directement l'information à la connaissance de la CBF, l'autre au secrétariat du Comité permanent de lutte contre la fraude fiscale (CAF).

Dans l'éventualité où le « mécanisme particulier » n'est pas repris dans la circulaire CBF, les renseignements sont transmis, par la voie hiérarchique, en deux exemplaires, aux deux mêmes organismes.

Dans ce cas, le secrétariat du CAF soumettra l'information, pour examen, au groupe de travail *ad hoc* présidé par le secrétaire général du ministère des Finances.

Ce groupe est composé des principaux acteurs visés *supra* et destiné à examiner les nouveaux mécanismes qui lui sont présentés dans l'optique d'actualiser régulièrement la circulaire.

Le ministre souligne en outre que les dispositions légales susvisées doivent s'interpréter de concert avec l'article 12 de la première directive du Conseil du 12 décembre 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (77/780/CEE), lequel dispose que les autorités prudentielles sont soumises au secret professionnel.

Ce secret implique que les informations confidentielles qu'elles reçoivent à titre professionnel ne peuvent être divulguées à quelque personne ou autorité que ce soit, excepté sous une forme sommaire ou agrégée de façon à ce que les établissements individuels ne puissent pas être identifiés, *sans préjudice des cas relevant du droit pénal*.

Il en résulte que l'article 327, § 5, CIR 1992 ne doit trouver à s'appliquer que dans les cas où le banquier et le client sont passibles de sanctions pénales.

Quelles sont les modifications apportées par le Sénat aux articles 9 et 96 du présent projet de loi ?

L'article 96 du projet de loi amendé par le Sénat (amendement n°109 de M. Delcroix et consorts) modifie l'article 38*bis* de l'arrêté royal n°185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, de manière à obliger la CBF à dénoncer aux autorités judiciaires « les mécanismes particuliers ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale dans le chef de tiers, mis en place par un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement dont elle assure le contrôle, lorsqu'elle a connaissance du fait que ces mécanismes particuliers constituent, dans le chef de ces établissements ou entreprises mêmes, en tant qu'auteur, coauteur ou complice, un délit fiscal sanctionné pénalement ».

Corrélativement, l'article 9 du projet, tel que modifié par le Sénat, abroge l'article 327, § 5, CIR 1992, qui imposait à la CBF l'obligation d'informer le ministre des Finances lorsqu'un organisme dont elle assure le contrôle a mis en place un mécanisme

du langs hiérarchische weg overgezonden in twee exemplaren, waarvan het ene bestemd is voor de bevoegde centrale administratie die de informatie rechtstreeks doorspeelt aan de CBF en het andere voor het Vast comité voor de strijd tegen de belastingfraude (VCSBF).

Als het « bijzonder mechanisme » niet voorkomt in de CBF-circulaire worden de inlichtingen langs hiërarchische weg in twee exemplaren aan dezelfde twee instellingen overgezonden.

In dat geval zal het VCSBF de informatie voor onderzoek overleggen aan de *ad hoc* werkgroep die wordt voorgezeten door de secretaris-generaal van het ministerie van Financiën.

Die werkgroep is samengesteld uit de hierboven bedoelde voornaamste actoren en is belast met het onderzoek van de nieuwe mechanismen die hem met het oog op een geregelde updating van de circulaire worden voorgesteld.

De minister benadrukt tevens dat de bovenbedoelde wetsbepalingen moeten worden geïnterpreteerd in samenhang met artikel 12 van de eerste richtlijn van de Raad van 12 december 1977 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van kredietinstellingen (77/780/EEG), welk artikel bepaalt dat de bevoegde autoriteiten gebonden zijn aan het beroepsgeheim.

Dit houdt in dat de vertrouwelijke gegevens waarvan zij beroepshalve kennis krijgen, aan geen enkele persoon of autoriteit bekend mogen worden gemaakt behalve in een samengevatte of geaggregeerde vorm, zodat individuele instellingen niet kunnen worden geïdentificeerd, *zulks onverminderd de gevallen die onder het strafrecht vallen*.

Daaruit volgt dat artikel 327, § 5, WIB 1992 slechts toepassing mag vinden in de gevallen waarin bankier en cliënt strafrechtelijk strafbaar zijn.

Welke wijzigingen heeft de Senaat in de artikelen 9 en 96 van het voorliggende wetsontwerp aangebracht ?

Artikel 96 van het door de Senaat geamendeerde wetsontwerp (amendement n° 109 van de heer Delcroix c.s.) wijzigt artikel 38*bis* van het koninklijk besluit n° 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten ten einde de CBF te verplichten « om bij het gerecht aangifte te doen van de bijzondere mechanismen die door een kredietinstelling of een beleggingsonderneming, die onder haar toezicht staat, zijn opgezet met als doel of gevolg fiscale fraude door derden te bevorderen, wanneer zij er kennis van heeft dat deze bijzondere mechanismen voor de kredietinstelling of beleggingsonderneming zelf, als dader, mededader of medeplichtige, een onder het strafrecht vallend fiscaal misdrijf vormen ».

Correlatief heft het door de Senaat gewijzigde artikel 9 van het ontwerp artikel 327, § 5, WIB 1992 op; dit artikel legde de CBF de verplichting op om de minister van Financiën onmiddellijk in te lichten wanneer zij vaststelt dat een instelling waarover zij

particulier qui a pour but ou pour effet d'encourager la fraude fiscale dans le chef de tiers (amendement n° 103 de M. Delcroix et consorts). Le littéra B de l'article 9, qui imposait une obligation similaire à l'Office de contrôle des assurances (OCA), a également été supprimé (amendement n° 128 du gouvernement) (cf. Doc. Sénat n°s 1-966/8 et 9 et 1-966/11, pp. 144 à 148 et 207-208).

Le ministre confirme les réticences et objections formulées par l'OCA et la CBF à l'égard du libellé de l'article 327, § 5, CIR 1992, tel que modifié par la Chambre des représentants (Doc. n° 1341/18, pp. 3-4).

Compte tenu des obligations qu'elle assume à l'égard des autorités prudentielles des autres États membres de l'Union européenne, la CBF a estimé que le texte en projet pourrait l'amener à ne plus pouvoir bénéficier du même accès aux informations que celui dont elle dispose actuellement à l'égard des autres autorités chargées du contrôle prudentiel au motif de l'automatisme de l'obligation pesant sur la CBF d'informer l'administration fiscale belge des délits fiscaux dont elle a eu connaissance par elle-même lors d'un contrôle ou par communication de la part d'une autre autorité de contrôle. À cet égard, le ministère public est considéré comme un filtre théoriquement plus efficace en vue de garantir le secret professionnel auquel est tenue la CBF.

Le ministre établit un parallélisme avec la procédure de dénonciation au parquet mise en place par la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, par l'intermédiaire de la cellule de traitement des informations financières.

Il insiste sur le fait que si l'OCA et la CBF n'exercent pas une mission d'ordre fiscal, ces organismes doivent néanmoins, comme tous les organismes publics ou d'intérêt public, lorsqu'ils ont connaissance d'un délit fiscal dans le cadre de leurs activités de contrôle, dénoncer ces faits aux autorités judiciaires. C'est l'objectif des articles 9 et 96, tels qu'amendés par le Sénat. Cette disposition ne fait d'ailleurs que confirmer l'obligation de dénonciation visée à l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle.

Dans ce contexte, le ministre fait remarquer que le point de vue défendu par la CBF dans la circulaire du 18 décembre 1997 est assez proche de celui défendu par l'administration fiscale en matière de fraude.

Le système proposé par le Sénat présente cependant deux lacunes :

— si le projet de loi impose à la CBF de dénoncer aux autorités judiciaires les mécanismes particuliers qui constituent des délits fiscaux, il ne prévoit cependant aucune obligation analogue à charge de l'OCA;

de contrôle uitoeft, een bijzonder mechanisme heeft opgezet dat het bevorderen van de belastingontduiking door derden tot doel of tot gevolg heeft (amendement n° 103 van de heer Delcroix c.s.). De letter B van artikel 9, dat aan de Controledienst voor de verzekeringen (CDV) een soortgelijke controle oplegde, werd ook opgeheven (amendement n° 128 van de regering) (Stukken Senaat n°s 1-966/8 en 9 en 1-966/11, blz. 144 tot 148 en 207-208).

De minister bevestigt de terughoudendheid en de bezwaren van de CDV en van de CBF ten aanzien van de redactie van artikel 327, § 5, WIB 1992, zoals het door de Kamer van volksvertegenwoordigers werd gewijzigd (Stuk n° 1341/18, blz. 3-4).

Gelet op haar verplichtingen ten aanzien van de bevoegde autoriteiten van de overige lidstaten van de Europese Unie, heeft de CBF geoordeeld dat de tekst van het ontwerp ertoe zou kunnen leiden dat zij niet meer dezelfde toegang tot de informatie kan genieten als die welke zij thans heeft ten aanzien van de andere autoriteiten die belast zijn met het prudentieel toezicht; een en ander is volgens haar te wijten aan het automatische karakter van de aan de CBF opgelegde verplichting om de Belgische belastingadministratie in te lichten over de fiscale misdrijven waarvan zij door haar eigen toedoen of door een van een andere toezichhoudende autoriteit afkomstige mededeling kennis heeft gekregen. In dat verband beschouwt men het openbaar ministerie als een theoretisch efficiëntere filter om het beroepsgeheim te waarborgen waartoe de CBF gehouden is.

De minister stelt een parallelisme vast met de procedure van aangifte aan het parket, zoals die werd ingesteld door de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld door bemiddeling van de cel voor financiële informatieverwerking.

Hij beklemtoont dat de CDV en de CBF weliswaar geen fiscale opdrachten vervullen, maar dat zij niettemin, zoals alle overheidsinstanties of instellingen van openbaar belang, het gerecht op de hoogte moeten brengen van de fiscale misdrijven waarvan zij in het kader van hun controleactiviteiten kennis krijgen. Een en ander maakt de doelstelling uit van de artikelen 9 en 96, zoals die door de Senaat werden geamendeerd. Overigens vormt die bepaling slechts een bevestiging van de in artikel 29, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering opgenomen aangifteplicht.

In dat verband merkt de minister op dat het standpunt dat de CBF in haar circulaire van 18 december 1997 heeft verdedigd, nauw aansluit bij de visie die de fiscale administratie er inzake fraude op nahoudt.

De door de Senaat voorgestelde regeling schiet echter tekort op twee punten :

— het wetsontwerp verplicht misschien wel de CBF om bij het gerecht aangifte te doen van de bijzondere mechanismen die als fiscale misdrijven worden aangemerkt, maar verzuimt de CDV een gelijksoortige verplichting op te leggen;

— il est en outre impératif de s'assurer que les autorités judiciaires, informées d'un délit fiscal, ne classent pas immédiatement le dossier sans suite mais en informe l'administration fiscale compétente dans les meilleurs délais. Or, conformément à l'article 327, § 4, CIR 1992, seules les infractions fiscales relatives aux impôts sur les revenus doivent être communiquées par le parquet à l'administration fiscale; il serait donc souhaitable d'étendre cette obligation légale à l'ensemble des impôts (directs et indirects). Actuellement, les parquets transmettent assez régulièrement des informations à l'administration en matière d'impôts sur les revenus (impôt des personnes physiques et impôt des sociétés). Par contre, l'administration n'obtient pratiquement aucune information en ce qui concerne les autres impôts (TVA, etc.). Ainsi, aucun dossier n'est, par exemple, transmis par l'auditorat du travail, alors que celui-ci est régulièrement informé de mécanismes de fraude sociale, qui s'accompagnent souvent de délits en matière fiscale.

Le ministre se propose de remédier à ces lacunes en présentant un *amendement* (n° 1, Doc. Chambre n° 1263/2) à la proposition de loi de MM. Schoeters et Suykens complétant, en ce qui concerne la lutte contre la fraude fiscale, l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs et la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances (Doc. n° 1263/1), qui sera examinée ci-après (cf. point C).

Enfin, le ministre souligne que les rapports entre les parquets et l'administration fiscale seront facilités suite à l'accord intervenu en vue de détacher des fonctionnaires du fisc auprès des parquets.

M. Schoeters estime que les dispositions visées aux articles 9 et 96 du projet de loi n° 1341/21 affaiblissent la portée de la législation existante en la matière, en faveur des institutions bancaires et de leurs clients.

Un premier examen de l'amendement n° 1 du gouvernement à la proposition de loi n° 1263/1 lui fait craindre que la plupart de ces délits fiscaux resteront impunis.

Il est en effet patent que ni la CBF ni l'OCA n'estiment avoir à connaître de questions fiscales dans le cadre de leurs missions de contrôle prudentiel. Selon l'orateur, cette attitude s'explique entre autres par le fait que les frais liés à ces missions sont supportés par les établissements qui font précisément l'objet du contrôle.

M. Schoeters considère qu'il appartient au législateur et non à la CBF ou à l'OCA de déterminer la meilleure procédure en matière de dénonciation de mécanismes de fraude fiscale. En obligeant la CBF et l'OCA à informer l'administration fiscale compétente de tels délits, la proposition de loi de MM. Schoeters et Suykens visait à améliorer la lutte contre la fraude fiscale. Les présentes dispositions, y compris l'amen-

— bovendien dient hoe dan ook te worden voorkomen dat het gerecht, wanneer het van een fiscaal misdrijf in kennis is gesteld, het dossier onverwijld seponereert; in plaats daarvan moet het de bevoegde fiscale administratie zo spoedig mogelijk over een en ander inlichten. Overeenkomstig artikel 327, § 4, WIB 1992, moet het parket evenwel alleen de fiscale overtredingen met betrekking tot de inkomstenbelastingen aan de fiscale administratie melden; het ware derhalve wenselijk die wettelijke verplichting uit te breiden tot alle belastingen (directe en indirecte). Momenteel bezorgen de parketten geregeld informatie over de inkomstenbelastingen (personenbelasting, vennootschapsbelasting) aan de belastingdiensten. Die vernemen evenwel amper iets over de andere belastingen (BTW, ...). Zo wordt bijvoorbeeld geen enkel dossier aan het arbeidsauditoraat bezorgd, terwijl dat nochtans geregeld op de hoogte wordt gehouden van de socialefraudemechanismen, die vaak met fiscale misdrijven gepaard gaan.

De minister wil die leemten aanvullen en dient daartoe *amendement n° 1* (Stuk Kamer n° 1263/2) in, op het later in punt C ter bespreking voorkomende wetsvoorstel van de heren Schoeters en Suykens tot aanvulling, wat de bestrijding van de fiscale fraude betreft, van het koninklijk besluit n° 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten en van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen (Stuk n° 1263/1) (cf. *infra*).

Tot slot onderstreept de minister dat de betrekkingen tussen de parketten en de fiscale administratie voortaan vlotter zullen verlopen, als gevolg van het akkoord waardoor de ambtenaren van de fiscus gemakkelijker naar de parketten zullen kunnen worden gedetacheerd.

Volgens de heer Schoeters zwakken de in de artikelen 9 en 96 van wetsontwerp n° 1341/21 opgenomen bepalingen de draagwijdte van de thans terzake geldende wetgeving af ten voordele van de bankinstellingen en hun klanten.

Een eerste analyse van amendement n° 1 van de regering op wetsvoorstel n° 1263/1 doet bij hem de vrees ontstaan dat de meeste van die fiscale misdrijven ongestraft zullen blijven.

Het valt immers op dat noch de CBF, noch de CDV, menen dat de behandeling van de fiscale geschillen deel uitmaakt van hun prudentiële controlebevoegdheid. De spreker wijt die houding onder andere aan het feit dat de met die opdrachten gepaard gaande kosten worden gedragen door de instellingen waarop die controle uitgerekend slaat.

De heer Schoeters vindt dat de wetgever — en niet de CBF of de CDV — de beste procedure inzake de aangifte van socialefraudemechanismen moet vastleggen. Door de CBF en de CDV te verplichten de bevoegde belastingdienst van dergelijke misdrijven in kennis te stellen, wilden de heren Schoeters en Suykens met hun wetsvoorstel de strijd tegen de fiscale fraude doeltreffender maken. De ter bespre-

dement n° 1 du gouvernement à la proposition de loi n° 1263/1, représentent à nouveau un pas en arrière en la matière.

*Le ministre ne partage pas cet avis. L'article 38bis de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, tel que modifié par l'article 96 du projet de loi n° 1341/21, dispose, en son alinéa 1<sup>er</sup>, que « la Commission bancaire et financière ne connaît pas de questions d'ordre fiscal ». En d'autres termes, il n'appartient pas à la CBF (ni à l'OCA) de rechercher des indices de fraude fiscale. De même, un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement ne peut s'adresser à la CBF pour s'informer de la (non) conformité d'un quelconque mécanisme à la législation fiscale.*

Dans ce contexte, le ministre souligne, par ailleurs, que le fait que les frais de fonctionnement de la CBF soient supportés par les entreprises qu'elle contrôle n'influence nullement la manière dont elle assume sa mission.

L'alinéa 2 de l'article 38bis précité précise que lorsqu'elle a connaissance, à l'occasion de l'exercice de sa mission de contrôle, de mécanismes particuliers ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale dans le chef de tiers, mécanismes mis en place par un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement dont elle assure le contrôle, la CBF est tenue de déroger à ses obligations en matière de secret professionnel et de dénoncer ces mécanismes aux autorités judiciaires (et non plus au ministre des Finances, comme le prévoit actuellement l'article 327, § 5, CIR 1992).

Aujourd'hui, la démarche est généralement inverse. C'est en effet l'administration fiscale qui avertit la CBF de l'existence de mécanismes de fraude fiscale, de manière à ce qu'elle prenne les mesures nécessaires à l'égard de l'entreprise concernée.

La nouvelle disposition visée à l'article 38bis de l'arrêté royal n° 185 serait utilement complétée par l'amendement n° 1 du gouvernement à la proposition de loi n° 1263 de MM. Schoeters et Suykens, qui étend à l'OCA l'obligation de dénoncer les délits fiscaux aux parquets.

En outre, l'amendement prévoit explicitement que les officiers du ministère public près les cours et tribunaux qui sont saisis d'une information dont l'examen fait apparaître des indices de fraude en matière d'impôts directs ou indirects, en informeront le ministre des Finances, après avoir obtenu l'autorisation expresse du procureur général ou de l'auditeur général.

Le ministre souligne que cette démarche doit avoir lieu dès le moment où un dossier est ouvert au parquet, immédiatement après que celui-ci est informé par la CBF ou l'OCA. Il ne s'agit bien évidemment pas d'attendre le jugement pénal pour informer le ministre des Finances.

*M. Schoeters demande s'il n'y a pas contradiction entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 38bis de l'arrêté*

king voorliggende bepalingen, met inbegrip van amendement n° 1 van de regering op wetsvoorstel n° 1263/1, betekenen wat dat betreft weer een stap achteruit.

*De minister deelt die mening niet. Artikel 38bis van koninklijk besluit n° 185 van 9 juli 1935, als gewijzigd bij artikel 96 van wetsontwerp n° 1341/21, bepaalt dat de Commissie voor het bank- en financieuzen niet bevoegd is inzake belastingaangelegenheden. Met andere woorden, de CBF mag geen onderzoek voeren naar indiciën van fiscale fraude (evenmin als de CDV overigens). Een kredietinstelling of een beleggingsonderneming mag zich ook niet tot de CBF wenden met de vraag of een of ander mechanisme al dan niet tegen de fiscale wetgeving indruist.*

In die context onderstreept de minister overigens dat de wijze waarop de CBF haar opdrachten uitvoert, geenszins wordt beïnvloed door het feit dat de door haar gecontroleerde ondernemingen haar werkingskosten financieren.

In het tweede lid van het voornoemde artikel 38bis wordt gepreciseerd dat de CBF evenwel haar verplichtingen inzake beroepsgeheim moet verzaken, wanneer zij bij de uitvoering van haar controleopdracht kennis neemt van bijzondere mechanismen die werden opgezet door een onder haar toezicht ressorterende kredietinstelling of beleggingsonderneming en die als doel of als gevolg hebben fiscale fraude door derden te bevorderen. In dat geval moet zij het gerecht (en niet langer de minister van Financiën, zoals bepaald in het huidige artikel 327, § 5, WIB 1992), van die mechanismen in kennis stellen.

Vandaag wordt doorgaans de omgekeerde procedure gevolgd. De fiscale administratie licht nu immers de CBF over fiscalefraudemechanismen in, zodat die ten aanzien van de betrokken onderneming de nodige maatregelen kan treffen.

Het ware nuttig de nieuwe bepaling als opgenomen in artikel 38bis van koninklijk besluit n° 185 aan te vullen met amendement n° 1 van de regering op wetsvoorstel n° 1263 van de heren Schoeters en Suykens, teneinde aldus ook de CDV te verplichten de fiscale misdrijven bij de parketten aan te geven.

Bovendien bepaalt het amendement uitdrukkelijk dat de ambtenaren van het openbaar ministerie bij de hoven en rechtbanken die een opsporingsonderzoek instellen, de minister van Financiën moeten inlichten, zo zij bij hun onderzoek indiciën van ontduiking van directe of indirecte belastingen vaststellen en nadat de procureur-generaal of de auditeur-generaal hen daartoe uitdrukkelijk verlof heeft gegeven.

De minister onderstreept dat zulks moet geschieden zodra het dossier bij het parket wordt geopend en onmiddellijk nadat dit laatste door de CBF of de CDV op de hoogte werd gebracht. Het kan uiteraard niet dat de minister pas na het strafvonnis wordt ingelicht.

*De heer Schoeters vraagt of het eerste en het tweede lid van artikel 38bis van koninklijk besluit n° 185,*

royal n° 185, tel que modifié par l'article 96 du projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale (Doc. n° 1341/21). Si la CBF ne connaît pas de questions d'ordre fiscal, elle ne peut juger quels sont les mécanismes particuliers qui constituent un délit fiscal sanctionné pénalement.

À cet égard, l'article 4 de sa proposition de loi n° 1263 prévoit que la CBF transmettra à l'administration fiscale compétente la description des mécanismes dont elle doute qu'ils soient conciliables avec la législation fiscale de sorte que l'administration puisse se prononcer en la matière. Si l'administration estime que le mécanisme décrit constitue un délit fiscal, elle peut exiger que la CBF lui communique toutes les informations relatives à ce mécanisme.

*Le ministre* souligne que seuls les tribunaux sont susceptibles de déterminer si le mécanisme visé est un délit fiscal qui doit être sanctionné pénalement. Toutefois, il appartient à la CBF (par dérogation à son obligation de respect du secret professionnel) de transmettre aux parquets toutes informations relatives à un mécanisme particulier susceptible de favoriser la fraude fiscale. Dès qu'ils sont saisis d'un tel dossier, les parquets informent à leur tour le ministre des Finances des indices de fraude fiscale qui ont été portés à leur connaissance.

*M. Schoeters* craint que cette information provienne trop tardivement au ministre des Finances, empêchant ainsi l'administration fiscale de prendre les mesures utiles, si bien que les clients des établissements de crédit, coupables d'un délit fiscal, échappent à toute sanction.

En conséquence, il annonce son intention de présenter un *amendement n° 2 (sous-amendement à l'amendement n° 1 du gouvernement)* à la proposition de loi n° 1263/1 (Doc. n° 1263/2) qui tend à apporter les modifications suivantes à l'article 2 proposé :

A) insérer le mot « immédiatement » entre le mot « informeront » et les mots « le ministre », de manière à obliger les parquets à transmettre l'information au ministre des Finances dès réception du dossier;

B) supprimer les mots « après avoir obtenu l'autorisation expresse du procureur général ou de l'auditorat général ».

*Le ministre* marque son accord.

\*  
\* \*

L'article 9 est adopté par 9 voix et une abstention.

Pour les votes concernant les amendements à la proposition de loi n° 1263/1, il est renvoyé au point III, C, du présent rapport.

als gewijzigd bij artikel 96 van het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/21), niet met elkaar in tegenspraak zijn. Zo de CBF niet bevoegd is voor belastingaangiften, kan zij niet oordelen welke bijzondere mechanismen een fiscaal misdrijf vormen waarop een strafrechtelijke straf staat.

In dat verband bepaalt artikel 4 van het door hem ingediende wetsvoorstel n° 1263 dat de CBF de bevoegde fiscale administratie de beschrijving bezorgt van de mechanismen waarvan zij vermoedt dat zij onverenigbaar zijn met de fiscale wetgeving. Aldus kan die administratie terzake uitspraak doen en zo ze het beschreven mechanisme als een fiscaal misdrijf beschouwt, kan ze van de CBF alle inlichtingen met betrekking tot dat mechanisme vorderen.

*De minister* onderstreept dat alleen de rechtbanken eventueel mogen bepalen dat het betwiste mechanisme een fiscaal misdrijf is en derhalve strafrechtelijk moet worden gestraft. Het komt evenwel de CBF toe het parket alle inlichtingen te verschaffen met betrekking tot een bijzonder mechanisme dat fiscale fraude in de hand kan werken (waarmee wordt afgeweken van de verplichte inachtneming van het beroepsgeheim). Zodra dergelijke dossiers bij de parketten worden aangebracht, lichten die op hun beurt de minister van Financiën in over de indicieën van fiscale fraude waarvan zij in kennis werden gesteld.

*De heer Schoeters* vreest dat die informatie de minister te laat zal bereiken, waardoor de belastingdiensten de noodzakelijke maatregelen niet kunnen nemen en de klanten van de kredietinstellingen die zich aan een fiscaal misdrijf schuldig maken, iedere straf ontlopen.

Bijgevolg kondigt hij aan *amendement n° 2 (sub-amendement op amendement n° 1 van de regering)* op het wetsvoorstel n° 1263/1 (Stuk n° 1263/2) te zullen indienen, dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 2 de volgende wijzigingen aan te brengen :

A) tussen het woord « zullen » en de woorden « de minister », het woord « onmiddellijk » invoegen, om de parketten er aldus toe te dwingen de minister van bij de ontvangst van het dossier in te lichten;

B) de woorden « nadat ze van de procureur-generaal of van de auditeur-generaal uitdrukkelijk verlof daartoe hebben gekregen » weglaten.

*De minister* is het met die wijzigingen eens.

\*  
\* \*

Artikel 9 wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Voor de stemmingen in verband met de amendementen op wetsvoorstel n° 1263/1 : zie punt III, C, van dit verslag.

## Art. 10 à 18

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés par 9 voix et une abstention.

## Art. 19

*Le ministre* précise que le nouveau libellé de l'article 354, alinéa 4, découle de la possibilité qu'aura dorénavant le conjoint séparé de fait d'introduire une réclamation contre une imposition (de son ancien partenaire) qui risque d'être mise en recouvrement sur ses biens. Le délai d'imposition sera également prolongé dans ce cas.

Ce délai pourra en outre être prolongé de six mois au maximum, au lieu de douze précédemment.

*M. Olaerts* demande à quel moment le conjoint séparé de fait sera précisément informé de l'imposition (avis de rectification de la déclaration ou taxation d'office). À l'heure actuelle, il arrive en effet qu'il ne soit informé que cinq ans plus tard par l'huissier de justice que son ancien partenaire n'a pas géré ses affaires en bon père de famille.

*Le ministre* précise qu'il est impossible, dans la pratique, de faire parvenir tous les avertissements-extrait de rôle aux contribuables par lettre recommandée à la poste. Il faudrait en effet envoyer au total cinq millions de lettres recommandées par an. Il est exact que l'absence d'une telle notification peut causer des problèmes, notamment en cas de séparation de fait, et le ministre le déplore. Dans ce cas de figure, le délai ne commence donc pas à courir (en l'absence de date fixe) à la réception de l'avertissement-extrait de rôle, mais lors de la mise en recouvrement par l'huissier de justice de l'imposition sur les biens du conjoint. Ce dernier peut, en vertu de l'article 12 du présent projet de loi, consulter le dossier fiscal de son ancien partenaire. Les articles 24 et 28 lui accordent en outre un nouveau délai de trois mois pour se pourvoir en réclamation auprès du directeur des contributions et l'article 29 lui permet de compléter au besoin, au cours de la procédure, sa réclamation initiale par des griefs nouveaux, libellés par écrit.

Il peut en l'occurrence éventuellement faire valoir que la procédure de rectification de l'imposition n'a pas été respectée, lorsque son ancien partenaire, et non lui, a répondu à un avis de rectification qui portait sur ses revenus.

Parallèlement, il prendra sans aucun doute aussi des mesures sur le plan civil afin de mettre ses biens à l'abri de la mauvaise gestion de son ancien partenaire. Ces mesures pourraient avoir pour effet d'obliger ce dernier à fournir certains renseignements susceptibles d'appuyer la réclamation introduite auprès du fisc.

## Art. 10 tot 18

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

## Art. 19

*De minister* geeft aan dat de nieuwe tekst van artikel 354, vierde lid, een uitvloeisel is van de mogelijkheid die voortaan aan de feitelijk gescheiden echtgenoot wordt geboden om een bezwaar in te dienen tegen een belastingaanslag (van zijn ex-partner) die op zijn goederen dreigt te worden ingevorderd. In dergelijk geval wordt ook de aanslagtermijn verlengd.

Daarenboven wordt de verlenging van die termijn bepaald op maximum zes in plaats van twaalf maanden voorheen.

*De heer Olaerts* vraagt wanneer de feitelijk gescheiden echtgenoot precies in kennis wordt gesteld van de belastingaanslag (bericht van wijziging van de aangifte of aanslag van ambtswege). Thans komt het immers voor dat hij of zij pas 5 jaar later van de gerechtsdeurwaarder moet vernemen dat de ex-partner zijn of haar zaken niet als een goede huisvader heeft beheerd.

*De minister* geeft aan dat het in de praktijk ondoenbaar is om alle belastingaanslagen per ter post aangetekende brief aan de belastingplichtigen te doen worden. Dit zou neerkomen op een totaal van 5 miljoen aangetekende brieven per jaar. Het is juist dat daardoor problemen kunnen ontstaan onder meer in geval van feitelijke scheiding, wat de minister betreurt. In dergelijk geval begint de termijn dus (bij gebrek aan een vaste datum) niet te lopen op het ogenblik van de ontvangst van de belastingaanslag, maar bij de invordering door de gerechtsdeurwaarder ten laste van de andere echtgenoot. Krachtens artikel 12 van dit wetsontwerp kan deze laatste in dat geval inzage krijgen van het fiscaal dossier van zijn ex-partner. Hij krijgt daarenboven krachtens de artikelen 24 en 28 een nieuwe termijn van drie maanden om tegen de aanslag bezwaar in te dienen bij de directeur van de belastingen en kan dit, krachtens artikel 29 tijdens de procedure zo nodig nog aanvullen met nieuwe schriftelijk geformuleerde bezwaren.

Eventueel kan hij in dergelijk geval aanvoeren dat de procedure van wijziging van aanslag niet werd nageleefd, namelijk wanneer niet hijzelf maar zijn ex-partner heeft geantwoord op een bericht van wijziging dat betrekking had op zijn inkomsten.

Tenzelfdertijd zal hij ongetwijfeld ook burgerrechtelijke maatregelen treffen tot bescherming van zijn goederen tegen het wanbeheer van zijn ex-partner, waarbij deze laatste eventueel zelfs verplicht kan worden om bepaalde inlichtingen te verstrekken die het fiscaal bezwaar kunnen ondersteunen.

*M. Olaerts* observe qu'en dépit de la séparation de fait, les deux conjoints restent solidairement responsables du paiement de l'ensemble de la dette fiscale. Cette injustice est maintenue !

*Le ministre* admet que les nouvelles règles ne sont pas encore parfaites.

*Mme Van Haesendonck* souligne que l'amélioration de la situation fiscale des conjoints séparés de fait est due uniquement à l'arrêt n° 39/96 rendu par la Cour d'arbitrage le 27 juin 1996.

L'article est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 20 et 21

*Le ministre* précise que ces deux articles concernent la possibilité d'établir une cotisation subsidiaire si une première imposition a été annulée intégralement ou partiellement. Jusqu'à présent, dans une telle occurrence, l'administration pouvait toujours réenrôler c'est-à-dire aussi bien après une décision du directeur régional qu'après que l'instance judiciaire eut statué. Dorénavant, ce pouvoir sera limité au niveau du seul directeur des contributions. Après une décision judiciaire, l'instance judiciaire compétente devra se prononcer sur une éventuelle cotisation subsidiaire que l'administration soumettra à son appréciation (cf. Doc. Sénat n° 1-966/11, pp. 160-162).

Ces articles sont adoptés par 9 voix et une abstention.

Art. 22 à 27

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés par 9 voix et une abstention.

Art. 28

*Le ministre* renvoie à la discussion générale. Le délai d'introduction des réclamations est ramené de six à trois mois.

L'article est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 29

*Le ministre* précise que le redevable (ou son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement) peut, sans limitation de délai (contrairement à ce qui était prévu dans le projet de loi initial — article 25 : six mois — ou dans le projet transmis par le Sénat — article 28 : douze mois),

*De heer Olaerts* merkt op dat de beide echtgenoten ondanks de feitelijke scheiding hoofdelijk aansprakelijk blijven voor het betalen van de hele belastingsschuld. Die onrechtvaardigheid blijft bestaan !

*De minister* geeft toe dat ook de nieuwe regeling nog niet volmaakt is.

*Mevrouw Van Haesendonck* beklemtoont dat de verbetering van de fiscale situatie van feitelijk gescheiden echtgenoten louter te danken is aan het arrest n° 39/96 van het Arbitragehof van 27 juni 1996.

Het artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 20 en 21

*De minister* geeft aan dat deze beide artikelen betrekking hebben op de mogelijkheid tot het vestigen van een subsidiaire aanslag wanneer een eerste aanslag geheel of ten dele nietig wordt verklaard. Tot nu toe was er in dergelijk geval steeds een herbelasting mogelijk door de belastingadministratie, dit wil zeggen zowel na de beslissing van de gewestelijke directeur als na de uitspraak van de gerechtelijke instantie. Voortaan zal dit enkel nog na de beslissing van de belastingdirecteur kunnen. Na een gerechtelijke beslissing zal de bevoegde gerechtelijke instantie zich moeten uitspreken over een eventuele subsidiaire aanslag die de administratie haar ter beoordeling zal voorleggen (cf. Stuk Senaat n° 1-966/11, blz. 160-162).

Deze artikelen worden aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 22 tot 27

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 28

*De minister* verwijst naar de algemene bespreking. De termijn voor de indiening van de bezwaarschriften wordt teruggebracht van zes naar drie maanden.

Het artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 29

*De minister* geeft aan dat de belastingplichtige (of zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd) zonder beperking qua termijn (in tegenstelling tot wat in het oorspronkelijke wetsontwerp — artikel 25 : zes maanden — of in het aan de Senaat overgezonden ontwerp — artikel 28 : twaalf maanden)



compléter sa réclamation initiale par des griefs nouveaux, libellés par écrit.

*M. Didden* constate qu'il suffit d'introduire une réclamation sommaire; elle pourra être complétée par la suite par des griefs nouveaux.

*Le ministre* reconnaît que c'est une possibilité.

L'article est adopté par 9 voix et une abstention.

#### Art. 30

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté par un vote identique.

#### Art. 31

*Le ministre* précise que cet article vise non seulement à adapter des références internes et à actualiser la terminologie utilisée à l'article 375, CIR 1992, mais également à adapter cet article en fonction des dispositions de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration.

*Mme Van Haesendonck* rappelle qu'en février 1998, au cours de l'examen en commission des projets de loi initiaux, elle avait présenté, conjointement avec MM. Didden, Pieters et Leterme, un amendement (n° 27, Doc. Chambre n° 1341/5) visant à insérer un article 30bis (nouveau). Elle avait proposé que l'article 394, § 1<sup>er</sup>, CIR 1992 (qui établit le principe de la responsabilité solidaire des conjoints en ce qui concerne leurs dettes fiscales mutuelles) ne s'applique plus au conjoint séparé de fait pour ce qui concerne les dettes fiscales provenant de l'imposition distincte de l'autre conjoint (c'est-à-dire à compter de l'année suivant celle où la séparation de fait a eu lieu).

Sur les instances du ministre des Finances de l'époque, cet amendement a finalement été retiré. Le ministre avait alors annoncé la création d'un groupe de travail qui examinerait cette problématique complexe de manière plus approfondie. Les résultats de cette concertation devaient être présentés au parlement dans un délai de trois mois sous la forme d'une proposition spécifique (Doc. Chambre n° 1341/17, pp. 74-77).

*Mme Van Haesendonck* déplore dès lors que ce problème n'ait toujours pas été réglé.

*Le ministre* renvoie à la réponse qu'il a donnée aux questions posées par l'intervenante dans le cadre de l'interpellation de M. Jean-Pierre Viseur (développée lors de la réunion de commission du 25 janvier dernier). Il répète que le Conseil des ministres approuvera prochainement un texte qui sera déposé au parlement sous la forme d'un amendement du gouvernement à une prochaine loi-programme fiscale. Cet amendement visera à préserver au maximum,

den — was bepaald) zijn oorspronkelijk bezwaarschrift mag aanvullen met nieuwe, schriftelijk geformuleerde bezwaren.

*De heer Didden* stelt vast dat het volstaat om een summier bezwaarschrift in te dienen; later kan men dit toch aanvullen met nieuwe bezwaren.

*De minister* geeft toe dat dit tot de mogelijkheden behoort.

Het artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### Art. 30

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt met dezelfde stemming aangenomen.

#### Art. 31

*De minister* legt uit dat dit artikel naast de aanpassing van interne verwijzingen en het opruisen van de in artikel 375, WIB 1992 gebezigde terminologie, ook een aanpassing van datzelfde artikel inhoudt aan de bepalingen van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur.

*Mevrouw Van Haesendonck* herinnert eraan dat zij in februari 1998, tijdens de bespreking in commissie van de initiële wetsontwerpen, samen met de heren Didden, Pieters en Leterme een amendement (n° 27, Stuk Kamer n° 1341/5) tot invoeging van een (nieuw) artikel 30bis had ingediend. Daarin werd voorgesteld dat de eerste paragraaf van artikel 394, WIB 1992 (waarin het principe van de hoofdelijke aansprakelijkheid van de echtgenoten voor elkaars belastingschulden is vastgelegd) niet meer van toepassing zou zijn op de feitelijk gescheiden echtgenoot voor de belastingschulden die voortkomen uit de afzonderlijke aanslag van de andere echtgenoot (dat wil zeggen vanaf het jaar dat volgt op de feitelijke scheiding).

Op aandringen van de toenmalige minister van Financiën werd dit amendement uiteindelijk ingetrokken. De minister had toen de oprichting van een werkgroep aangekondigd die deze complexe problematiek nader zou bekijken. De resultaten van dit overleg zouden binnen maximum drie maanden onder de vorm van een wetsvoorstel bij het parlement worden ingediend (Stuk Kamer n° 1341/17, blz. 74-77).

*Mevrouw Van Haesendonck* betreurt dan ook dat dit probleem nog steeds niet is geregeld.

*De minister* verwijst naar zijn antwoord op de door de spreker naar aanleiding van de interpellatie van de heer Jean-Pierre Viseur (tijdens de commissievergadering van 25 januari jongstleden) gestelde vragen. Hij herhaalt dat de Ministerraad eerstdaags een tekst zal goedkeuren die onder de vorm van een regeringsamendement op een volgende fiscale programmawet bij het parlement zal worden ingediend. Dit amendement is bedoeld om binnen de perken van

dans les limites du régime matrimonial en vigueur, les droits du conjoint séparé de fait en cas de recouvrement des dettes fiscales de l'autre conjoint. Outre qu'il visera à protéger les biens propres de chaque conjoint contre le recouvrement éventuel de dettes fiscales de l'autre, le projet de loi ainsi amendé prévoira que chaque conjoint sera informé chaque fois que son ancien partenaire laissera passer un délai pour le paiement d'une dette fiscale. Le ministre estime que cette modification du droit fiscal, conjuguée au nouveau délai de réclamation prévu par l'article 19, améliorera sensiblement la situation des conjoints séparés de fait.

Il n'est pas partisan d'une solution radicale qui nécessiterait une modification du régime matrimonial légal. Il semble en effet inconcevable qu'un même couple puisse avoir deux régimes matrimoniaux distincts, l'un de droit civil et l'autre de droit fiscal.

Toujours est-il qu'à plus long terme, il faudra tenter d'apporter une solution globale à ce problème.

*Mme Van Haesendonck* se félicite que le ministre tente au moins de résoudre ce problème. Elle rappelle néanmoins que, le 17 mars 1998, le précédent ministre a donné une réponse quasi identique en commission. Il a, à cette occasion, annoncé la création d'un groupe de travail (réunissant des représentants des cabinets des ministres de la Justice et des Finances et de l'administration des Finances). Bien que le problème fût déjà bien connu à ce moment, près d'une année s'est écoulée sans que le dossier enregistre le moindre progrès !

*M. Leterme* fait observer qu'en vertu du nouveau libellé de l'article 31, 3°, le réclamant doit déjà faire savoir qu'il souhaite être entendu dans sa réclamation. Conformément à la disposition actuelle de l'article 374, alinéa 3, CIR 1992 (applicable dans les trois régions), le réclamant peut demander à tout moment à être entendu. Cette modification n'affaiblit-elle pas la position du contribuable ?

Le membre s'enquiert également du moment où le délai de trente jours commence à courir.

*Le ministre* indique que ce délai commence à courir à la réception de l'invitation envoyée par l'administration.

Au verso de l'avertissement-extrait de rôle, l'attention du contribuable sera attirée sur le fait qu'il doit indiquer dans sa réclamation s'il souhaite ou non être entendu.

La modification proposée vise à accélérer le déroulement de la procédure, ce qui est indispensable pour permettre à l'administration de se prononcer sur les réclamations dans le délai susmentionné de six mois.

Répondant à *M. Didden*, *le ministre* précise que si ce délai ne peut être respecté par la faute de l'administration, il faut considérer qu'il s'agit d'une viola-

ons huidige huwelijksgoederenrecht de rechten van de feitelijk gescheiden echtgenoot bij de invordering van de belastingschulden van de andere echtgenoot zoveel mogelijk te vrijwaren. Naast de bescherming van de eigen goederen van iedere echtgenoot tegen de eventuele invordering van belastingschulden van de andere, zal het aldus geamendeerde wetsontwerp voorzien in een mededeling aan iedere echtgenoot telkens zijn ex-partner de termijn voor de betaling van een belastingschuld laat verstrijken. Samen met de in artikel 19 besproken nieuwe termijn om bezwaar in te dienen, zal deze wijziging van het fiscaal recht volgens de minister de situatie van de feitelijk gescheiden echtgenoten gevoelig verbeteren.

Hij is geen voorstander van een radicale oplossing die een wijziging van ons wettelijk huwelijksvermogensstelsel zou vereisen. Het lijkt immers ondenkbaar dat een zelfde echtpaar twee onderling verschillende huwelijksgoederenstelsels zou hebben, één naar burgerlijk recht en één naar fiscaal recht.

Dit neemt echter niet weg dat op lange termijn een globale oplossing voor deze problematiek moet worden nagestreefd.

*Mevrouw Van Haesendonck* verheugt zich over het feit dat de minister van Financiën alvast een poging doet om dit probleem te verhelpen. Zij herinnert er echter aan dat de vorige minister in de commissievergadering van 17 maart 1998 een bijna identiek antwoord heeft verstrekt. Hij heeft bij die gelegenheid de oprichting van een werkgroep (met vertegenwoordigers van de kabinetten van de ministers van Justitie en Financiën en van de administratie van Financiën) aangekondigd. Niettegenstaande de problematiek ook toen reeds genoegzaam bekend was, is er bijna een jaar voorbijgegaan zonder enige vooruitgang in dit dossier !

*De heer Leterme* merkt op dat luidens de nieuwe tekst van artikel 31, 3°, de bezwaarindieners reeds in zijn bezwaarschrift te kennen moet geven dat hij wil worden gehoord. Volgens de huidige (voor de drie gewesten geldende) tekst van artikel 374, derde lid, WIB 1992 kan hij dit te allen tijde vragen. Houdt deze wijziging geen verzwakking van de positie van de belastingplichtige in ?

Het lid wenst ook te weten vanaf wanneer de termijn van dertig dagen ingaat.

*De minister* geeft aan dat die termijn ingaat vanaf de datum van ontvangst van de door de administratie verstuurd uitnodiging.

Op de keerzijde van het aanslagbiljet zal de aandacht van de belastingplichtige worden gevestigd op het feit dat hij in zijn bezwaar moet aanduiden of hij al dan niet wil worden gehoord.

De voorgestelde wijziging is bedoeld om het verloop van de procedure te versnellen. Alleen op die manier kan de administratie binnen de bovenvermelde termijn van zes maanden uitspraak doen over de bezwaren.

Op vraag van *de heer Didden* geeft *de minister* aan dat wanneer de bovenvermelde termijn door de schuld van de administratie niet kan worden nage-

tion des conditions de forme. Le contribuable pourra donc invoquer la violation de ses droits devant le tribunal.

*M. Leterme* craint que cette réglementation n'ait pour effet d'encore accroître le nombre de procédures de réclamation devant les cours et tribunaux.

*Le ministre* répète que cette adaptation de la loi vise à tenir compte des dispositions de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration. Si cette loi ne dispose pas qu'il faut impérativement entendre les intéressés, elle prévoit toutefois que chacun doit avoir accès au dossier. Même si le redevable n'est pas entendu (parce qu'il n'en a pas fait la demande dans sa réclamation), il peut consulter le dossier et, comme il a été précisé par ailleurs (cf. article 29), présenter à tout moment des griefs nouveaux. Les droits du redevable sont dès lors correctement protégés par la procédure ainsi proposée.

L'article 31 est adopté par 9 voix et une abstention.

#### Art. 32

*Le ministre* indique que cet article tire les conséquences de l'arrêt précité n° 67/98 de la Cour d'arbitrage rendu le 10 juin 1998 (l'arrêt « Walgraffe ») en disposant expressément que le directeur des contributions statue en tant qu'autorité administrative. Sa décision n'a donc plus autorité de chose jugée mais de chose décidée. Elle devient en effet irrévocable à défaut d'intentement d'une action auprès du tribunal de première instance, dans le délai fixé par l'article 1385*undecies* du Code judiciaire (article 9 du projet de loi n° 1342/21).

Cet article est adopté par 9 voix et une abstention.

#### Art. 33

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté par un vote identique.

#### Art. 34

*Le ministre* indique que, sauf dérogation expresse, ce seront désormais les règles du droit commun qui s'appliqueront en matière de recours en appel et de pourvoi en cassation. Les administrations fiscales pourront désormais se pourvoir en cassation sans devoir faire appel à un avocat. Cette règle, qui existait déjà dans le CIR 1992, est désormais également reprise dans les autres codes fiscaux (TVA, droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, droits

leefd, dit als een schending van de vormvereisten moet worden beschouwd. De belastingplichtige kan voor de rechtbank aanvoeren dat zijn rechten werden geschonden.

*De heer Leterme* vreest dat deze regeling het aantal bezwaarprocedures voor de hoven en rechtbanken nog zal doen toenemen.

*De minister* herhaalt dat de wet wordt aangepast teneinde rekening te houden met de voorschriften van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur. Deze wet houdt niet de verplichting in om de betrokkenen te horen, maar bepaalt wel dat eenieder toegang moet krijgen tot het dossier. Zelfs wanneer de belastingplichtige niet wordt gehoord (omdat hij daarom niet heeft gevraagd in zijn bezwaarschrift), mag hij het dossier raadplegen en, zoals gezegd (cf. artikel 29) te allen tijde nieuwe bezwaren indienen. De rechten van de belastingplichtige worden dus wel degelijk gevrijwaard door de thans voorgestelde procedure.

Artikel 31 wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### Art. 32

*De minister* geeft aan dat dit artikel voortvloeit uit het bovenvermelde arrest n° 67/98 van 10 juni 1998 van het Arbitragehof (het zogenaamde arrest « Walgraffe »); het bepaalt namelijk uitdrukkelijk dat de directeur van de belastingen uitspraak doet als administratieve overheid. Zijn beslissing heeft dus niet langer kracht van gewijsde. Zij wordt immers onherroepelijk wanneer geen vordering is ingesteld bij de rechtbank van eerste aanleg binnen de in artikel 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek vermelde termijn (artikel 9 van het wetsontwerp n° 1342/21).

Dit artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### Art. 33

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt met dezelfde stemming aangenomen.

#### Art. 34

*De minister* geeft aan dat, behoudens uitdrukkelijke uitzonderingen, voortaan de gemeenrechtelijke regels van toepassing zullen zijn op het hoger beroep en de voorziening in Cassatie. De fiscale administratie kan voortaan cassatieberoep instellen zonder een beroep te moeten doen op een advocaat. Deze regel, die thans reeds in het WIB 1992 voorkomt, wordt voortaan via de artikelen 63, 71, 81 en 88 (cf. *infra*) ook in de overige fiscale Wetboeken (BTW, Registra-

de succession, droits de timbre et taxes assimilées au timbre) par les articles 63, 71, 81 et 88 (cf. *infra*).

Le chiffre « 378 » est remplacé par le chiffre « 377 » dans le texte néerlandais.

Moyennant cette correction, l'article 34 est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 35 à 41

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés par un vote identique.

Art. 42

*Le ministre* indique que cet article concerne la suspension des intérêts de retard dans le cas où l'administration ne s'est toujours pas prononcée sur une réclamation dans un délai de six mois. Il renvoie à cet égard à la discussion générale.

L'article est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 43

*M. Olaerts* demande ce que fait l'administration fiscale lorsqu'une restitution d'impôts ne parvient pas au contribuable (le chèque n'est, pour l'une ou l'autre raison, pas encaissé).

*Le ministre* fait observer que le remboursement est en principe effectué au nom des deux conjoints. Ils doivent donc être d'accord sur la répartition du montant, faute de quoi le chèque ne peut être payé. Le problème des chèques égarés sera réglé dans un prochain projet de loi, ce problème n'étant en effet pas lié aux procédures fiscales.

*M. Olaerts* estime, quant à lui, qu'un lien existe. L'administration fiscale ne peut savoir si un remboursement a été encaissé ou non. Cette situation est-elle normale ?

*Le ministre* fait observer que, selon le droit civil, un tel remboursement est un bien commun aux deux époux. Lorsqu'un numéro de compte est mentionné dans la déclaration fiscale signée par les deux conjoints, aucun problème ne se pose. Si tel n'est pas le cas, le remboursement est effectué à l'aide d'un chèque libellé au nom des deux époux, qui, pour l'encaisser, doivent signer pour réception ou se donner mutuellement procuration. En cas de problème, c'est aux tribunaux et non à l'administration fiscale qu'il appartient, selon le droit civil, de trancher.

*M. Olaerts* déplore que le fisc envoie des mises en garde lorsque l'on paie en retard, mais pas lorsqu'un remboursement risque de s'égarer.

tie-, hypotheek- en griffierechten, successierechten, zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taksen) opgenomen.

In de Nederlandse tekst moet het getal « 378 » vervangen worden door « 377 ».

Mits deze tekstcorrectie wordt artikel 34 aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 35 tot 41

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden met dezelfde stemming aangenomen.

Art. 42

*De minister* geeft aan dat dit artikel betrekking heeft op de schorsing van de nalatigheidsintrest ingeval de administratie na zes maanden nog steeds geen uitspraak heeft gedaan over een bezwaarschrift. Hij verwijst in dit verband naar de algemene bespreking.

Het artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 43

*De heer Olaerts* vraagt wat de belastingadministratie doet wanneer een terugbetaling van belastingen door de belastingplichtige niet wordt ontvangen (de cheque wordt om één of andere reden niet geïnd).

*De minister* geeft aan dat de terugbetaling in beginsel op naam van beide echtgenoten samen gebeurt. Zij moeten het dus onderling eens zijn over de verdeling van het bedrag. Zoniet kan de cheque niet worden uitbetaald. Het probleem van de verloren cheques zal in een later ontwerp worden geregeld. Dat houdt immers geen verband met belastingprocedures.

*De heer Olaerts* meent van wel. De belastingadministratie heeft geen zicht op het feit of een terugbetaling al dan niet wordt geïnd. Is dat wel een normale toestand ?

*De minister* geeft aan dat volgens het burgerlijk recht dergelijke terugbetaling een gemeen goed van beide echtgenoten is. Wanneer in de door beide echtgenoten ondertekende belastingaangifte een rekeningnummer wordt vermeld, is er geen probleem. Wanneer zulks niet het geval is, gebeurt de terugbetaling met een cheque op naam van beide echtgenoten. Om die te innen, moeten beide echtgenoten voor ontvangst tekenen of elkaar hiervoor mandaat geven. Indien dit problemen stelt, moeten die volgens het burgerlijk recht door de rechtbanken worden opgelost en niet door de belastingadministratie.

*De heer Olaerts* betreurt dat de fiscus wel waarschuwt wanneer men te laat betaalt maar niet wanneer een terugbetaling verloren dreigt te gaan.

*Le ministre* fait observer qu'il n'existe pas non plus de réglementation spécifique à cet égard en matière sociale. Chacun des conjoints est censé être parfaitement au courant de la gestion des biens communs et, partant, des dettes communes. L'autre conjoint peut toutefois se pourvoir en justice.

Il paraît difficilement concevable que, chaque fois qu'un remboursement est effectué au nom d'un seul conjoint (et non au nom des deux époux), l'administration fiscale en informe systématiquement l'autre conjoint (qu'il soit ou non séparé de fait).

L'article est adopté par 9 voix et une abstention.

#### Art. 44

*Le ministre* précise qu'il va de soi qu'il n'est pas alloué d'intérêts moratoires lorsque le remboursement résulte de la remise ou de la modération d'une amende ou d'un accroissement d'impôt, accordée à titre de grâce. L'ajout proposé au 5° vise à éviter que les redevables n'effectuent des versements anticipés trop importants à titre d'« investissement », étant donné que le taux des intérêts moratoires est actuellement plus élevé que le taux d'intérêt pratiqué actuellement sur le marché.

L'article 44 est adopté par 9 voix et une abstention.

#### Art. 45 et 46

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés par un vote identique.

#### Art. 47

*Le ministre* précise que le juge répressif pourra désormais statuer sans devoir attendre que le directeur des contributions prenne une décision dans le cadre de la procédure de réclamation administrative. La décision du juge répressif aura donc autorité de chose jugée. On en revient ainsi à l'application de l'adage « le pénal tient le civil en état » comme en droit commun. Les articles 51, 65, 72, 76 et 86 visent à prévoir un système identique dans les autres codes fiscaux.

L'article 47 est adopté par 9 voix et une abstention.

*De minister* geeft aan dat hiervoor in sociale zaken ook geen specifieke regeling bestaat. Ieder van de echtgenoten wordt geacht volledig op de hoogte te zijn van het beheer van de gemeenschappelijke goederen en dus ook van de gemeenschappelijke schuldvorderingen. De andere echtgenoot kan hiertegen wel bij de rechtbank bezwaar indienen.

Het lijkt moeilijk denkbaar dat de belastingadministratie, telkens een terugbetaling aan één echtgenoot alleen (en niet op naam van beide echtgenoten) gebeurt, dit systematisch aan de andere (al dan niet feitelijk gescheiden) echtgenoot ter kennis zou brengen.

Het artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### Art. 44

*De minister* legt uit dat uiteraard geen moratoriumintrest wordt toegekend wanneer de terugbetaling voortvloeit uit de kwijtschelding of de vermindering van een boete of belastingverhoging toegekend als genademaatregel. De onder punt 5° voorgestelde toevoeging is bedoeld om te vermijden dat de belastingplichtigen te veel voorafbetalingen zouden doen als « belegging » omdat de moratoriumintrest thans hoger is dan de marktintrest.

Artikel 44 wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### Art. 45 en 46

Deze artikelen geven geen aanleiding tot bespreking. Zij worden met dezelfde stemming aangenomen.

#### Art. 47

*De minister* geeft aan dat de strafrechter voortaan uitspraak zal doen, zonder eerst de beslissing van de directeur der belastingen in het kader van de administratieve bezwaarprocedure te moeten afwachten. De uitspraak van de strafrechter zal dus gezag van gerechtelijk gewijsde hebben, wat erop neer komt dat ook hier het — eveneens in het gemeen recht toepasselijke — adagium « *le pénal tient le civil en état* » zal gelden. Via de artikelen 51, 65, 72, 76 en 86 wordt dezelfde regeling ingevoerd in de andere fiscale wetboeken.

Artikel 47 wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 48 à 50

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés par un vote identique.

Art. 50bis (nouveau)

M. Daems présente un amendement (n° 128, Doc. n° 1341/22) visant à insérer un article 50bis qui insère à son tour un article 65bis, libellé comme suit, dans le Code de la taxe sur la valeur ajoutée :

« Art. 65bis. — Les dispositions des articles 346 à 350 du Code des impôts sur les revenus 1992, relatives à la rectification de la déclaration s'appliquent *mutatis mutandis* à la taxe sur la valeur ajoutée. ».

L'auteur précise qu'en matière de contributions directes, l'administration, lorsqu'elle estime devoir rectifier les revenus et d'autres éléments mentionnés dans la déclaration, en informe le contribuable par lettre recommandée à la poste. Cette procédure d'envoi d'un avis de rectification n'existe pas en matière de TVA. L'auteur de l'amendement estime qu'il est aussi nécessaire que logique d'instaurer une procédure analogue en matière de TVA.

Le ministre se dit favorable à une harmonisation plus poussée des procédures fiscales à l'avenir. L'application *mutatis mutandis* des dispositions des articles 346 à 350 du Code des impôts sur les revenus 1992 à la taxe sur la valeur ajoutée n'est toutefois pas souhaitable compte tenu des différences qui existent entre ces deux impôts.

L'amendement n° 128 de M. Daems visant à insérer un article 50bis (nouveau) est rejeté par 9 voix contre une.

Art. 51 à 60

Ces articles ne donnent lieu à aucune discussion et sont adoptés par 9 voix et une abstention.

Art. 61

M. Daems présente un amendement (n° 127, Doc. n° 1341/22) visant à abroger l'article 92 du Code de la TVA.

Cet amendement est rejeté par 9 voix contre une.

L'article 61 est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 48 tot 50

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden met dezelfde stemming aangenomen.

Art. 50bis (nieuw)

De heer Daems dient een amendement (n° 128, Stuk n° 1341/22) in dat ertoe strekt (via een nieuw artikel 50bis) in het Wetboek van de belasting op de toegevoegde waarde een artikel 65bis in te voegen, luidende :

« Art. 65bis. — De bepalingen van de artikelen 346 tot en met 350 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de wijziging van de aangifte zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de belasting over de toegevoegde waarde. ».

De indiener geeft aan dat inzake directe belastingen de administratie, wanneer zij meent de inkomsten en andere in de aangifte vermelde gegevens te moeten wijzigen, de belastingplichtige hiervan bij ter post aangetekende brief in kennis stelt. Deze procedure van het versturen van een bericht van wijziging bestaat niet inzake BTW. Het invoeren van een gelijkaardige procedure inzake BTW lijkt hem een evidente noodzaak.

De minister is gewonnen voor een verdere harmonisering van de fiscale procedures in de toekomst. Het *mutatis mutandis* toepassen van de bepalingen van de artikelen 346 tot 350 van het WIB 1992 op de wetgeving inzake BTW is evenwel niet wenselijk, aangezien tussen beide belastingen tal van verschillen bestaan.

Amendement n° 128 van de heer Daems tot invoering van een nieuw artikel 50bis wordt verworpen met 9 tegen één stem.

Art. 51 tot 60

Deze artikelen geven geen aanleiding tot bespreking. Zij worden aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 61

De heer Daems stelt bij amendement (n° 127, Stuk n° 1341/22) voor om artikel 92 van het BTW-wetboek op te heffen.

Dit amendement wordt met 9 tegen één stem verworpen.

Artikel 61 wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

## Art. 62

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté par un vote identique.

## Art. 63

*M. Olaerts* met l'examen de ce dernier article de la section 2 à profit pour en revenir au problème de l'harmonisation des procédures en matière de TVA et d'impôts directs. Il répète que, dans certains cas, les contrôles communs effectués par des fonctionnaires de la TVA et des impôts directs (prévus dans le cadre de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus) poseront problème lorsque certains fonctionnaires voudront à tout prix procéder à des opérations pour lesquelles ils n'ont pas reçu de formation.

Il maintient par ailleurs qu'il est urgent d'harmoniser les procédures et les délais (également en matière de prescription).

*Le ministre* indique qu'il s'agit d'impôts différents ayant chacun leur propre logique et leur propre contexte historique.

L'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus n'a pas été créée dans le but de fusionner la TVA et les impôts directs, mais pour mieux cerner la situation fiscale des contribuables grâce à des échanges d'informations. C'est ainsi qu'il peut ressortir, par exemple, d'une déclaration de l'intéressé à la TVA qu'il est impossible que la déclaration qu'il a faite aux impôts directs soit exacte. Dans le cadre de cette collaboration, les fonctionnaires de la TVA et des impôts directs conservent chacun la logique de l'impôt qui les concerne.

Cette collaboration est amenée à s'intensifier à l'avenir et outre les techniques de contrôle, les procédures devront, elles aussi, être de mieux en mieux coordonnées.

*M. Didden* fait observer que le parlement peut contrôler l'application concrète de la législation par les fonctionnaires.

L'article est adopté par 9 voix et une abstention.

## Art. 64 à 70

Ces articles n'appellent aucune observation et sont adoptés par 9 voix et une abstention.

## Art. 71

*Le ministre* indique que cette nouvelle disposition tend à mettre le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en concordance avec le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la faculté d'initier la procédure devant la

## Art. 62

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt met dezelfde stemming aangenomen.

## Art. 63

*De heer Olaerts* maakt gebruik van de bespreking van dit laatste artikel van afdeling 2 om terug te komen op de problematiek van de harmonisering van de procedures inzake BTW en directe belastingen. Hij herhaalt dat de geplande gemeenschappelijke controles door ambtenaren van BTW en directe belastingen (in het kader van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit) in bepaalde gevallen tot problemen zullen leiden wanneer sommigen *mordicus* zelf verrichtingen willen doen waarvoor zij in feite niet zijn opgeleid.

Hij blijft er ook bij dat de procedures en de termijnen (ook inzake verjaring) dringend moeten worden geharmoniseerd.

*De minister* legt uit dat het om verschillende belastingen gaat die ieder hun eigen logica en historiek hebben.

De oprichting van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit is niet bedoeld om een fusie van BTW en directe belastingen te bewerkstelligen, maar om via de uitwisseling van informatie de fiscale toestand van de belastingplichtigen beter in te schatten. Zo kan bijvoorbeeld uit de BTW-aangifte van de betrokkene blijken dat diens aangifte inzake directe belastingen onmogelijk juist kan zijn. Binnen het kader van deze samenwerking behouden de ambtenaren van BTW en directe belastingen ieder de logica van hun belasting.

In de toekomst zal deze samenwerking intenser worden en zullen naast de controletechnieken ook de procedures meer en meer op elkaar moeten worden afgestemd.

*De heer Didden* geeft aan dat de concrete toepassing van de wetgeving door de ambtenaren door het parlement kan worden gecontroleerd.

Het artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

## Art. 64 tot 70

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

## Art. 71

*De minister* geeft aan dat deze nieuwe bepaling ertoe strekt het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten in overeenstemming te brengen met het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met betrekking tot de mogelijkheid om de procedure bij

Cour de cassation sans une intervention directe d'un avocat près cette Cour.

Cet article est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 72

*Le ministre* précise que l'abrogation de l'article 133*nonies*, § 4, du Code des droits de succession vise à aligner ce droit sur les règles du droit commun. Cette abrogation signifie que le principe général selon lequel « le pénal tient le civil en état » devient également applicable en matière de droits de succession. Une modification analogue a été apportée au Code des impôts sur les revenus 1992 par l'article 47 du projet. Il est également renvoyé aux articles 51, 65, 76 et 86 du projet.

Cet article est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 73 à 75

Ces articles n'appellent aucun commentaire et sont adoptés par le même vote.

Art. 76

*Le ministre* signale que cet article a une portée analogue aux articles 47, 51, 65, 72, 76 et 86 du projet, mais cette fois en matière de droits de timbre.

Cet article est adopté par 9 voix et une abstention.

Art. 77 à 85

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés par le même vote.

Art. 86

*Le ministre* indique que cet article a une portée analogue aux articles 47, 51, 65, 72, 76 et 86 du projet, mais cette fois en ce qui concerne le Code des taxes assimilées au timbre.

Cet article est adopté par 9 voix et une abstention.

het Hof van Cassatie op te starten zonder de directe tussenkomst van een advocaat bij dat Hof.

Dit artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 72

*De minister* preciseert dat de opheffing van artikel 133*nonies*, § 4, van het Wetboek der successierechten ertoe strekt die rechtsregels in overeenstemming te brengen met de regels van het gemeen recht. Die opheffing betekent dat het algemeen rechtsbeginsel volgens hetwelk de uitspraak in de burgerlijke zaak wordt opgeschort zolang geen uitspraak is gevallen in de strafzaak, ook inzake successierechten van toepassing wordt. Een soortgelijke wijziging werd door artikel 47 van het wetsontwerp aan het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 aangebracht. Er zij eveneens verwezen naar de artikelen 51, 65, 76 en 86 van het ontwerp.

Dit artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 73 tot 75

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden aangenomen met dezelve stemuitslag.

Art. 76

*De minister* stipt aan dat dit artikel een soortgelijke strekking heeft als de artikelen 47, 51, 65, 72, 76 en 86 van het wetsontwerp, maar ditmaal inzake zegelrechten.

Dit artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Art. 77 tot 85

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden aangenomen met dezelfde stemuitslag.

Art. 86

*De minister* geeft aan dat dit artikel een soortgelijke strekking heeft als de artikelen 47, 51, 65, 72, 76 en 86 van het wetsontwerp, maar ditmaal met betrekking tot het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde rechten.

Dit artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.



## Art. 87 et 88

Ces articles ne font l'objet d'aucun commentaire et sont adoptés par le même vote.

## Art. 89

*Le ministre* précise que l'article 89 du projet de loi, tel qu'adopté par la Chambre, abroge les articles 215 et 216 de la loi générale sur les douanes et accises, en vertu desquels les recours étaient immédiatement renvoyés devant la cour d'appel sans passer d'abord par le tribunal de première instance, comme le prévoit le présent projet de réforme. Vérification faite, il est apparu qu'il convenait également d'abroger l'article 213, alinéa 3, de la même loi, qui se réfère aussi à la possibilité d'introduire un recours auprès de la cour d'appel. C'est la portée de la présente modification.

Cet article est adopté par 9 voix et une abstention.

## Art. 90 à 95

Ces articles n'appellent aucune observation et sont adoptés par 9 voix et une abstention.

## Art. 96

Il est renvoyé à la discussion de l'article 9 du présent projet.

*M. Daems* demande si dans le texte français de l'alinéa 2, il n'y a pas lieu d'écrire « un délit fiscal sanctionnable pénalement ».

*Le ministre* répond que le « délit fiscal sanctionnable pénalement » est forcément un délit fiscal sanctionnable pénalement.

Cet article est adopté, sans modification, par 9 voix et une abstention.

## Art. 97

*Le ministre* attire l'attention de la commission sur le dernier alinéa de l'article 97 en projet qui prévoit une mesure transitoire en ce qui concerne l'abrogation de l'article 462, CIR 1992, et des articles analogues abrogés dans les autres Codes.

Il est prévu que les dispositions existantes restent d'application chaque fois qu'un juge saisi de l'action publique a, en application de l'une de ces dispositions, décidé de surseoir à statuer sur des préventions.

## Art. 87 en 88

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden aangenomen met dezelfde stemming.

## Art. 89

*De minister* preciseert dat artikel 89 van het wetsontwerp, zoals het door de Kamer werd aangenomen, de artikelen 215 en 216 van de algemene wet inzake douane en accijnzen opheft; op grond van die artikelen werden de beroepen onmiddellijk naar het hof van beroep verwezen, zonder eerst bij de rechtbank van eerste aanleg aanhangig te worden gemaakt, in tegenstelling tot hetgeen dit wetsontwerp tot herziening voorstelt. Na controle bleek het aangewezen ook artikel 213, derde lid, van dezelfde wet op te heffen, aangezien ook die paragraaf verwijst naar de mogelijkheid een beroep in te stellen bij het hof van beroep. Dat is de strekking van deze wijziging.

Dit artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

## Art. 90 tot 95

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

## Art. 96

Er wordt verwezen naar de bespreking van artikel 9 van dit wetsontwerp.

*De heer Daems* vraagt of in de Franse versie van het tweede lid niet « un délit fiscal sanctionnable pénalement » moet staan.

*De minister* antwoordt dat « un délit fiscal sanctionné pénalement » noodzakelijkerwijze « un délit fiscal sanctionnable pénalement » is.

Dit artikel wordt ongewijzigd aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

## Art. 97

*De minister* vestigt de aandacht van de commissie op het laatste lid van het ontworpen artikel 97, dat in een overgangsmaatregel voorziet met betrekking tot de opheffing van artikel 462, WIB 1992 en van de soortgelijke artikelen die in de andere Wetboeken worden opgeheven.

Er is in voorzien dat de bestaande bepalingen van toepassing blijven voor alle gevallen waarin een rechter bij wie de strafvordering aanhangig is gemaakt, met toepassing van een van die bepalingen besloten heeft de uitspraak over een of meerdere tenlasteleggingen uit te stellen.

*M. Olaerts* constate qu'un certain nombre de dispositions entrèrent en vigueur avec effet rétroactif. Certaines de ces mesures n'auront-elles pas un impact négatif pour le redevable ? Si c'est le cas, toute rétroactivité doit être évitée.

*Le ministre* indique que l'article 95 du projet de loi produit ses effets le 2 juillet 1997 afin d'assurer la sécurité juridique des actes posés par les fonctionnaires de l'AFER.

Les articles 11, 13, 20 à 32, 42 à 44 et 49 (impôts sur les revenus et taxes assimilées aux impôts sur les revenus) produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1999.

Le ministre souligne que les juges fiscaux seront nommés pour la fin du mois de mars, au plus tard au début du mois d'avril de cette année, suite au concours qui a eu lieu.

Si l'on avait reporté l'entrée en vigueur de ces dispositions à l'exercice d'imposition 2000, cela aurait entraîné un retard de quelque 24 mois pour la mise en œuvre de la nouvelle procédure de contentieux. Or, cette réforme devrait permettre d'améliorer sensiblement la situation, tant pour le contribuable que pour l'État.

Faire entrer en vigueur la nouvelle procédure à la date de publication de la loi au *Moniteur belge* aurait entraîné des complications bien inutiles, dues au fait que l'ancienne et la nouvelle procédure chevaucheraient sur un même exercice d'imposition.

*M. Olaerts* souhaite savoir si les réclamations portant sur des litiges relatifs aux exercices d'imposition 1998 et antérieurs restent soumises à l'ancienne procédure.

Comment le gouvernement a-t-il l'intention de résorber l'arriéré important de recours toujours pendants devant l'administration au moment de l'entrée en vigueur des présentes dispositions ? Lors de l'examen des deux projets de loi au Sénat, il a été suggéré de considérer comme accueillies les réclamations pour lesquelles l'administration n'aurait pas encore statué le 31 décembre 2000 (Doc. Sénat n° 1-966/11, p. 208). Qu'en est-il exactement ?

*Le ministre* répond que ces questions sont réglées par l'article 11 du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en matière fiscale (Doc. n° 1342/21).

Les réclamations, demandes de dégrèvements d'office et recours en appel et en cassation introduits avant le 1<sup>er</sup> mars 1999 restent *in se* soumis à l'ancienne procédure. Les procédures pendantes devant les cours, y compris les voies de recours qui peuvent être introduites contre leurs décisions, seront donc poursuivies et clôturées conformément aux règles de l'ancienne procédure.

*De heer Olaerts* stelt vast dat een aantal bepalingen met terugwerkende kracht in werking zullen treden. Zullen sommige van die bepalingen geen negatieve gevolgen hebben voor de belastingplichtige ? Als dat het geval is, moet elke retroactiviteit worden voorkomen.

*De minister* geeft aan dat artikel 95 van het wetsontwerp uitwerking heeft op 2 juli 1997, teneinde de rechtszekerheid met betrekking tot de handelingen van de ambtenaren van de AOIF veilig te stellen.

De artikelen 11, 13, 20 tot 32, 42 tot 44 en 49 (inkomstenbelastingen en met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen) hebben uitwerking vanaf het aanslagjaar 1999.

De minister onderstreept dat de fiscale rechters tegen eind maart, uiterlijk begin april, van dit jaar zullen worden benoemd, als gevolg van het examen dat heeft plaatsgehad.

Als men de inwerkingtreding van die bepalingen tot het aanslagjaar 2000 had uitgesteld, had dat voor de tenuitvoerlegging van de nieuwe geschillenprocedure een achterstand van zowat 24 maanden tot gevolg gehad. Met die hervorming zou het daarentegen mogelijk moeten worden de toestand zowel voor de belastingplichtige als voor de Staat aanzienlijk te verbeteren.

De nieuwe procedure in werking doen treden op de datum waarop de wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, zou volstrekt nodeloze verwickelingen hebben opgeleverd, met name doordat de oude en de nieuwe procedure elk op een deel van hetzelfde aanslagjaar van toepassing zouden zijn.

*De heer Olaerts* had graag geweten of de bezwaarschriften met betrekking tot het aanslagjaar 1998 en de vorige jaren nog steeds volgens de oude procedure zullen worden behandeld.

Hoe is de regering van plan de aanzienlijke achterstand weg te werken inzake de vorderingen die op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze bepalingen nog steeds bij de administratie in behandeling zijn ? Tijdens de bespreking van beide wetsontwerpen in de Senaat werd geopperd om die bezwaarschriften als ingewilligd te beschouwen, zo de belastingdiensten er op 31 december 2000 nog geen uitspraak over zouden hebben gedaan (Stuk Senaat n° 1-966/11, blz. 208). Wat is daar precies van aan ?

*De minister* antwoordt dat artikel 11 van het wetsontwerp betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken (Stuk n° 1342/21) voor die knelpunten een oplossing aanreikt.

Zo de bezwaarschriften, de verzoeken tot belastingonthefving van ambtswege, alsook de hogere beroepen en de cassatieberoepen, vóór 1 maart 1999 werden ingediend, blijven ze *in se* aan de oude procedure onderworpen. De nog niet afgehandelde procedures voor de hoven, met inbegrip van de mogelijke verhaalmiddelen tegen de door die hoven uitgebrachte vonnissen, moeten dus worden voortgezet en afgerond overeenkomstig de voorschriften van de oude procedure.

Si la décision du directeur est antérieure au 1<sup>er</sup> mars 1999, l'ancienne procédure est d'application et le contribuable doit introduire un recours en appel. Toutefois, lorsque le délai d'appel de 40 jours visé à l'article 379, CIR 1992, n'est pas encore expiré à la date du 1<sup>er</sup> mars 1999, le recours devant le tribunal de première instance pourra être introduit dans un délai de trois mois à partir de la notification de la décision du directeur.

Si la décision du directeur est rendue après le 1<sup>er</sup> mars 1999, la nouvelle procédure sera applicable et le contribuable devra porter le litige devant le tribunal de première instance dans un délai de trois mois à partir de la notification de la décision relative au recours administratif, puis éventuellement devant la cour d'appel.

Enfin, la possibilité d'introduire une action devant le tribunal de première instance au plus tôt six ou neuf mois (en cas d'imposition d'office) après la date de réception du recours administratif au cas où ce recours n'aurait pas fait l'objet d'une décision, ne sera ouverte aux litiges afférents à l'exercice d'imposition 1998 ou à un exercice d'imposition antérieur, en ce qui concerne les impôts sur les revenus et les taxes assimilées aux impôts sur les revenus, que si aucune décision n'a été rendue au 31 mars 2001. Dans les autres cas, l'ancienne procédure s'applique, et ce, afin d'éviter un encombrement immédiat des tribunaux de première instance.

À cet égard, le ministre souligne que l'administration appliquera un plan de résorption visant à accélérer le traitement du contentieux encore pendant.

Cet article est adopté par 9 voix et une abstention.

#### Art. 98

*Le ministre* précise que la présente disposition a une portée interprétative et qu'elle consacre l'interprétation donnée par l'arrêt n° 67/98 rendu par la Cour d'arbitrage le 10 juin 1998 (arrêt « R. Walgraffe ») selon laquelle le directeur de contributions ou le fonctionnaire délégué par lui statue sur les réclamations en tant qu'*autorité administrative*.

Cet article est adopté par 9 voix et une abstention.

#### Art. 99

*Le ministre* indique que cette disposition habilite le Roi à mettre la législation fiscale fédérale en concordance avec les modifications apportées par la res-

Zo de beslissing van de directeur van vóór 1 maart 1999 dateert, is de oude procedure van toepassing en moet de belastingschuldige hoger beroep aantekenen. Zo echter de bij artikel 379 van het WIB 1992 bedoelde termijn van hoger beroep op 1 maart 1999 nog niet verstreken is, kan het beroep voor de rechtbank van eerste aanleg worden ingesteld binnen een termijn van drie maanden vanaf de kennisgeving van de beslissing van de directeur.

Zo de beslissing van de directeur na 1 maart 1999 valt, zal de nieuwe procedure van toepassing zijn en zal de belastingschuldige de betwisting bij de rechtbank van eerste aanleg moeten aanbrengen binnen een termijn van drie maanden vanaf de betekening van de beslissing met betrekking tot het administratief beroep; vervolgens kan hij zich eventueel tot het hof van beroep wenden.

Tot slot is er nog de mogelijkheid om een vordering in te stellen voor een rechtbank van eerste aanleg ten vroegste zes of, in geval van een aanslag van ambtswege, negen maanden na de datum van ontvangst van het administratief beroep waarover een beslissing is uitgebleven. Die mogelijkheid geldt weliswaar voor de betwistingen in verband met het aanslagjaar 1998 of in verband met een vroeger aanslagjaar, wat de inkomstenbelastingen en de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen betreft, maar zal slechts worden toegepast indien op 31 maart 2001 geen beslissing terzake is gevallen. In de andere gevallen is de oude procedure van toepassing, teneinde een plotse werkoverlast bij de rechtbanken van eerste aanleg te voorkomen.

In dat verband onderstreept de minister dat de administratie een plan zal toepassen dat ertoe strekt de achterstand weg te werken door de behandeling van de nog hangende geschillen te versnellen.

Dit artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### Art. 98

*De minister* preciseert dat deze bepaling een interpretatieve strekking heeft en gevolg geeft aan het door het Arbitragehof gevelde arrest n° 67/98 van 10 juni 1998 (arrest « R. Walgraffe »). De in dat arrest door het hof gegeven lezing komt erop neer dat de directeur van de belastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar beslist over de bezwaarschriften in zijn hoedanigheid van *administratieve overheid*.

Dit artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### Art. 99

*De minister* stipt aan dat de Koning op grond van die bepaling zou worden gemachtigd om de federale fiscale wetgeving in overeenstemming te brengen

tructuration des administrations fiscales, actuellement en phase de finalisation.

Cet article est adopté par 9 voix et une abstention.

\*  
\* \*

L'ensemble du projet de loi est adopté, sans modification, par 9 voix et une abstention.

### B. **Projet de loi n° 1342/21**

#### Article 1<sup>er</sup>

Cet article ne donne lieu à aucun commentaire et est adopté à l'unanimité.

#### Art. 2

Cet article n'appelle aucune observation et est adopté par 9 voix et une abstention.

#### Art. 3

*Le ministre* indique que cet article a été amendé par le Sénat afin de mettre la disposition en projet en concordance avec le texte de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats.

Cet article est adopté par 9 voix et une abstention.

#### Art. 4 à 6

Ces articles n'appellent aucune observation et sont adoptés par 9 voix et une abstention.

#### Art. 7

*L'amendement (n° 47, Doc. n° 1342/22) de M. Leterme et consorts* vise à habiliter le Roi à désigner des juges de complément de manière à optimiser l'accessibilité et l'accès aux chambres fiscales instituées par le présent projet de loi.

*Le ministre* marque son accord.

L'amendement n° 47 de M. Leterme et consorts est adopté à l'unanimité.

met wijzigingen als gevolg van de herstructurering van de belastingdiensten, waaraan momenteel de laatste hand wordt gelegd.

Dit artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

\*  
\* \*

Het gehele ontwerp wordt ongewijzigd goedgekeurd met 9 stemmen en één onthouding.

### B. **Wetsontwerp n° 1342/21**

#### Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 2

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### Art. 3

*De minister* stipt aan dat de Senaat dit ontworpen artikel heeft geamendeerd, teneinde het in overeenstemming te brengen met de tekst van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem voor magistraten.

Dit artikel wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### Art. 4 tot 6

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### Art. 7

*Amendement n° 47 (Stuk n° 1342/22) van de heer Leterme c.s.* strekt ertoe de Koning te machtigen toegevoegde rechters te benoemen, teneinde de bereikbaarheid van en de toegang tot de door dit wetsontwerp ingestelde fiscale kamers te optimaliseren.

*De minister* is het daarmee eens.

Amendement n° 47 van de heer Leterme c.s. wordt eenparig aangenomen.

L'article 7, tel qu'amendé, est adopté par 9 voix et une abstention.

#### Art. 8

Cet article ne donne lieu à aucun commentaire et est adopté par le même vote.

#### Art. 9

*L'amendement (n° 46, Doc. n° 1342/22) de M. Daems tend à permettre au contribuable de choisir dès le départ entre la procédure administrative et la procédure judiciaire.*

*Le ministre considère que le recours administratif constitue un préalable indispensable. Cette première étape ne risque pas de freiner inutilement la procédure de contentieux, dans la mesure où six mois après la date de réception de la réclamation (ou neuf mois en cas d'imposition d'office) par l'administration, le contribuable pourra, si aucune décision n'a encore été rendue, et sans aucune mise en demeure préalable, introduire à tout moment un recours auprès du tribunal de première instance (permis de citer), ce qui constitue une amélioration notable par rapport à la procédure actuellement en vigueur. Ce délai de six mois est, selon le ministre, un délai tout à fait raisonnable dans bon nombre de cas. Le contribuable peut toutefois décider de continuer à attendre la décision du fonctionnaire compétent s'il estime pouvoir obtenir satisfaction au niveau administratif.*

*En réponse à une demande de précision de M. Olaerts, le ministre confirme que la procédure de mise en demeure de l'administration (par le contribuable) en cas de non-décision et les délais de respectivement dix-huit et six mois y relatifs, qui étaient initialement prévus par l'article 1385undecies (nouveau), tel qu'inséré dans le Code judiciaire par l'article 8 du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en matière fiscale, dans sa version adoptée par la Chambre (Doc. n°s 1342/17 et 20), sont supprimés.*

*En outre, le ministre fait remarquer qu'afin de tenir compte de l'arrêt Walgraffe, l'article 98 du projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale (Doc. n° 1341/21) dispose que le directeur des contributions statue sur les réclamations en tant qu'autorité administrative, alors que, dans la procédure actuelle, le contribuable se trouvait face à une décision à caractère juridictionnel pour laquelle la notion de délai raisonnable ne s'appliquait pas.*

*La nouvelle procédure de contentieux repose sur le principe de bonne administration. Le délai de six mois susvisé est considéré en principe comme le délai raisonnable dans lequel l'administration doit notifier sa décision, étant entendu que ce délai peut différer*

Het aldus geamendeerde artikel 7 wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### Art. 8

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met dezelfde stemuitslag.

#### Art. 9

*Amendement n° 46 (Stuk n° 1342/22) van de heer Daems strekt ertoe de belastingplichtige de mogelijkheid te bieden van bij aanvang te kiezen tussen de administratieve en de gerechtelijke procedure.*

*De minister acht het voorafgaand administratief beroep absoluut noodzakelijk. Die eerste etappe zal de geschilprocedure niet onnodig vertragen omdat de belastingplichtige zonder voorafgaande ingebrekestelling op elk ogenblik beroep kan instellen bij de rechtbank van eerste aanleg (recht om te dagvaarden) indien geen beslissing is genomen zes maanden na de datum waarop de administratie het bezwaarschrift (of negen maanden in geval van aanslag van ambtswege) heeft ontvangen, wat een aanzienlijke verbetering is ten opzichte van de thans geldende procedure. Volgens de minister is die termijn van zes maanden in veel gevallen heel redelijk. Indien de belastingplichtige meent dat hij op het niveau van de administratie voldoening kan krijgen, kan hij er echter voor kiezen te blijven wachten op de beslissing van de bevoegde ambtenaar.*

*Als antwoord op een vraag om verduidelijking van de heer Olaerts bevestigt de minister de weglating van de procedure van ingebrekestelling van de administratie (door de belastingschuldige) ingeval geen beslissing werd genomen en van de desbetreffende termijnen van respectievelijk achttien en zes maanden die aanvankelijk waren vastgesteld in artikel 1385undecies (nieuw) zoals het in het Gerechtelijke Wetboek werd ingevoegd door artikel 8 van de door de Kamer aangenomen versie van het wetsontwerp betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken (Stukken n°s 1342/17 en 20).*

*Voorts merkt de minister op dat, om rekening te houden met het arrest-Walgraffe, artikel 98 van het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/21) bepaalt dat « De directeur van de belastingen (...) beslist over de bezwaarschriften in zijn hoedanigheid van administratieve overheid », terwijl in de huidige procedure de belastingplichtige te maken heeft met een beslissing van rechterlijke aard waarvoor het begrip redelijke termijn niet van toepassing is.*

*De nieuwe geschilprocedure berust op het beginsel van behoorlijk bestuur. De voormelde termijn van zes maanden wordt in principe beschouwd als de redelijke termijn waarbinnen de administratie haar beslissing ter kennis moet brengen, rekening hou-*

dans certains cas en fonction de l'importance et de la nature du litige.

*M. Olaerts* concède qu'il s'agit d'une amélioration pour le contribuable. Toutefois, il fait observer que le projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale (Doc. n° 1341/21) n'impose aucun délai à l'administration pour rendre sa décision si bien que le contribuable qui choisit d'attendre la décision de l'administration (par exemple, pour éviter les frais liés à une procédure de recours devant les tribunaux) peut faire l'objet de mesures arbitraires de retardement dans le traitement de son dossier. Afin d'assurer une meilleure sécurité juridique du contribuable, le ministre ne devrait-il dès lors pas établir, par voie de circulaire, une liste des matières pour lesquelles le délai de six mois est en principe d'application ?

*Le ministre* reconnaît que le délai raisonnable de six mois que s'est fixé l'administration est évidemment un délai ambitieux par rapport à la situation actuelle. Cette décision repose sur plusieurs éléments :

— comme indiqué au cours de la discussion générale, la restructuration des administrations fiscales suppose une modification profonde des méthodes de gestion, basées sur une approche nettement plus volontariste des dossiers et une responsabilisation accrue des fonctionnaires regroupés au sein de la nouvelle Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus;

— il serait par ailleurs néfaste de réduire d'emblée l'ambition du projet de réforme en sélectionnant un certain nombre de recours susceptibles d'être traités dans les six mois; cette attitude porterait d'ailleurs atteinte à l'égalité des citoyens belges devant la loi.

Le ministre n'a pas voulu opter pour le système néerlandais (rejet de la réclamation en cas de non-décision) parce que ce système aurait pu pousser l'administration à trancher le moins de dossiers possible, augmentant ainsi automatiquement le nombre de rejets.

Au contraire, la procédure qui sera bientôt en vigueur dans notre pays offrira les moyens de mesurer la performance des différents services de contentieux. L'administration aura donc tout intérêt à se prononcer rapidement sur un nombre important de dossiers. Elle pourra ainsi éviter un surcroît de travail au niveau du contentieux judiciaire au cours duquel elle sera tenue de suivre ses dossiers.

*M. Olaerts* demande si des moyens financiers et humains supplémentaires seront accordés aux nouvelles cellules de contentieux mises en place au sein de l'AFER afin de traiter correctement les nouveaux dossiers tout en étant en mesure de résorber l'arriéré des recours encore pendants devant l'administration.

dend met het feit dat de duur van die termijn in sommige gevallen kan schommelen naar gelang van het belang of de aard van het geschil.

*De heer Olaerts* geeft toe dat het gaat om een verbetering voor de belastingplichtige, maar hij wijst erop dat het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/21) aan de administratie geen termijn oplegt om een beslissing te nemen, zodat de belastingplichtige die ervoor gekozen heeft te wachten op die beslissing (bijvoorbeeld om de kosten te vermijden die gepaard gaan met een beroepsprocedure bij de rechtbanken) het slachtoffer kan zijn van willekeurige maatregelen om de behandeling van zijn dossier te vertragen. Zou de minister, met het oog op een grotere rechtszekerheid voor de belastingbetaler, derhalve niet bij wege van een omzendbrief een lijst moeten vaststellen van de aangelegenheden waarvoor de termijn van zes maanden in principe van toepassing is ?

*De minister* beaamt dat de door de administratie vastgestelde redelijke termijn van zes maanden uiteraard een ambitieuze termijn is in vergelijking met de huidige situatie. Aan die beslissing liggen verschillende overwegingen ten grondslag :

— zoals aangegeven tijdens de algemene bespreking onderstelt de herstructurering van de fiscale administraties een grondige wijziging van de beheersmethodes, die moeten berusten op een duidelijk meer voluntaristische aanpak van de dossiers en een grotere responsabilisering van de ambtenaren die zijn samengebracht in de nieuwe Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit;

— anderzijds zou het een heel kwalijke zaak zijn om van meetaf het opzet van het hervormingsplan te beperken door een keuze te maken van een aantal beroepen die binnen een tijdsperiode van zes maanden kunnen worden behandeld; die handelwijze zou trouwens afbreuk doen aan het beginsel van de gelijkheid van de Belgen voor de wet.

De minister heeft niet willen kiezen voor de Nederlandse regeling (verwerping van het bezwaar bij ontstentenis van een beslissing) omdat die de administratie ertoe zou kunnen aanzetten om over zo weinig mogelijk dossiers een beslissing te nemen, waardoor automatisch het aantal verwerpingen zou stijgen.

De procedure waarvan binnenkort in ons land gebruik zal worden gemaakt, zal daarentegen de mogelijkheid bieden om de prestaties van de verschillende diensten te meten. De administratie zal er dus alle belang bij hebben zich zo spoedig mogelijk uit te spreken over een groot aantal dossiers. Zodoende zal ze een overmaat aan werk kunnen voorkomen op het vlak van de rechtsgeschillen tijdens de beslechting waarvan zij de dossiers zal moeten opvolgen.

*De heer Olaerts* vraagt of de geschillendiensten die binnen de AOIF worden opgericht bijkomende financiële en personele middelen zullen krijgen zodat ze de dossiers op afdoende wijze kunnen behandelen en tegelijkertijd de achterstand van de bij de administratie hangende beroepen kunnen wegwerken.

*Le ministre* répète que l'administration a été chargée de concevoir un plan de résorption précis du contentieux existant. En outre, le nombre de membres de personnel de niveau 1 sera augmenté afin de faire face aux nouvelles exigences en matière de contentieux, tant au sein des centres de contrôle de l'AFER que de l'inspection spéciale des impôts.

Ces mesures devraient permettre d'accélérer la procédure administrative au bénéfice du contribuable mais aussi de l'État, les impôts étant recouverts plus rapidement.

L'amendement n° 46 de M. Daems est rejeté par 9 voix contre 1.

L'article 9 est adopté par 9 voix et une abstention.

#### Art. 10

Cet article ne donne lieu à aucun commentaire et est adopté par 9 voix et une abstention.

#### Art. 11

Il est renvoyé à la discussion de l'article 9.

Vu l'avancement des travaux, *M. Olaerts* doute que la date d'entrée en vigueur du 1<sup>er</sup> mars 1999 puisse être maintenue.

L'article 11 est adopté par 9 voix et une abstention.

\*  
\* \*

L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, est adopté par 9 voix et une abstention.

#### **C. Proposition de loi n° 1263/1 de MM. Schoeters et Suykens**

Cette proposition de loi a fait l'objet d'un examen par votre commission au cours de ses réunions des 20 janvier, 8 juillet et 20 décembre 1998.

Elle prévoit l'obligation pour la Commission bancaire et financière et l'Office de contrôle des assurances de dénoncer aux autorités judiciaires les infractions constatées aux lois pénales lors de l'exercice de leurs missions de contrôle. Si l'infraction constitue un délit fiscal, ils le signalent également à l'administration fiscale compétente.

Lorsque la Commission bancaire et financière et l'Office de contrôle des assurances constatent le recours à un mécanisme dont ils doutent qu'il soit conciliable avec la législation fiscale, ils transmettent la description du mécanisme à l'administration

*De minister* herinnert eraan dat de administratie werd belast met het opstellen van een nauwkeurig plan om de onbeslechte geschillen weg te werken. Bovendien zal het aantal personeelsleden van niveau 1 worden verhoogd teneinde het hoofd te bieden aan de nieuwe vereisten inzake geschillen, in de controlecentra van zowel de AOIF als de bijzondere belastinginspectie.

Die maatregelen zouden de mogelijkheid moeten bieden om de administratieve procedure te versnellen ten behoeve van zowel de belastingplichtige als de Staat, aangezien de belastingen vlugger worden geïnd.

Amendement n° 46 van de heer Daems wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1.

Artikel 9 wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### Art. 10

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### Art. 11

Zie de bespreking van artikel 9.

Gelet op het tempo waarin de werkzaamheden opschieten, betwijfelt *de heer Olaerts* of de datum van inwerkingtreding, die momenteel vastligt op 1 maart 1999, wel kan worden gehandhaafd.

Artikel 11 wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

\*  
\* \*

Het gehele, aldus geamendeerde ontwerp wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

#### **C. Wetsvoorstel n° 1263/1 van de heren Schoeters en Suykens**

Uw commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 20 januari, 8 juli en 20 december 1998.

Het strekt ertoe de Commissie voor het Bank- en Financieezen, alsook de Controledienst voor de verzekeringen, te verplichten aangifte te doen aan het gerecht van de overtredingen van de strafwetten die zij tijdens hun controleopdrachten hebben vastgesteld. Zo de overtreding een fiscaal misdrijf is, brengen zij die eveneens ter kennis van de bevoegde fiscale administratie.

Wanneer de CBF en de CDV stuiten op een mechanisme waarvan zij betwijfelen of het wel strookt met de fiscale wetgeving, bezorgen zij de bevoegde fiscale administratie een beschrijving van dat mechanisme, met weglating van de elementen op grond waarvan

fiscale compétente, en omettant les éléments permettant l'identification de l'établissement concerné. Si l'administration fiscale estime que le mécanisme décrit constitue un délit fiscal, elle peut exiger que la Commission bancaire et financière et l'Office de contrôle des assurances lui communiquent toutes les informations relatives à ce mécanisme.

Par ailleurs, votre commission a pu prendre connaissance le 24 juin 1998 d'une note de la Commission bancaire et financière concernant les présentes dispositions, adressée le 13 février 1998 au ministre des Finances et transmise, accompagnée d'une lettre, au président de votre commission par M. J.-L. Duplat, président de la Commission bancaire et financière, en date du 17 juin 1998.

*Un amendement (n° 58, Doc. n° 1341/9) de portée analogue à celle de la proposition de loi fut déposé par MM. Schoeters et Suykens, visant à insérer un nouvel article 7quinquies dans le projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale (Doc. n° 1341/1), dans le but de modifier l'article 327, § 5, CIR 1992. Cet amendement fut adopté en séance plénière de la Chambre des représentants le 28 avril 1998.*

Une copie de la lettre adressée le 22 juin 1998 par la Commission européenne au représentant permanent de la Belgique auprès de l'Union européenne relative à la compatibilité de l'amendement n° 58 susvisé de MM. Schoeters et Suykens avec la première directive bancaire, a également été communiquée à votre commission en date du 9 juillet 1998 (cf. Annexe I du rapport de MM. Coene et Santkin, Doc. Sénat n° 1-966/11, pp. 241-243).

Lors de l'examen du projet de loi au Sénat, il a été décidé d'abroger l'article 327, § 5, CIR 1992 susmentionné (Doc. Sénat n° 1-966/11, pp. 143 et suivantes) et de modifier corrélativement l'article 38bis de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, de manière à obliger la Commission bancaire et financière à dénoncer aux autorités judiciaires les délits fiscaux dont elle a connaissance (voir également la discussion de l'article 9 du projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale, Doc. n° 1341/21, point III, A, du présent rapport).

Suite aux modifications apportées par le Sénat et aux lacunes constatées en la matière, il a été décidé par votre commission de joindre la proposition de loi n° 1263/1 à l'examen des deux projets de loi n° 1341/21 et 1342/21, transmis par le Sénat.

#### Article 1<sup>er</sup>

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

de betrokken instelling kan worden geïdentificeerd. Indien het aldus beschreven mechanisme in de ogen van de fiscale administratie een fiscaal misdrijf uitmaakt, kan zij van de CBF en de CDV alle informatie over dat mechanisme vorderen.

Voorts heeft uw commissie op 24 juni 1998 kennis kunnen nemen van een nota van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen met betrekking tot deze bepalingen. De voorzitter van de CBF, de heer J.-L. Duplat, had die nota op 13 februari 1998 tot de minister van Financiën gericht en ze vervolgens, op 17 juni 1998, met een begeleidende brief aan de voorzitter van uw commissie bezorgd.

*De heren Schoeters en Suykens hebben amendement n° 58 (Stuk n° 1341/9) ingediend, dat nagenoeg dezelfde strekking had als het wetsvoorstel. Daarmee beoogden zij de invoeging van een nieuw artikel 7quinquies in het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/1), teneinde artikel 327, § 5 van het WIB 1992 te wijzigen. Dat amendement werd op 28 april 1998 tijdens de voltallige vergadering van de Kamer van volksvertegenwoordigers goedgekeurd.*

Op 9 juli 1998 werd uw commissie eveneens in het bezit gesteld van een kopie van de brief die de Europese Commissie op 22 juni 1998 tot de permanente vertegenwoordiger van België bij de Europese Unie heeft gericht en waarin het vraagstuk van de verenigbaarheid van voornoemd amendement n° 58 van de heren Schoeters en Suykens met de eerste bankrichtlijn werd behandeld (zie bijlage I bij het verslag van de heren Coene en Santkin, Stuk Senaat, n° 1-966/11, blz. 241 tot 243).

Bij de bespreking van het wetsontwerp in de Senaat werd besloten het hierboven genoemde artikel 327, § 5, van het WIB 1992 op te heffen (Stuk Senaat, n° 1-966/11, blz. 143 en volgende) en in aansluiting daarbij artikel 38bis van koninklijk besluit n° 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten te wijzigen, teneinde de CBF ertoe te verplichten de fiscale misdrijven waarvan ze kennis heeft bij de gerechtelijke overheden aan te geven (zie ook de bespreking van artikel 9 van het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen, Stuk n° 1341/21, punt III, A, van dit verslag).

Ingevolge de door de Senaat aangebrachte wijzigingen en de terzake vastgestelde leemten, besliste uw commissie wetsvoorstel n° 1263/1 aan de bespreking van beide door de Senaat overgezonden wetsontwerpen n° 1341/21 en n° 1342/21 toe te voegen.

#### Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.



## Art. 2 à 6

*Le ministre* renvoie à la discussion de l'article 9 du projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale (Doc. n° 1341/21) (cf. Point III, A, *supra*).

L'amendement (n° 1, Doc. n° 1263/2) du *gouvernement* tend à remplacer les articles 2 à 6 proposés par trois nouvelles dispositions :

— l'article 2 impose aux officiers du ministère public près les cours et tribunaux de communiquer au ministre des Finances toute information relative à des mécanismes dont l'examen fait apparaître des indices de fraude en matière d'impôts directs et indirects, et ce, après avoir obtenu l'autorisation expresse du procureur général ou de l'auditeur général;

— l'article 3 abroge l'article 327, § 4, CIR 1992, qui limitait aux impôts sur les revenus la dénonciation à l'administration des Finances par les parquets des affaires pénales dont l'examen faisait apparaître des indices sérieux de fraude;

— l'article 4 insère dans la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, une disposition analogue à celle insérée par l'article 96 du projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale (Doc. n° 1341/21), en ce qui concerne la Commission bancaire et financière, obligeant l'Office de contrôle des assurances à dénoncer aux autorités judiciaires les mécanismes particuliers qui ont pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale, lorsqu'il a connaissance du fait que ces mécanismes particuliers constituent, dans le chef des établissements ou entreprises qu'il contrôle, un délit fiscal sanctionné pénalement.

Comme convenu avec le ministre au cours de l'examen de l'article 9 du projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale (Doc. n° 1341/21), *M. Schoeters* introduit un amendement n° 2 (*sous-amendement à l'amendement n° 1 du gouvernement*) (Doc. n° 1263/2) visant à apporter les modifications suivantes à l'article 2 proposé :

A) insérer le mot « immédiatement » entre le mot « informeront » et les mots « le ministre »;

B) supprimer les mots « après avoir obtenu l'autorisation expresse du procureur général ou de l'auditeur général ».

*Le ministre* marque son accord. Il est en effet important que le ministre des Finances soit informé par les parquets dès qu'ils ont connaissance d'une information relative à un mécanisme susceptible de constituer un délit fiscal, de manière à ce que l'administration puisse prendre toutes les mesures nécessaires.

## Art. 2 tot 6

*De minister* verwijst naar de bespreking van artikel 9 van het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/21) (zie hierboven punt III, A).

*Amendement n° 1* (Stuk n° 1263/2) van *de regering* strekt ertoe de voorgestelde artikelen 2 tot 6 te vervangen door drie nieuwe bepalingen :

— artikel 2 legt de ambtenaren van het openbaar ministerie bij de hoven en rechtbanken de verplichting op om, nadat ze daartoe van de procureur-generaal of de auditeur-generaal uitdrukkelijk verlov hebben gekregen, aan de minister van Financiën alle informatie over te zenden die betrekking heeft op mechanismen waarvan het onderzoek indiciën van ontduiking inzake directe of indirecte belastingen aan het licht brengt;

— artikel 3 heft artikel 327, § 4, van het WIB 1992 op, volgens hetwelk de parketten alleen inzake inkomstenbelastingen bij de administratie van Financiën aangifte moesten doen van de strafzaken waarvan het onderzoek ernstige indiciën van ontduiking aan het licht bracht;

— artikel 4 voegt in de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen een soortgelijke bepaling in als die welke door artikel 96 van het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/21) met betrekking tot de Commissie voor het Bank- en Financieuzen werd ingevoegd. De nieuwe bepaling verplicht de Controledienst voor de verzekeringen bij het gerecht aangifte te doen van de bijzondere mechanismen die tot doel of tot gevolg hebben de fiscale fraude te bevorderen, als ze weet heeft van het feit dat die bijzondere mechanismen in hoofde van de instellingen of ondernemingen die ze controleert, een strafrechtelijk te vervolgen fiscaal misdrijf uitmaken.

Zoals bij de bespreking van artikel 9 van het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/21) met de minister werd overeengekomen, dient *de heer Schoeters amendement n° 2 (subamendement op amendement n° 1 van de regering* (Stuk n° 1263/2)) in, dat ertoe strekt aan het voorgestelde artikel 2 de volgende wijzigingen aan te brengen :

A) de invoeging van het woord « *onmiddellijk* » tussen het woord « zullen » en de woorden « de minister »;

B) de weglating van de woorden « nadat ze van de procureur-generaal of de auditeur-generaal uitdrukkelijk verlov daartoe hebben gekregen ».

*De minister* verklaart dat hij akkoord gaat. Het is immers belangrijk dat de minister van Financiën door de parketten wordt ingelicht zodra deze beschikken over informatie met betrekking tot een mechanisme dat een fiscaal misdrijf zou kunnen uitmaken, zodat de administratie alle noodzakelijke maatregelen kan nemen.

Quant à la seconde modification, le ministre estime qu'elle s'inscrit parfaitement dans le cadre des réformes initiées par l'accord octopode en matière de justice, qui doivent conduire à une plus grande décentralisation dans l'organisation des parquets.

*M. Meureau* revient sur les dispositions visées à l'article 38bis de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, tel que modifiées par l'article 96 du projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale (Doc. n° 1341/21). Selon lui, il n'appartient pas à la Commission bancaire et financière (ni d'ailleurs à l'Office de contrôle des assurances) d'apprécier si le mécanisme dont elle a connaissance peut être sanctionné pénalement. En lui seul, le fait qu'il favorise la fraude fiscale est suffisant pour qu'il y ait dénonciation. Il appartiendra au parquet, maître des poursuites, d'apprécier s'il y a lieu ou non à mener une information judiciaire qui, le cas échéant, débouchera sur une inculpation et une sanction pénale.

Reconnaître à la Commission bancaire et financière ou à l'Office de contrôle des assurances le pouvoir d'apprécier si un mécanisme est constitutif ou non d'un délit sanctionné pénalement aboutit à préjuger de la conviction et de la qualification que donnera le juge aux faits.

Enfin, il apparaît clair que, le délit de fraude fiscale impliquant l'existence d'un élément intentionnel, tous les éléments devant conduire à opérer dénonciation au parquet sont suffisamment présents sans qu'il faille encore apprécier si le mécanisme qui conduit à la fraude doit être sanctionné pénalement.

Comme il l'avait déjà indiqué précédemment, *le ministre* confirme que les dispositions visées n'accordent nullement à la Commission bancaire et financière ou à l'Office de contrôle des assurances le pouvoir d'apprécier si un quelconque mécanisme particulier constitue ou non un délit fiscal sanctionné pénalement. Seul le juge peut déterminer que les trois éléments constitutifs d'une infraction pénale (fait — auteur — dol) sont réunis.

L'article 38bis susvisé confirme, en son alinéa 1<sup>er</sup>, les obligations de la Commission bancaire et financière en matière de secret professionnel. La Commission bancaire et financière ne connaît pas des questions d'ordre fiscal (et n'a donc pas à remplir le rôle d'un agent du fisc chargé de rechercher des indices de fraude fiscale).

Toutefois, lorsque la Commission bancaire et financière a connaissance, lors de ses missions de contrôle, d'un mécanisme particulier prohibé par la législation fiscale parce qu'il a clairement pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale, elle est tenue de le dénoncer aux autorités judiciaires. C'est l'objet du second alinéa de l'article 38bis.

Wat de tweede wijziging betreft, is de minister van mening dat ze volledig past in de hervormingen waartoe de aanzet werd gegeven door het Octopusakkoord inzake justitie, dat tot een grotere decentralisatie in de organisatie van de parketten moet leiden.

*De heer Meureau* komt terug op de bepalingen bedoeld in artikel 38bis van koninklijk besluit n° 185 van 9 juli 1935, zoals gewijzigd bij artikel 96 van het wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen (Stuk n° 1341/21). Volgens hem komt het niet de Commissie voor het Bank- en Financieuzen toe (en evenmin de Controledienst voor de verzekeringen) te beoordelen of het mechanisme waarvan ze weet hebben strafrechtelijk strafbaar is. Het loutere feit dat het mechanisme fiscale fraude in de hand werkt volstaat om tot aangifte over te gaan. Het zal vervolgens aan het parket, dat beslist over de vervolgingen, toekomen te oordelen of al dan niet een gerechtelijk opsporingsonderzoek moet worden ingesteld, dat in voorkomend geval tot een inbeschuldigingstelling en een strafrechtelijke straf zal leiden.

Aan de CBF of de CDV de bevoegdheid toekennen te oordelen of een mechanisme al dan niet een strafrechtelijk strafbaar fiscaal misdrijf uitmaakt leidt ertoe vooruit te lopen op de overtuiging van de rechter en op de omschrijving die deze aan de feiten zal geven.

Ten slotte lijkt het duidelijk dat aangezien het misdrijf fiscale fraude het bestaan van opzet onderstelt, alle elementen die aanleiding moeten geven tot aangifte aan het parket voldoende aanwezig zijn, zonder dat nog hoeft te worden beoordeeld of het mechanisme dat tot fraude leidt strafrechtelijk strafbaar is.

Zoals hij al eerder heeft aangegeven, bevestigt *de minister* dat de bedoelde bepalingen de CBF of CDV geenszins de bevoegdheid verlenen te beoordelen of een of ander bijzonder mechanisme al dan niet een strafrechtelijk strafbaar fiscaal misdrijf uitmaakt. Alleen de rechter kan bepalen dat de drie voor een strafbaar feit vereiste elementen (feit — dader — opzet) aanwezig zijn.

Het hierboven genoemde artikel 38bis bevestigt in zijn eerste lid de verplichtingen van de CDV met betrekking tot het beroepsgeheim. De CBF is niet bevoegd inzake belastingaangelegenheden (en hoeft dus niet op te treden als belastingambtenaar die ermee is belast indiciën van fiscale fraude op te sporen).

Als de CBF bij haar controleopdracht evenwel weet krijgt van een bijzonder mechanisme dat door de fiscale wetgeving wordt verboden, omdat het duidelijk tot doel of tot gevolg heeft de fiscale fraude te bevorderen, is ze verplicht dat aan het gerecht aan te geven. Dat is de inhoud van artikel 38bis, tweede lid.

L'amendement n° 1 du gouvernement à la proposition de loi n° 1263/1 prévoit des dispositions analogues pour l'Office de contrôle des assurances.

\*  
\* \*

L'amendement n° 2 de M. Schoeters, sous-amendement à l'amendement n° 1 du gouvernement, est adopté par 9 voix et une abstention.

L'amendement n° 1 du gouvernement, visant à remplacer les articles 2 à 6, est adopté, tel que sous-amendé, par 9 voix et une abstention.

L'ensemble de la proposition de loi, ainsi modifiée, est adoptée par le même vote.

#### D. Proposition de loi n° 1367/1 de M. Daems

Il est renvoyé à l'intervention de M. Daems au cours de la discussion générale.

L'article 1<sup>er</sup> est adopté à l'unanimité.

L'article 2, et par conséquent l'ensemble de la proposition de loi, sont rejetés par 9 voix contre 1.

*Les rapporteurs,*

L. SUYKENS  
R. MEUREAU

*Le président,*

M. DIDDEN

Amendement n° 1 van de regering op wetsvoorstel n° 1263/1 voorziet in soortgelijke bepalingen voor de CDV.

\*  
\* \*

Amendement n° 2 van de heer Schoeters, sub-amendement op amendement n° 1 van de regering, wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Het aldus gesubamendeerde amendement n° 1 van de regering, dat ertoe strekt de artikelen 2 tot 6 te vervangen, wordt aangenomen met 9 stemmen en één onthouding.

Het aldus gewijzigde hele wetsvoorstel wordt aangenomen met dezelfde stemuitslag.

#### D. Wetsvoorstel n° 1367/1 van de heer Daems

Er wordt verwezen naar de uiteenzetting van de heer Daems tijdens de algemene bespreking.

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Artikel 2, en bijgevolg het hele wetsvoorstel, worden verworpen met 9 tegen één stem.

*De rapporteurs,*

L. SUYKENS  
R. MEUREAU

*De voorzitter,*

M. DIDDEN

ANNEXE 1

**CIRCULAIRE D1 97/9 AUX ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT CIRCULAIRE D4 97/4 AUX ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT (Bruxelles, le 18 décembre 1997)**

Madame, Monsieur,

En vertu de l'article 57, § 3, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et de l'article 104, § 3, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, la Commission bancaire et financière peut prendre des mesures exceptionnelles lorsqu'elle a connaissance du fait qu'un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement opérant en Belgique a mis en place un mécanisme particulier ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale par des tiers.

Les dispositions précitées ne relèvent pas du droit fiscal. L'article 38bis de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 dispose d'ailleurs qu'en dehors du cas visé à l'article 327, § 5, du Code des impôts sur les revenus 1992, la commission ne connaît pas des questions d'ordre fiscal.

Ces dispositions font partie du statut administratif des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Elles visent à empêcher que ces intermédiaires posent des actes favorisant la fraude fiscale par des clients et ne se justifiant pas dans le cadre de l'exercice normal et correct de l'activité d'établissement de crédit ou d'entreprise d'investissement. Ces actes peuvent porter atteinte à la situation financière et à la réputation de l'établissement concerné, de sorte que les dispositions se justifient sous l'angle prudentiel.

En outre, certains de ces mécanismes particuliers peuvent constituer des mécanismes au sens de l'article 327, § 5, du CIR 1992. En vertu de cette disposition, la Commission bancaire et financière est tenue d'informer immédiatement le ministre des Finances lorsqu'elle constate qu'un organisme dont elle assure le contrôle a contribué à mettre en place un mécanisme ayant pour but ou pour effet d'organiser des infractions à la loi fiscale et qui implique une complicité de l'établissement et du client dans un but de fraude fiscale.

\*  
\* \*

La question de savoir si un établissement ou une entreprise a mis en place un « mécanisme particulier » au sens de l'article 57, § 3, de la loi du 22 mars 1993 ou de l'article 104, § 3, de la loi du 6 avril 1995, doit être tranchée au cas par cas et sur la base d'un examen *a posteriori*. La commission a néanmoins toujours jugé souhaitable que ces dispositions soient précisées à la lumière d'un certain nombre d'opérations types.

Par la voie de deux circulaires, datées respectivement du 2 février 1976 et du 25 janvier 1977, la commission a transmis aux banques une liste de pratiques à considérer comme des « mécanismes particuliers ». Ces deux documents ont été arrêtés après concertation entre les autorités de contrôle et l'administration fiscale. Les dispositions per-

BIJLAGE 1

**CIRCULAIRE D1 97/9 AAN DE KREDIETINSTELLINGEN CIRCULAIRE D4 97/4 AAN DE BELEGGINGSONDERNEMINGEN (Brussel, 18 december 1997)**

Mevrouw, Mijnheer,

Krachtens artikel 57, § 3, van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen en artikel 104, § 3, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs kan de Commissie voor het Bank- en Financienwezen uitzonderlijke maatregelen treffen wanneer zij er kennis van heeft dat een in België bedrijvige kredietinstelling of beleggingsonderneming een bijzonder mechanisme heeft ingesteld dat tot doel of tot gevolg heeft fiscale fraude door derden te bevorderen.

De voornoemde bepalingen zijn niet fiscaalrechtelijk. Artikel 38bis van het koninklijk besluit n° 185 van 9 juli 1935 bepaalt overigens dat, buiten het geval waarvan sprake in artikel 327, § 5, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, de commissie niet bevoegd is in belastingaangelegenheden.

Deze bepalingen maken deel uit van het administratief statuut van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen. Ze willen voorkomen dat deze tussenpersonen handelingen stellen die belastingontduiking door de cliënten bevorderen en die niet te verantwoorden zijn in het kader van normale en correcte bankverrichtingen of diensten die worden geleverd door beleggingsondernemingen. Deze gedragingen kunnen de financiële positie en de reputatie van de betrokken instelling aantasten, zodat de bepalingen vanuit een prudentiële bekommernis verantwoord zijn.

Bovendien kunnen sommige van deze bijzondere mechanismen vormen in de zin van artikel 327, § 5, WIB 1992. Krachtens deze bepaling dient de Commissie voor het Bank- en Financienwezen onmiddellijk de minister van Financiën in te lichten wanneer zij vaststelt dat een instelling waarover zij de controle uitoefent heeft bijgedragen tot het opzetten van een mechanisme dat tot doel of tot gevolg heeft inbreuken te organiseren op de fiscale wetgeving en dat een medeplichtigheid insluit, tussen de instelling en de cliënt, met het oog op belastingontduiking.

\*  
\* \*

Of een instelling of onderneming een « bijzonder mechanisme » in de zin van artikel 57, § 3, van de wet van 22 maart 1993 of artikel 104, § 3, van de wet van 6 april 1995 heeft ingesteld, moet per geval en op grond van een *a posteriori* onderzoek worden uitgemaakt. Niettemin heeft de commissie het steeds wenselijk geacht dat de bepalingen in het licht van een aantal typeverrichtingen zouden worden gepreciseerd.

Met twee circulaires, van respectievelijk 2 februari 1976 en 25 januari 1977, heeft de commissie aan de banken een lijst gezonden van praktijken die als een « bijzonder mechanisme » moeten worden beschouwd. Deze twee documenten werden opgesteld na overleg tussen de toezichthouders en het fiscaal bestuur. De relevante bepalingen

tinentes de ces documents ont, à l'époque, également été envoyées aux institutions publiques de crédit, aux caisses d'épargne privées et aux agents de change, et ce, à l'intervention respectivement du ministre des Finances, de l'Office central de la petite épargne et des commissions des bourses.

Une actualisation et une coordination des textes précités s'imposaient. Vous trouverez en annexe le nouveau document « mécanismes particuliers », établi conformément à l'avis d'un groupe de travail mixte institué par le ministre des Finances et composé de représentants des administrations fiscales concernées, de la Trésorerie et de la commission, et ce, après consultation des associations professionnelles concernées (Association belge des Banques, Institut des réviseurs agréés par la commission bancaire, Association belge des Membres de la Bourse et Association belge des Gestionnaires de Fortune et des Conseillers en Placements). Le nouveau document reprend la plupart des pratiques visées dans les textes précités, en y ajoutant plusieurs autres que l'expérience acquise depuis lors permet de qualifier comme telles. Le champ d'application du document couvre aussi bien les établissements de crédit que les entreprises d'investissement. Le document contient également un nouveau chapitre destiné aux établissements de crédit et entreprises d'investissement relevant d'autres États membres et opérant en Belgique dans le cadre de la libre prestation de services. Conformément à ce qui a été convenu au sein du groupe de travail mixte précité, une concertation aura lieu périodiquement entre le ministère des Finances et la commission afin de discuter des éventuels problèmes d'interprétation et d'actualiser le document.

Le nouveau document remplace les documents I et II annexés aux circulaires de 1976 et 1977 précitées.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

*Le président,*

J.-L. DUPLAT

van deze documenten werden ook gestuurd naar de openbare kredietinstellingen, de privé-spaarkassen en de toenmalige wisselagenten, dit door toedoen van respectievelijk de minister van Financiën, het toenmalig Centraal Bureau voor de kleine spaarders en de toenmalige beurscommissies.

Een actualisering en coördinatie van voornoemde teksten drong zich op. In bijlage vindt u het nieuwe document « bijzondere mechanismen » dat werd opgesteld overeenkomstig het advies van een gemengde werkgroep die door de minister van Financiën werd opgericht en bestond uit vertegenwoordigers van de betrokken fiscale besturen, de Thesaurie en de commissie en na overleg met de betrokken beroepsverenigingen (Belgische Vereniging van Banken, Instituut der revisoren erkend door de bankcommissie, Belgische Vereniging van Beursleden en Belgische Vereniging van Vermogensbeheerders en Beleggingsadviseurs). Het nieuwe document herneemt de meeste praktijken waarvan sprake in voornoemde teksten en voegt er een aantal aan toe op grond van de ondertussen opgedane ervaring. Het toepassingsgebied van het document omvat zowel de kredietinstellingen als de beleggingsondernemingen. Het document bevat ook een nieuw hoofdstuk dat zich richt tot de kredietinstellingen en beleggingsondernemingen uit andere lidstaten die in het kader van de vrije dienstverlening in België bedrijvig zijn. Overeenkomstig de gemaakte afspraken in voornoemde gemengde werkgroep zal periodiek overleg plaatsvinden tussen het ministerie van Financiën en de commissie om mogelijke interpretatieproblemen te bespreken alsook met het oog op actualisering van het document.

Het nieuwe document vervangt de documenten I en II gevoegd bij de voormelde circulaires van 1976 en 1977.

Hoogachtend,

*De voorzitter,*

J.-L. DUPLAT

ANNEXE À LA CIRCULAIRE DU 18 DÉCEMBRE 1997  
DE LA COMMISSION BANCAIRE ET  
FINANCIÈRE ADRESSÉE AUX ÉTABLISSEMENTS  
DE CRÉDIT (CIRCULAIRE D1 97/9) ET AUX  
ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT  
(CIRCULAIRE D4 97/4) OPÉRANT EN BELGIQUE

DOCUMENT « MÉCANISMES PARTICULIERS »

APPLICATION DE L'ARTICLE 57, § 3, DE LA LOI DU  
22 MARS 1993 RELATIVE AU STATUT ET AU  
CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET  
DE L'ARTICLE 104, § 3, DE LA LOI DU 6 AVRIL 1995  
RELATIVE AUX MARCHÉS SECONDAIRES, AU  
STATUT DES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT ET  
À LEUR CONTRÔLE, AUX INTERMÉDIAIRES ET  
CONSEILLERS EN PLACEMENTS

**I. Mécanismes particuliers auprès des établisse-  
ments de crédit et entreprises d'investissement éta-  
blis en Belgique**

Lorsque les pratiques énumérées ci-après sont offertes ou appliquées de manière répétée par un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement établi en Belgique, elles sont considérées comme constitutives d'un mécanisme particulier ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale par des tiers, au sens de l'article 57, § 3, de la loi du 22 mars 1993 et de l'article 104, § 3, de la loi du 6 avril 1995.

L'énumération n'est pas exhaustive; en d'autres termes, les dispositions précitées s'appliquent également à tout autre mécanisme particulier au sens susvisé qui serait mis en place par des établissements de crédit ou entreprises d'investissement établis en Belgique. Elle ne porte pas préjudice aux mesures exceptionnelles qui doivent être prises *in concreto* en vertu des dispositions précitées.

*A. Pratiques relatives à des revenus mobiliers passibles du précompte mobilier*

§ 1<sup>er</sup>. Revenus mobiliers étrangers

1. Sont visées les pratiques suivantes relatives à des revenus mobiliers étrangers <sup>(1)</sup> lorsque l'établissement ou l'entreprise sait ou ne peut ignorer de bonne foi que l'acte porte sur des revenus mobiliers passibles du précompte mobilier, à moins bien entendu que cet acte ne soit accompagné ou suivi de la retenue dudit précompte mobilier :

1° toute prestation de services relative au transport ou à l'envoi à l'étranger de coupons échus ou du premier coupon à échoir, détachés de la feuille de coupons;

<sup>(1)</sup> Les notions utilisées dans le présent document, telles que revenus mobiliers, revenus belges ou étrangers, non-résident, doivent s'entendre au sens de la législation fiscale belge.

BIJLAGE BIJ DE CIRCULAIRE VAN  
18 DECEMBER 1997 VAN DE COMMISSIE VOOR HET  
BANK- EN FINANCIËWEZEN AAN DE IN BELGIË  
BEDRIJVIGE KREDIETINSTELLINGEN  
(CIRCULAIRE D1 97/9) EN  
BELEGGINGSONDERNEMINGEN  
(CIRCULAIRE D4 97/4)

DOCUMENT « BIJZONDERE MECHANISMEN »

TOEPASSING VAN ARTIKEL 57, § 3 VAN DE WET  
VAN 22 MAART 1993 OP HET STATUUT VAN EN HET  
TOEZICHT OP DE KREDIETINSTELLINGEN EN  
ARTIKEL 104, § 3, VAN DE WET VAN 6 APRIL 1995  
INZAKE DE SECUNDAIRE MARKTEN, HET  
STATUUT VAN EN HET TOEZICHT OP DE  
BELEGGINGSONDERNEMINGEN, DE  
BEMIDDELAARS EN BELEGGINGSADVISEURS

**I. Bijzondere mechanismen bij in België gevestigde kredietinstellingen en beleggingsondernemingen**

Wanneer de hierna opgesomde praktijken door een in België gevestigde kredietinstelling of beleggingsonderneming worden aangeboden of herhaaldelijk toegepast, worden zij beschouwd als een bijzonder mechanisme met als doel of als gevolg fiscale fraude door derden te bevorderen, in de zin van artikel 57, § 3, van de wet van 22 maart 1993 en artikel 104, § 3, van de wet van 6 april 1995.

De opsomming is niet uitputtend, met andere woorden, voornoemde bepalingen blijven onverkort gelden voor enig ander bijzonder mechanisme in voornoemde zin dat door in België gevestigde kredietinstellingen of beleggingsondernemingen zou worden ingesteld. Zij doet geen afbreuk aan de uitzonderlijke maatregelen die krachtens voornoemde bepalingen *in concreto* dienen te worden genomen.

*A. Praktijken met betrekking tot roerende inkomsten waarop roerende voorheffing verschuldigd is*

§ 1. Buitenlandse roerende inkomsten

1. Worden bedoeld, de hierna vermelde praktijken met betrekking tot buitenlandse roerende inkomsten <sup>(1)</sup> wanneer de instelling of onderneming weet of te goeder trouw niet onwetend kan zijn, dat de handeling betrekking heeft op roerende inkomsten waarop de roerende voorheffing verschuldigd is, tenzij deze handeling gepaard gaat met of gevolgd wordt door de inhouding van de roerende voorheffing :

1° elke dienstverlening met betrekking tot het naar het buitenland overbrengen of sturen van vervallen coupons of van de eerste te vervallen coupon afgeknipt van het couponblad;

<sup>(1)</sup> De in dit document gebruikte begrippen zoals roerende inkomsten, Belgische of buitenlandse inkomsten, niet-inwoner, moeten verstaan worden in de zin van de Belgische belastingwetgeving.

2° la mise à disposition ou le paiement de chèques représentant ces revenus ou l'exécution d'ordres de transfert de tels revenus;

3° la transmission à l'étranger d'ordres de clients relatifs à l'encaissement ou à l'attribution de ces revenus à l'étranger ou à l'affectation qui doit leur y être donnée, ainsi que la participation à la rédaction d'ordres du client ayant le même objet;

4° la fourniture aux résidents belges de conseils ou de renseignements concernant la manière de procéder, au départ de la Belgique, pour encaisser ces revenus sans retenue du précompte;

5° le fait d'offrir au déposant à découvert ou en nantissement de valeurs mobilières étrangères, de ne pas procéder lui-même à l'encaissement des revenus y afférents mais de tenir ou de mettre les coupons à sa disposition; l'insertion, dans les conditions générales ou dans le contrat régissant le dépôt à découvert ou le nantissement, d'une clause en vertu de laquelle les coupons seront tenus à la disposition du titulaire; le fait de satisfaire à un ordre de mise à disposition du titulaire de coupons échus ou du premier coupon à échoir, détachés de valeurs mobilières étrangères confiées à un établissement financier en dépôt à découvert ou en nantissement, lorsque ce fait s'accompagne de l'une des prestations énumérées ci-avant, de toute autre prestation rendant possible ou facilitant l'encaissement de ces revenus sans précompte ou d'une assistance quelconque ayant un tel but ou un tel effet.

L'alinéa précédent ne s'applique pas lorsque le titulaire est un établissement de crédit établi en Belgique ou une entreprise soumise, en Belgique, à l'impôt des sociétés ou au régime des sociétés non-résidentes (article 227, 2°, CIR 1992);

6° toute prestation de services et toute assistance quelconque apportée à un établissement financier étranger ou à un tiers, résident ou non-résident, pour lui permettre de contacter une clientèle en Belgique en vue du paiement de revenus mobiliers étrangers ou en vue de recueillir des coupons échus ou à échoir.

2. Pour l'application du point 1 ci-dessus, l'établissement ou l'entreprise est censé savoir ou ne pouvoir ignorer de bonne foi que la prestation de services porte sur des revenus passibles du précompte mobilier :

1° lorsque cette prestation de services porte sur des coupons représentant un revenu (dividende ou intérêt);

2° lorsque la nature de revenu résulte de mentions portées sur le document lui-même, de la correspondance ou d'écrits en relation avec la prestation, en possession de l'établissement ou de l'entreprise, ou de déclarations du bénéficiaire;

3° lorsque l'établissement ou l'entreprise est investi par le client d'un mandat de gestion, discrétionnaire ou non, de comptes ou de dépôts de fonds ou de valeurs mobilières constitués ou entretenus à l'étranger ou lorsqu'il assure *de jure* ou *de facto* des services de gestion relatifs à ces comptes ou dépôts de fonds ou de valeurs mobilières;

4° lorsque des comptes ou dépôts de fonds ou de valeurs mobilières constitués ou entretenus auprès de l'établissement ou de l'entreprise par un non-résident, le sont par ce dernier en vertu d'une convention de « contrat fiduciaire » ou de « contrat de prête-nom » conclue à l'initiative ou par l'intermédiaire de cet établissement ou de cette entreprise, entre le client de celui-ci et le non-résident.

2° cheques ter beschikking stellen of uitbetalen die deze inkomsten vertegenwoordigen of orders uitvoeren tot overdracht van dergelijke inkomsten;

3° orders van cliënten met betrekking tot het innen of toekennen van die inkomsten of de bestemming die er daar aan moet worden gegeven, naar het buitenland zenden, evenals meewerken aan het opstellen van orders van de cliënt met hetzelfde doel;

4° aan Belgische inwoners adviezen of inlichtingen verstrekken omtrent de manier om, vanuit België, dergelijke inkomsten te kunnen innen zonder inhouding van de voorheffing;

5° aan de deponent van buitenlandse effecten in open bewaargeving of in pand aanbieden om de inkomsten uit deze effecten niet zelf te innen, maar de coupons te zijner beschikking te houden of te stellen; in de algemene voorwaarden of in het contract waaraan de openbewaargeving of de inpandgeving onderworpen is, een clausule opnemen krachtens dewelke de coupons ter beschikking van de titularis zullen worden gehouden; gevolg geven aan een opdracht vervallen coupons of de eerste te vervallen coupon, afgeknipt van buitenlandse effecten die aan een financiële instelling zijn toevertrouwd in openbewaargeving of in pand zijn gegeven, ter beschikking te stellen van de houder, wanneer dit gepaard gaat met één van de hierboven vermelde dienstverleningen of enig andere dienstverlening die het innen van deze inkomsten zonder voorheffing mogelijk maakt of vergemakkelijkt dan wel elke vorm van bijstand die hetzelfde doel of hetzelfde gevolg heeft.

Wat voorafgaat geldt niet wanneer de houder een in België gevestigde kredietinstelling is of een onderneming die in België onderworpen is aan de vennootschapsbelasting of aan de regeling voor vennootschappen niet-inwoners (artikel 227, 2°, WIB 1992);

6° elke dienstverlening en elke bijstand aan een buitenlandse financiële instelling of aan een derde, al dan niet inwoner, om hen in staat te stellen in België een cliënteel te contacteren voor de betaling van buitenlandse roerende inkomsten of om vervallen of te vervallen coupons in te zamelen.

2. Voor de toepassing van punt 1 hiervoor, wordt de instelling of onderneming geacht te weten of te goeder trouw niet onwetend te kunnen zijn, dat de dienstverlening betrekking heeft op inkomsten onderworpen aan de roerende voorheffing :

1° wanneer die dienstverlening betrekking heeft op coupons die inkomsten vertegenwoordigen (dividend of interest);

2° wanneer de aard van inkomsten voortvloeit uit vermeldingen op het document zelf, uit de briefwisseling of de geschriften in verband met de dienstverlening in het bezit van de instelling of onderneming of uit verklaringen van de begunstigde;

3° wanneer de instelling of onderneming door de cliënt belast werd met het al dan niet discretionair beheer van in het buitenland geopende rekeningen of gehouden deposito's van gelden of effecten of wanneer zij *de jure* of *de facto* beheersdiensten verleent met betrekking tot die rekeningen of deposito's van gelden of effecten;

4° wanneer bij de instelling of onderneming rekeningen worden geopend of deposito's van gelden of effecten worden gehouden door een niet-inwoner krachtens een fiduciaire overeenkomst of een contract van naamlening, gesloten op initiatief of door bemiddeling van die instelling of onderneming tussen haar cliënt en de niet-inwoner.

§ 2. Revenus mobiliers d'origine belge

Est visé le fait pour un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement d'attribuer ou de payer des revenus mobiliers d'origine belge sans retenue du précompte mobilier en vertu des articles 107 et suivants de l'arrêté royal d'exécution du CIR 1992, alors qu'il sait ou ne peut ignorer de bonne foi que ces revenus sont, dans le chef du bénéficiaire réel de ces revenus, passibles du précompte mobilier.

Les dispositions du § 1<sup>er</sup>, 1, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, 2, b, c et d cidessus, sont applicables dans le cas prévu à l'alinéa précédent.

§ 3. Chèques au porteur

Sans préjudice du cas visé au § 1<sup>er</sup>, 1, 2<sup>o</sup>, est visé ici le fait de mettre ou de tenir à la disposition du bénéficiaire des chèques au porteur, tirés par un établissement de crédit établi à l'étranger.

*B. Intermédiation pour un établissement de crédit étranger ou une entreprise d'investissement étrangère, favorisant la fraude fiscale par des résidents*

Est considérée comme un mécanisme particulier l'intermédiation dans le cadre d'une collaboration contractuelle ou de fait avec un établissement de crédit étranger ou une entreprise d'investissement étrangère, ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale par des résidents ayant ouvert un compte auprès de cet établissement étranger ou de cette entreprise étrangère ou ayant conclu avec celui-ci une convention de gestion de fortune ou de conseil en placements, lorsque cette pratique permet à ces résidents de s'adresser à un établissement belge pour les services bancaires ou de placement liés au compte ou à la convention en question.

Est également considéré comme mécanisme particulier le fait d'accepter qu'un établissement de crédit étranger ou une entreprise d'investissement étrangère verse directement ou indirectement à l'établissement, aux membres de son personnel ou à des agents délégués une rémunération calculée proportionnellement à l'ampleur des avoirs que des propres clients détiennent en compte ou en dépôt auprès de cet établissement étranger.

*C. Pratiques permettant aux clients d'induire l'administration fiscale en erreur*

§ 1<sup>er</sup>. Absence de mention des garanties dans l'acte de crédit

1. Est visée la pratique par laquelle un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement ne fait pas mention précise, dans l'écrit par lequel il notifie l'octroi ou la majoration d'un crédit ou d'une ouverture de crédit, de toutes les garanties qu'il a, en fait, prises en considération dans sa décision d'octroi ou de majoration du crédit ou de l'ouverture de crédit. Une mention précise des garanties implique notamment l'indication de l'identité de celui qui octroie la garantie, le montant de la garantie ainsi que la nature de celle-ci.

L'énumération des garanties dans l'écrit par lequel est notifié l'octroi ou la majoration du crédit ou de l'ouverture de crédit peut toutefois être remplacée par une référence,

§ 2. Roerende inkomsten van Belgische oorsprong

Wordt bedoeld, het toekennen of betalen van roerende inkomsten van Belgische oorsprong zonder inhouding van roerende voorheffing krachtens de artikelen 107 en volgende van het koninklijk besluit tot uitvoering van het WIB 1992, terwijl de kredietinstelling of beleggingsonderneming weet of te goeder trouw niet onwetend kan zijn dat hierop door de werkelijke begunstigde roerende voorheffing verschuldigd is.

De bepalingen van § 1, 1, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, 2, b, c en d hierboven zijn toepasselijk in het geval bedoeld in voorgaand lid.

§ 3. Cheques aan toonder

Onverminderd het geval als bedoeld in § 1, 1, 2<sup>o</sup>, wordt hier bedoeld het ter beschikking van de begunstigde stellen of houden van cheques aan toonder, getrokken door een in het buitenland gevestigde kredietinstelling.

*B. Bemiddeling voor een buitenlandse kredietinstelling of beleggingsonderneming waarbij belastingontduiking door inwoners wordt bevorderd*

Wordt als een bijzonder mechanisme beschouwd, het bemiddelen in het kader van een contractuele of feitelijke samenwerking met een buitenlandse kredietinstelling of beleggingsonderneming met als doel of als gevolg het bevorderen van belastingontduiking door inwoners die bij deze buitenlandse instelling of onderneming een rekening hebben geopend of hiermee een overeenkomst van vermogensbeheer of beleggingsadvies hebben gesloten, zodanig dat deze inwoners zich tot een Belgische vestiging kunnen wenden voor de bank- of beleggingsdiensten verbonden aan de betrokken rekening of overeenkomst.

Wordt eveneens als een bijzonder mechanisme beschouwd, het aanvaarden dat een buitenlandse kredietinstelling of beleggingsonderneming rechtstreeks of onrechtstreeks aan de instelling, haar personeelsleden of gevolmachtigde agenten een vergoeding uitkeert die wordt berekend in verhouding tot de omvang van de tegoeden die eigen cliënten bij deze buitenlandse instelling op rekening hebben staan of in bewaring hebben gegeven.

*C. Praktijken die de cliënten in staat stellen het belastingbestuur te misleiden*

§ 1. Niet-vermelding van de waarborgen in de kredietakte

1. Wordt bedoeld, de praktijk waarbij een kredietinstelling of beleggingsonderneming, in het document waarbij ze kennis geeft van de toekenning of de verhoging van een krediet of van een kredietopening, geen precieze melding maakt van alle waarborgen waarmee ze in feite rekening heeft gehouden bij haar beslissing tot toekenning of verhoging van het krediet of van de kredietopening. Een precieze vermelding van de waarborgen houdt inzonderheid de opgave in van de identiteit van diegene die de waarborg verleent, het bedrag van de waarborg evenals de aard ervan.

De opsomming van de waarborgen in het document waarbij een krediet of een kredietopening wordt toegekend of verhoogd mag evenwel vervangen worden door een in



insérée dans cet écrit, à d'autres documents ou à d'autres actes dans lesquels ces garanties sont mentionnées.

Est également visée la pratique par laquelle un établissement ou une entreprise prend, en fait, des garanties en considération dans sa décision d'octroi ou de majoration d'un crédit ou d'une ouverture de crédit, mais ne notifie pas cette décision par écrit au bénéficiaire du crédit dans des circonstances où cette notification est d'usage dans le secteur concerné.

2. Par « garanties », il y a lieu d'entendre :

1° les sûretés réelles conventionnelles constituées par le bénéficiaire du crédit ou par un tiers;

2° toutes cessions ou délégations de créances, en ce compris les cessions de rémunérations;

3° le mandat d'hypothéquer ou de constituer d'autres sûretés réelles;

4° le dépôt auprès de l'établissement ou de l'entreprise ou auprès d'un tiers convenu, par le bénéficiaire du crédit ou par un tiers, de fonds ou de valeurs non frappés de gage, lorsque ce dépôt est, en fait, lié au crédit.

Un dépôt est censé lié en fait à un crédit notamment :

a) lorsque la libre disposition par le déposant de ces fonds ou valeurs, ou de certains de ces fonds ou valeurs est, éventuellement à concurrence d'un certain montant, et aussi longtemps que le crédit n'est pas apuré, subordonnée à l'accord de l'établissement ou de l'entreprise, et ce en vertu soit d'engagements souscrits par le déposant ou par le tiers convenu soit de stipulations ou de conventions ayant le même effet; ou

b) lorsque l'échéance conventionnelle, éventuellement échelonnée du dépôt de fonds ou de valeurs coïncide avec l'échéance conventionnelle, éventuellement échelonnée du crédit, ou si elle est postérieure à celle-ci;

5° les sûretés personnelles conventionnelles constituées en faveur de l'établissement ou de l'entreprise, y compris les avals;

6° les garanties visées sous 1° à 4° constituées à l'appui d'une sûreté personnelle conventionnelle visée au 5° :

a) lorsque ces garanties sont constituées auprès de l'établissement ou de l'entreprise ou sont gérées par lui; ou

b) lorsque ces garanties ont été constituées auprès de la caution ou d'un tiers convenu en vertu d'une convention intervenue entre la caution et le bénéficiaire du crédit, convention à la préparation, à la conclusion ou à l'exécution de laquelle l'établissement ou l'entreprise a apporté son concours.

Sont assimilées à des garanties, les clauses visant à prémunir l'établissement ou l'entreprise contre une détérioration de la situation patrimoniale du bénéficiaire du crédit ou contre une détérioration de la situation relative de l'établissement ou de l'entreprise par rapport aux autres créanciers, tels l'engagement de ne pas aliéner ou hypothéquer des immeubles, l'engagement de ne pas constituer des garanties réelles en faveur d'autres créanciers, l'engagement de tiers, détenteurs de créances sur le bénéficiaire du crédit, de ne pas exiger le remboursement de leurs créances avant remboursement du crédit consenti par l'établissement ou l'entreprise.

Ne sont en revanche pas considérés comme des garanties :

1° les clauses des conditions générales de l'établissement ou de l'entreprise prévoyant que, lors de la clôture

dat document opgenomen verwijzing naar andere documenten of naar andere akten waarin deze waarborgen zijn vermeld.

Wordt eveneens bedoeld, de praktijk waarbij een instelling of onderneming bij haar beslissing tot toekenning of verhoging van een krediet of van een kredietopening in feite rekening houdt met waarborgen, maar van deze beslissing niet schriftelijk kennis geeft aan de kredietnemer in omstandigheden waarin dit sectorieel gebruikelijk is.

2. Onder « waarborgen » worden verstaan :

1° de door de kredietnemer of door een derde bij overeenkomst gestelde zakelijke zekerheden;

2° elke overdracht of delegatie van schuldvorderingen, daarin begrepen de overdracht van bezoldigingen;

3° het mandaat tot hypothekeken of tot vorming van andere zakelijke zekerheden;

4° het deponeren, bij de instelling of onderneming of bij een overeengekomen derde, door de kredietnemer of door een derde, van niet met een pandrecht bezwaarde fondsen of waarden, wanneer die deponering in feite aan het krediet gebonden is.

Een deponering wordt geacht in feite aan een krediet te zijn gebonden, onder meer :

a) wanneer de deponent, eventueel ten belope van een bepaald bedrag en zolang de lening niet is aangezuiverd, slechts met de instemming van de instelling of onderneming vrij kan beschikken over deze fondsen of waarden of sommige ervan, krachtens verbintenissen die door de deponent of door de overeengekomen derde zijn aangegaan dan wel krachtens clausules of overeenkomsten die dezelfde uitwerking hebben; of

b) wanneer de overeengekomen, eventueel gespreide vervalttermijn van de deponering van fondsen of waarden samen valt met de overeengekomen, eventueel gespreide vervalttermijn van het krediet, of op een latere datum is bepaald;

5° de persoonlijke zekerheden die bij overeenkomst ten gunste van de instelling of onderneming zijn gesteld, inclusief avals;

6° de onder 1° tot 4° bedoelde waarborgen gesteld tot steun van een in de 5° bedoelde overeengekomen persoonlijke zekerheid :

a) wanneer die waarborgen bij de instelling of de onderneming worden gesteld of door haar worden beheerd; of

b) wanneer die waarborgen bij de borg of bij een overeengekomen derde worden gesteld krachtens een overeenkomst tussen de borg en de kredietnemer, en de instelling of onderneming heeft meegewerkt aan het voorbereiden, het afsluiten of het uitvoeren van die overeenkomst.

Met waarborgen worden gelijkgesteld, de clausules met als doel de instelling of onderneming te vrijwaren tegen een verslechtering van de patrimoniale toestand van de kredietnemer of tegen een verslechtering van de relatieve toestand van de instelling of onderneming ten opzichte van de overige schuldeisers, zoals de verbintenis om onroerende goederen niet te vervreemden of te hypothekeken, de verbintenis om geen reële waarborgen te stellen ten gunste van andere schuldeisers, de verbintenis van derden-schuldeisers van de kredietnemer om de betaling van hun vordering niet te eisen vooraleer het door de instelling of onderneming verleende krediet terugbetaald is.

Daarentegen worden niet als waarborgen beschouwd :

1° de clausules in de algemene voorwaarden van de instelling of onderneming waarin is bepaald dat al wat zij

définitive des comptes, tout ce dont l'établissement ou l'entreprise sera redevable envers le bénéficiaire du crédit ou détiendra pour son compte, sera affecté à l'apurement de l'ensemble de ses engagements envers l'établissement ou l'entreprise;

2° les recours cambiaires attachés à des lettres de change ou à des acceptations bancaires, tirées en représentation de transactions commerciales, escomptées ou prises en gage par l'établissement ou l'entreprise;

3° l'assurance-crédit souscrite par l'établissement ou l'entreprise auprès d'un organisme d'assurance. Cette assurance-crédit doit néanmoins être mentionnée lorsque l'établissement ou l'entreprise sait ou ne peut ignorer de bonne foi que le bénéficiaire du crédit ou un tiers a constitué une garantie en faveur de l'assureur du crédit. Dans ce cas, cette garantie doit également être mentionnée dans l'acte de crédit;

4° la convention de partage des risques conclue de sa propre initiative par l'établissement ou l'entreprise avec un autre établissement de crédit ou une autre entreprise d'investissement par dérogation à ce qui précède, une telle convention est considérée comme une garantie lorsque l'établissement ou l'entreprise sait ou ne peut ignorer de bonne foi que le bénéficiaire du crédit ou un tiers a constitué une garantie en faveur de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'investissement avec lequel le risque de crédit est partagé. Dans ce cas, cette garantie doit également être mentionnée dans l'acte de crédit.

3. Par garanties prises en considération par l'établissement ou l'entreprise, il y a lieu d'entendre les garanties dont celui-ci a en fait tenu compte dans sa décision d'octroi ou de majoration du crédit ou de l'ouverture de crédit, indépendamment de leur date effective de constitution, qu'elles aient été, à ce moment, déjà constituées ou promises ou que l'établissement ou l'entreprise ait assorti sa décision d'une condition relative à leur constitution.

Les garanties constituées auprès ou en faveur d'une autre implantation en Belgique ou à l'étranger d'un établissement ou d'une entreprise sont incluses parmi les garanties constituées auprès ou en faveur de l'établissement ou de l'entreprise.

Les termes « crédit » et « ouverture de crédit » doivent être compris dans leur acception courante dans la pratique bancaire; ils recouvrent, notamment, les prêts, les facultés de découvert en compte, les acquisitions d'effets de commerce, les reports sur titres, les crédits d'acceptation, de caution ou aval, les constitutions de sûretés réelles pour compte de tiers, les crédits documentaires, etc.

Le renouvellement d'un crédit est considéré comme l'octroi d'un crédit nouveau.

4. Le point 1 du présent paragraphe ne s'applique pas à l'acte authentique constatant l'octroi ou la majoration du crédit ou de l'ouverture de crédit, ou constatant la constitution de garanties, à condition qu'un écrit soit établi sous seing privé, comportant les mentions prévues au point 1, et qu'il soit fait référence à cet écrit dans l'acte authentique.

5. Le point 1 du présent paragraphe ne s'applique pas davantage à l'absence de mention des garanties suivantes :

1° les garanties qui font l'objet d'une publicité effectuée en Belgique en vertu de la loi;

2° les cessions de rémunérations payables en Belgique;

3° les garanties visées aux 1° à 4° du point 2 qui sont constituées sur leurs biens propres par des comptoirs agricoles, des comptoirs d'escompte ou des sociétés de caution

bij het definitieve afsluiten van de rekeningen aan de kredietnemer verschuldigd is of voor zijn rekening houdt, zal worden aangewend tot aanzuivering van al zijn verbintenissen tegenover de instelling of onderneming;

2° het wisselverhaal verbonden aan wisselbrieven of bankaccepten, getrokken ter vertegenwoordiging van handelstransacties en door de instelling of onderneming gediscoonteerd of in pand genomen;

3° de door de instelling of onderneming bij een verzekeringsonderneming afgesloten kredietverzekering. Dergelijke kredietverzekering dient echter wel te worden vermeld, wanneer de instelling of onderneming weet of te goeder trouw niet onwetend kan zijn dat de kredietnemer of een derde een waarborg heeft gesteld ten gunste van de kredietverzekeraar. In dat geval dient deze waarborg eveneens in de kredietakte te worden vermeld;

4° de door de instelling of onderneming op haar initiatief met een andere kredietinstelling of beleggingsonderneming afgesloten overeenkomst van risicodeling. Bij afwijking hiervan wordt een dergelijke overeenkomst wel als waarborg beschouwd wanneer de instelling of onderneming weet of te goeder trouw niet onwetend kan zijn dat de kredietnemer of een derde een waarborg heeft gesteld ten gunste van de kredietinstelling of beleggingsonderneming waarmee het kredietrisico wordt gedeeld. In dat geval dient ook deze waarborg in de kredietakte te worden vermeld.

3. Onder waarborgen waarmee de instelling of onderneming rekening heeft gehouden, worden de waarborgen verstaan die ze in feite in aanmerking heeft genomen bij haar beslissing tot toekenning of verhoging van het krediet of van de kredietopening, welke ook de datum weze waarop deze waarborgen effectief worden gevormd, en ongeacht of ze op dat ogenblik reeds gevormd of beloofd waren dan wel of de instelling of de onderneming haar beslissing afhankelijk heeft gesteld van hun vorming.

De waarborgen die worden gesteld bij of ten gunste van een andere vestiging in België of in het buitenland van een instelling of onderneming worden tot de waarborgen gerekend die bij of ten gunste van de instelling of onderneming worden gesteld.

De termen « krediet » en « kredietopening » dienen te worden verstaan in hun courante betekenis in de bankpraktijk; ze dekken, onder meer, leningen, rekening-courantkredieten, verwerving van handelswissels, prolongaties op effecten, accept-, borg- of avalkredieten, zakelijke zekerheden gesteld voor rekening van derden, documentaire kredieten enz.

De vernieuwing van een krediet wordt beschouwd als het toekennen van een nieuw krediet.

4. Punt 1 van deze paragraaf geldt niet voor de authentieke akte waarin de toekenning of de verhoging van een krediet of van een kredietopening dan wel het stellen van waarborgen wordt vastgesteld, voor zover onderhands een document wordt opgesteld waarin de in punt 1 bedoelde vermeldingen zijn opgenomen en waarnaar in de authentieke akte wordt verwezen.

5. Punt 1 van deze paragraaf geldt evenmin voor het niet-vermelden van de volgende waarborgen :

1° waarborgen die in België krachtens de wet bekendgemaakt worden;

2° de overdracht van in België betaalbare bezoldigingen;

3° de waarborgen bedoeld in 1° tot 4° van punt 2 die op hun eigen goederen worden gesteld door landbouwkantoren, discontokantoren of vennootschappen voor onderlinge

mutuelle, ou par leurs administrateurs ou gérants, à l'appui de l'ensemble de leurs engagements de caution ou d'aval envers l'établissement ou l'entreprise.

## § 2. Usage impropre de comptes internes

Pour l'application de la présente disposition, il y a lieu d'entendre par « compte interne » un compte de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'investissement sur lequel le client n'a aucun pouvoir de signature et qui ne constitue donc pas un compte client.

Est considéré comme usage impropre d'un compte interne, l'usage d'un compte interne de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'investissement pour effectuer des opérations de clients ou à destination de ceux-ci — notamment des virements de ou vers l'étranger, la souscription de titres ou l'encaissement de chèques — afin, contrairement aux procédures d'usage, de dissimuler, dans les extraits de compte du client, la nature et/ou la destination réelles de l'opération.

## § 3. Envoi d'arrêtés de comptes relatifs à des comptes fonctionnant comme un compte unique

Lorsqu'un client a ouvert auprès d'un même établissement de crédit ou une même entreprise d'investissement plusieurs comptes qui, dans les relations entre le titulaire et l'établissement ou l'entreprise, fonctionnent comme un compte unique, notamment quant au calcul des intérêts débiteurs et créditeurs, est considérée comme un mécanisme particulier la pratique qui consiste à adresser au client des arrêtés de comptes relatifs à ces sous-comptes ou à certains d'entre eux, sans mention du fait qu'il s'agit de sous-comptes et sans envoi, à tout le moins à la date de clôture annuelle, d'un arrêté de compte reprenant les soldes de l'ensemble de ces comptes.

Lorsque des clients d'un même groupe d'entreprises ont ouvert auprès d'un même établissement de crédit ou d'une même entreprise d'investissement un ou plusieurs comptes qui, dans les relations entre ces clients et l'établissement ou l'entreprise, fonctionnent comme un compte unique quant au calcul des intérêts débiteurs et créditeurs, est considérée comme un mécanisme particulier l'absence de mention, sur l'arrêté avec le décompte des intérêts de chacun des clients concernés, d'une référence à la convention relative au calcul des intérêts au niveau du groupe. Un document mentionnant l'intérêt pour l'ensemble des comptes ainsi que l'affectation qui lui est donnée par l'établissement ou l'entreprise doit, au moins lors du décompte annuel des intérêts, être joint à l'extrait de compte destiné à chacun des clients concernés.

Pour l'application de la présente disposition, les clauses prévoyant la possibilité d'une compensation en cas de faillite ou de défaillance financière du client n'entraînent pas en soi que des comptes distincts seront considérés comme fonctionnant comme un compte unique.

## § 4. Absence de mention sur le bordereau des ordres croisés d'achat et de vente d'instruments financiers

Pour l'application du présent paragraphe, il y a lieu d'entendre par « ordre croisé d'achat et de vente » des ordres en sens opposé portant sur un nombre d'instruments tel et à un prix tel que l'exécution des deux ordres ne modifie pas ou ne modifie que légèrement la situation financière du client.

borgstelling, of door hun beheerders of zaakvoerders, tot steun van het geheel van hun borg- of avalverbintenissen tegenover de instelling of onderneming.

## § 2. Oneigenlijk gebruik van interne rekeningen

Voor de toepassing van deze bepaling wordt onder interne rekening verstaan, een rekening van een kredietinstelling of beleggingsonderneming waarover de klant geen enkele handtekeningsbevoegdheid heeft en die dus geen klantenrekening is.

Wordt als oneigenlijk gebruik van een interne rekening beschouwd, het gebruik van een interne rekening van een kredietinstelling of beleggingsonderneming, voor verrichtingen van of voor klanten, inzonderheid overschrijvingen van of naar het buitenland, het intekenen op effecten of het innen van cheques, om, in strijd met de gebruikelijke procedures, in de rekeninguittreksels van de klant de werkelijke aard en/of bestemming van de verrichting te verbergen.

## § 3. Verzending van rekeningafsluitingen in verband met rekeningen die als één enkele rekening werken

Wanneer een cliënt bij eenzelfde kredietinstelling of beleggingsonderneming verscheidene rekeningen heeft geopend die in de betrekkingen tussen de rekeninghouder en de instelling of onderneming functioneren als één enkele rekening, onder meer voor de berekening van debet- en creditinteressen, wordt beschouwd als een bijzonder mechanisme de praktijk waarbij aan de cliënt rekeningafsluitingen worden gestuurd voor die subrekeningen of sommige ervan, zonder te vermelden dat het om subrekeningen gaat en zonder, althans bij de jaarlijkse afsluiting, een rekeningafsluiting te sturen met de saldi van al deze rekeningen.

Wanneer cliënten uit eenzelfde groep van ondernemingen, bij eenzelfde kredietinstelling of beleggingsonderneming één of meer rekeningen hebben geopend die in de betrekkingen tussen deze cliënten en de instelling of onderneming functioneren als één enkele rekening voor de berekening van debet- en creditinteressen, wordt als een bijzonder mechanisme beschouwd het niet-vermelden op de interestrekeningafsluiting van elk van de betrokken cliënten van een verwijzing naar de overeenkomst inzake de interestberekening op het niveau van de groep. Minstens bij de jaarlijkse interestafrekening dient bij het rekeninguittreksel voor elk van de betrokken cliënten een document te worden gevoegd met vermelding van de interesten voor het geheel van de rekeningen en de bestemming die de instelling of onderneming hieraan geeft.

Voor de toepassing van deze bepaling hebben clausules om schuldvergelijking mogelijk te maken in geval van faillissement of financieel onvermogen van de cliënt, op zich niet voor gevolg dat onderscheiden rekeningen worden beschouwd als functionerend als één enkele.

## § 4. Niet-vermelding op het borderel van gekruiste aankoop- en verkooporders van financiële instrumenten

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder « gekruist aankoop- en verkooporder » verstaan : orders in tegengestelde zin over een zodanig aantal instrumenten en tegen zodanige prijs dat, na uitvoering van beide orders, de financiële positie van de cliënt niet of slechts in geringe mate is gewijzigd.

Lorsqu'un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement exécute simultanément, pour le même client, un ordre croisé d'achat et de vente portant sur un même instrument financier, est considérée comme un mécanisme particulier la pratique qui consiste à transmettre un bordereau au client pour l'une des transactions sans mentionner la transaction croisée, pour autant que l'établissement ou l'entreprise sache ou ne puisse ignorer de bonne foi qu'il s'agit d'une transaction croisée.

Pour l'application de cette disposition, est assimilée à une exécution simultanée l'exécution d'un ordre croisé d'achat et de vente lorsque l'établissement ou l'entreprise, dès la première transaction, sait ou ne peut ignorer de bonne foi que le client placera un ordre en vue d'une transaction croisée.

Ce régime s'applique sans préjudice des règles de conduite plus strictes imposées par les autorités de marché des bourses concernées.

#### D. Méconnaissance répétée des obligations fiscales

Est considéré comme un mécanisme particulier le fait pour un établissement ou une entreprise, dans les opérations en faveur de ses clients, de ne pas respecter, de manière répétée, les obligations qui lui incombent en vertu de la législation fiscale ou les interdictions que celle-ci prévoit, alors que la méconnaissance de ces dispositions est sanctionnée pénalement. Tel serait le cas, notamment :

- si l'établissement ou l'entreprise omettait d'inscrire au registre spécial prévu par l'article 96 de l'arrêté royal d'exécution du CIR 1992, les mentions qui doivent y être portées;
- si l'établissement ou l'entreprise ou leurs agents, bien qu'ayant connaissance du décès d'un client, autorisaient, en antidatant l'opération, que des fonds soient retirés de comptes de ce client ou que des valeurs de ce client, en dépôt à découvert, soient reprises;
- si l'établissement ou l'entreprise ne respectait pas les obligations qui lui incombent concernant la taxe sur les opérations de bourse, notamment en omettant d'établir un bordereau pour chaque transaction.

## II. Mécanismes particuliers auprès des établissements de crédit et entreprises d'investissement étrangers opérant en Belgique dans le cadre de la libre prestation de services

Lorsque les pratiques énumérées ci-après sont, en Belgique, offertes ou appliquées de manière répétée par un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement relevant du droit d'un autre État membre de la Communauté européenne qui opère dans le cadre de la libre prestation de services, elles sont considérées comme constitutives d'un mécanisme particulier ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale par des tiers, au sens de l'article 57, § 3, *juncto* l'article 75, § 2, de la loi du 22 mars 1993 et de l'article 104, § 3 de la loi du 6 avril 1995, *juncto* l'article 14, § 2, de l'arrêté royal du 20 décembre 1995 relatif aux entreprises d'investissement étrangères. Les entreprises d'investissement relevant de pays tiers, visées à l'article 25 de l'arrêté royal du 20 décembre 1995 précité, doivent elles aussi s'abstenir de telles pratiques.

L'énumération n'est pas exhaustive; en d'autres termes, les dispositions précitées s'appliquent également à tout autre mécanisme particulier au sens susvisé qui serait mis en place par des établissements de crédit ou entreprises

Wanneer een kredietinstelling of beleggingsonderneming voor eenzelfde cliënt gelijktijdig een gekruist aankoop- en verkooporder uitvoert met betrekking tot eenzelfde financieel instrument, wordt beschouwd als een bijzonder mechanisme, de praktijk waarbij aan de cliënt een borderel wordt bezorgd voor één van de transacties zonder vermelding van de kruistransactie, voor zover de instelling of onderneming weet dat het om een kruistransactie gaat of te goeder trouw hiervan niet onwetend kan zijn.

Voor de toepassing van deze bepaling wordt met een gelijktijdige uitvoering gelijkgesteld, het uitvoeren van een gekruist aankoop- en verkooporder wanneer de instelling of onderneming vanaf de eerste transactie weet of te goeder trouw niet onwetend kan zijn dat de cliënt een order voor een kruistransactie zal plaatsen.

Deze regeling geldt onverminderd strengere gedragsregels die door de marktoverheden van de betrokken beurzen zijn opgelegd.

#### D. Herhaalde schending van fiscale verplichtingen

Wanneer een instelling of onderneming, bij verrichtingen voor haar klanten, bij herhaling haar verplichtingen ingevolge de fiscale wetgeving of de hierin opgenomen verbodsbepalingen niet nakomt, alhoewel de schending hiervan strafrechtelijk wordt bestraft, wordt dit als een bijzonder mechanisme beschouwd. Dit zou onder meer het geval zijn :

- indien de instelling of onderneming de verplichte vermeldingen niet inschrijft in het speciaal register bedoeld in artikel 96 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het WIB 1992;
- indien de instelling of onderneming of hun agenten, alhoewel zij kennis hebben van het overlijden van een cliënt, door antidatering toestaan dat geld wordt afgehaald van rekeningen van deze cliënt of dat waarden van deze cliënt in open bewaring worden teruggenomen;
- indien de instelling of onderneming de verplichtingen inzake de taks op de beursverrichtingen niet nakomt, onder andere door na te laten een borderel voor iedere transactie op te stellen.

## II. Bijzondere mechanismen bij buitenlandse kredietinstellingen en beleggingsondernemingen die in het kader van de vrije dienstverlening in België bedrijvig zijn

Wanneer de hierna opgesomde praktijken in België worden aangeboden of herhaaldelijk worden toegepast door een kredietinstelling of beleggingsonderneming naar het recht van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap die in het kader van de vrije dienstverlening bedrijvig is, worden zij beschouwd als een bijzonder mechanisme met als doel of als gevolg fiscale fraude door derden te bevorderen, in de zin van artikel 57, § 3, *juncto* artikel 75, § 2, van de wet van 22 maart 1993 en artikel 104, § 3, van de wet van 6 april 1995, *juncto* artikel 14, § 2, van het koninklijk besluit van 20 december 1995 betreffende de buitenlandse beleggingsondernemingen. Ook de beleggingsondernemingen uit derde landen bedoeld in artikel 25 van het voornoemde koninklijk besluit van 20 december 1995 dienen zich van deze praktijken te onthouden.

De opsomming is niet uitputtend, met andere woorden, voornoemde bepalingen blijven onverkort gelden voor enig ander bijzonder mechanisme in voornoemde zin dat door in België bedrijvige kredietinstellingen of beleggingsonder-

d'investissement opérant en Belgique. Elle ne porte pas préjudice aux mesures exceptionnelles qui doivent être prises *in concreto* en vertu des dispositions précitées.

Ce régime s'applique sans préjudice des obligations découlant de traités internationaux.

*A. Pratiques relatives à des revenus mobiliers passibles du précompte mobilier*

Sont visées ici les pratiques mentionnées au I.A., § 1<sup>er</sup>, 1, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>. Le point 2, a) à d) du I.A., § 1<sup>er</sup>, est d'application.

*B. Pratiques permettant aux clients d'induire l'administration fiscale en erreur*

Sont visées ici les pratiques mentionnées au I.C. §§ 1<sup>er</sup> à 3.

nemingen zou worden ingesteld. Zij doet geen afbreuk aan de uitzonderlijke maatregelen die krachtens voornoemde bepalingen *in concreto* dienen te worden genomen.

Deze regeling geldt onverminderd de verplichtingen krachtens internationale verdragen.

*A. Praktijken met betrekking tot roerende inkomsten waarop roerende voorheffing verschuldigd is*

Hier worden de praktijken bedoeld waarvan sprake in I.A. § 1, 1, 1<sup>o</sup> tot 4<sup>o</sup>. Punt 2, a) tot d) van I.A. § 1 is van toepassing.

*B. Praktijken die de cliënten in staat stellen het belastingbestuur te misleiden*

Hier worden de praktijken bedoeld waarvan sprake in I.C. §§ 1 tot 3.